

Gondrand, François,
Historiographie de l'Opus Dei en France: élaboration d'une image

L'image de l'Opus Dei s'est élaborée petit à petit, depuis les premiers articles parus dans la presse écrite dans les années 50, jusqu'aux toutes dernières allusions dans la presse écrite et parlée, ainsi que dans des ouvrages très divers.

Elle se constitue d'abord dans les quotidiens, puis dans des hebdomadaires et dans des livres à partir des années 60.

On peut dire qu'elle est aujourd'hui le produit de ces différentes sources d'information, entre lesquelles il y a interaction: les journaux entre eux, les journaux et les livres, et les livres entre eux, sans oublier le rôle joué par de grandes émissions de télévision et les programmes de radio à partir de 1987.

Dans le processus d'élaboration de l'image, la thématique s'enrichit, depuis l'angle exclusivement espagnol des années 50 jusqu'aux développements les plus actuels (soutien de Jean-Paul II, défense de l'ordre moral, accusations de dérives sectaires, etc.) Ces différents angles se combinent souvent, donnant lieu à une image complexe, en tout cas moins simpliste qu'à l'origine.

Il faut reconnaître que ce sont le plus souvent les commentaires critiques qui façonnent cette image, ce qui ne veut pas dire pour autant que toutes les critiques soient perçues de façon négative par tous les publics. Ainsi la qualification de "conservateur", notamment dans le domaine moral et de la foi, agit chez beaucoup à l'inverse de l'intention de ceux qui l'emploient.

Pour la commodité de la lecture, l'analyse de la presse et celle des livres seront faites successivement, donc sans tenir compte de leur imbrication chronologique.

I

LA PRESSE

Le **premier article significatif** paru sur l'Opus Dei dans la presse française est daté du 15 octobre 1952. Il est dû à Jean Créac'h, correspondant à Madrid du quotidien de référence 'Le Monde', et il est intitulé: "*Une nouvelle institution religieuse. L'Église et l'État espagnol : la 'Société de l'Opus Dei'*". Sa première partie est descriptive. Elle fait état des rumeurs qui enveloppent l'Opus Dei de mystère dans les milieux politiques espagnols, et les attribue à la discrétion des membres sur leur appartenance à l'institution, ainsi qu' à la prudence de Josémaría Escrivá dans les premiers temps de sa fondation. L'article présente ensuite le message de ce dernier et son action depuis 1928. À propos de l'insertion de l'Opus Dei dans l'Église catholique en tant qu'institut séculier, il évoque les engagements pris par ses membres, la diversité de leurs origines sociales et leur présence dans plusieurs villes universitaires en Espagne et hors d'Espagne. Après avoir relativisé une polémique née dans ce pays autour des **chaires d'université** dans les années 40, et vanté la qualité humaine et intellectuelle des professeurs qui en ont gagné dans le système dit des *oposiciones*, l'auteur évoque longuement, dans la deuxième partie de son article, la présence de membres de l'Opus Dei dans la vie politique espagnole. Tout en mentionnant la revendication de liberté des membres, il ajoute que, "consciemment ou non, **l'Opus en Espagne a fini par faire éclater son cadre proprement religieux**: ou plutôt la recherche de la sainteté est devenue peu à peu pour beaucoup de ses membres un mode de vie dont l'intensité a dévoré toutes les formes d'activité". Formule terriblement ambiguë, qui lui permet d'enchaîner sur le choix fait par certains membres "d'accepter sans débat le nouveau régime, où on les classe —assez abusivement croyons-nous— parmi les soutiens actifs

du franquisme”. Créac'h parle ensuite d’“hommes éminents, “comme le professeur **Rafael Calvo Serer** [qui] sont d'actifs éléments de liaison entre le Caudillo et don Juan de Bourbon”. Il explique que le prosélytisme de l'Opus Dei lui a valu jadis “d'ardents et courtois ennemis chez les jésuites (...) et dans quelques milieux d'Action catholique”. Il ajoute que “son activité universitaire et le talent des siens ont dressé contre lui bien des membres de l'enseignement; la fidélité à la monarchie de certains de ses membres les plus notoires —fidélité dont le plus récent témoignage est la publication par M. Calvo Serer d'une brillante *Teoría de la Restauración*— lui a aliéné les orthodoxes du franquisme”. Suivent des allusions à la revue 'Arbor', au Conseil National de la Recherche scientifique, et aux *Ateneos*, cercles de lecture et de conférences à Madrid et en province. En dépit des nuances qu'avait pris la peine d'apporter l'auteur, sa conclusion ouvre la voie à une **interprétation de l'Opus Dei comme groupe politique**: “Certains de ses membres semblent être progressivement acceptés par le Prétendant et le Caudillo comme les animateurs d'une évolution de la dictature vers la monarchie: si cet agrément se trouvait confirmé, **l'Opus deviendrait en fait l'un des milieux desquels pourraient sortir les cadres de la future Espagne**”.

Jean Créac'h est le pseudonyme de Jean Monconduit. C'est un ami de Rafael Calvo Serer. En dépit de ses amitiés dans le monde conservateur espagnol, il sera expulsé d'Espagne le 16 novembre 1953. Dans un dernier article, il expliquera que ce que les autorités lui reprochent, c'est d'avoir dit du bien des monarchistes de don Juan et d'avoir parlé de façon positive de l'Opus Dei un an plus tôt, dans l'article précité.

En 1958, Jean Créac'h reprendra son interprétation politique de l'Opus Dei dans un livre sur l'Espagne, en insistant toutefois moins sur Calvo Serer. Il sera, lui aussi, le premier auteur d'un ouvrage sur l'Opus Dei paru en français.

L'Opus Dei devient une nouvelle

On ne s'étonnera pas de voir le successeur de Jean Créac'h au Monde, non comme correspondant à Madrid, mais comme envoyé spécial, **Marcel Niedergang**, reprendre la **lecture politique** de celui-ci —au demeurant celle qu'il entend défendre dans les milieux proches du pouvoir en Espagne. Il l'oriente toutefois dans un sens nettement polémique, dans un article du 20 avril 1956, “*Le double visage de l'Opus Dei*”. L'Œuvre y est présentée comme **une des camarillas du régime**, comme **une “troisième force”**, qui “a pu faire quelque temps illusion à l'étranger (...) mais qui est en réalité en faveur d'une monarchie autoritaire *intégrale*, exerçant tous les pouvoirs actuellement confiés au Caudillo.”. “*L'Opus Dei*, —ajoute-t-il, après en avoir décrit la fondation et le développement— utilise exactement la tactique des totalitaires de droite et de gauche : **la fin justifie les moyens**. La fin, c'est la **conquête du pouvoir**. Les moyens, **un noyautage savant de l'Université, de l'administration**. Il est devenu pratiquement impossible d'obtenir un poste tant soit peu important à l'Université en Espagne si l'on n'est pas membre ou sympathisant de l'Opus Dei. Il est majoritaire dans tous les jurys d'examens. L'équivoque fondamentale de l'Œuvre de Dieu est de s'être présenté à l'étranger comme une troisième force chrétienne, sociale, européenne, sorte de mouvement démocrate-chrétien assez semblable à ceux de France, d'Italie, d'Allemagne.” Citant longuement les propos d'un professeur d'Université qu'il ne nomme pas (et qui en fait s'attaque plutôt, à travers l'Œuvre, à l'action de Calvo Serer), Niedergang oppose les tenants d'une sorte de démocratie chrétienne espagnole à “l'agressivité de l'Opus Dei, qui, selon eux, s'efforce d'entraîner l'Espagne à contre-courant de l'histoire au nom d'une idéologie discutable et d'un appétit de pouvoir effréné”.

Les deux premiers articles du 'Monde' sur l'Opus Dei, l'un sympathique à l'institution, l'autre totalement défavorable, ont ceci en commun qu'ils font de l'Œuvre un “**groupe de pression**”, celui des monarchistes traditionalistes agissant dans le sillage de Rafael Calvo Serer, et qui sera bientôt connu sous le nom de “**groupe Arbor**,” du nom de la revue culturelle dont Calvo sera le collaborateur, le secrétaire général, puis le directeur.

Moins de deux mois après cet article de l'envoyé spécial du 'Monde' en Espagne, le 7 juin 1956, **Henri**

Fesquet, responsable de la rubrique religieuse de ce même quotidien, surenchérit dans un article sous le titre “**L'Opus Dei**” —*importé d'Espagne*— vient s'installer en France”. Les mots sont choisis pour attirer l'attention sur une menace, venue d'un pays étranger (et “fasciste” par surcroît, pourrait-on ajouter, même si ce n'est que sous-entendu).

Ce nouveau coup de projecteur sur un phénomène encore mal connu de l'opinion, est présenté cette fois sous l'angle français.

L'article est court (deux colonnes). Les trois inter-titres en soulignent le plan: “Une sorte de **franc-maçonnerie catholique**”; “**Offensive à Paris**”; “Avec l'Opus Dei **retour à l'équivoque**”.

L'auteur décrit l'Œuvre comme “un **ordre religieux** (...) qui se donne pour but d'**aider les intellectuels à atteindre un état religieux de perfection** à travers l'expérience de leur profession et à sanctifier le travail professionnel (...) Leurs méthodes sont bien connues en Espagne, où ils se sont ouvertement lancés dans l'arène politique d'une manière tantôt 'brutale', tantôt 'insidieuse' (...) Leurs adversaires (...) leur reprochent d'avoir la nostalgie d'une société théocratique [et de] vouloir **occuper les postes-clés du pays**”. Après quoi l'auteur révèle l'**installation “clandestine” à Paris**, en novembre 1954, de deux prêtres et de cinq ou six laïcs dans un appartement avec chapelle privée (...) près du Quartier latin. Il s'interroge sur les possibilités de “réussite d'une telle “communauté” dans un pays où le moindre renouveau de cléricisme suscite immédiatement une levée de boucliers chez la plupart des catholiques, en même temps qu'une violente réaction de la part des incroyants. Cette tentative paraît en tout cas témoigner d'un certain **regain de l'intégrisme** en différents points de la chrétienté et du caractère équivoque d'une formule d'apostolat qui risque d'aboutir à une confusion entre le spirituel et le temporel”.

L'année suivante un autre “correspondant particulier” du 'Monde', Georges Demaitre, consacre un article sur trois colonnes au **déclin de la Phalange en Espagne**. “À l'opposition au régime des militaires, des monarchistes de toutes tendances et des militants d'Action catholique s'est ajouté —écrit-il— **un nouveau groupe: l'Opus Dei, organisation catholique ultra-cléricale**, qui après avoir noyauté l'université, travaille maintenant à la **pénétration de l'administration et de l'économie**”.

Mis à part une brève consacrée à une étude de la 'Revue administrative' sur les régimes de congrégations, et quelques nouvelles sur la revue culturelle parisienne 'La Table Ronde' qui vient d'être reprise par des membres de l'Opus Dei, on ne reparlera plus de l'Opus Dei dans la presse qu'en **février 1957**, quand un numéraire, **Alberto Ullastres** est nommé **ministre du Commerce extérieur** à la faveur d'un remaniement.

Cette année-là 'Le Monde' fera aussi trois mentions de l'Opus Dei. Le 7 juin 1957: une “organisation politico-religieuse favorable au retour d'une monarchie autoritaire” (allusion au **groupe 'Arbor'**), à propos d'un document confidentiel sur les groupes d'opposition au régime. Le 12 septembre 1957: réorganisation du syndicat universitaire officiel, et publication en Espagne d'un article de **Calvo Serer** sur l'avenir de la monarchie. Le 18 janvier 1958 ce même journal évoquera l'Opus Dei à propos des carlistes .

Deux rectifications demandées par l'Opus Dei sont publiées en juin 1957 (Secrétariat de l'Opus Dei en Espagne) et le 31 mars 1958 (lettre de l'abbé Maycas, prêtre de l'Opus Dei vivant à Paris). La deuxième est suivie d'une mise au point de la rédaction, signalée par des italiques: “Lorsqu'il est fait allusion à l'Opus Dei dans un article, politique, il n'est évidemment pas question de l'institut religieux en tant que tel, mais de “têtes” politiques (...) Qu'un Calvo Serer en écrivant ses articles se comporte en simple particulier et n'engage pas la société sacerdotale, on peut toujours le soutenir. Il n'en reste pas moins qu'**un groupe Opus Dei existe**, avec son brain trust, ses intérêts économiques, ses instruments de **propagande intellectuelle**, ses représentants au gouvernement, son idéologie, **son 'choix' monarchiste**.”

Le 4 mai 1958 'Le Monde' publie une **lettre de Rafael Calvo Serer** qui s'élève avec énergie contre le commentaire que ce journal a ajouté au démenti de l'abbé Maycas. :”Le groupe de l'”Opus Dei” par vous décrit, avec son brain trust, ses intérêts économiques, ses instruments de propagande intellectuelle, ses représentants au gouvernement, son idéologie n'existe pas”. Défendant sa liberté d'avoir des opinions et des activités propres, sans qu'on puisse pour autant les assimiler à l'Opus Dei, Calvo cite des noms de membres de l'institution à laquelle il appartient qui ont des opinions très différentes des siennes: **Ullastres, López Rodó** (Secrétaire général technique du gouvernement), Albareda (directeur du Centre National de la Recherche Scientifique) “pour ne citer que les plus connus. Ils ont même fait chacun un “choix”

politique différent (...) Notre seul trait commun est notre idéal religieux. L'Opus Dei n'est pas une caste sociale, ni un groupe d'aristocrates ou de monarchistes, ni une chapelle d'intellectuels; en font partie des personnes de toute classe (...) Chacun est absolument libre de penser et d'agir sur le plan politique selon ses convictions personnelles. Celles-ci seront forcément différentes car la mentalité des uns et des autres diffère, comme les problèmes de leurs divers milieux sociaux”.

En réalité, quand il évoquait un “groupe Opus Dei”, le correspondant du 'Monde' n'avait fait que répéter ce qu'il entendait à Madrid sur les membres de l'Opus Dei qui intervenaient dans le débat politique, et qui là-bas étaient purement et simplement assimilés à l'Œuvre de façon expéditive. Pour le personnel politique espagnol, l'Opus Dei c'est bien Calvo Serer et son groupe, qui sont en train d'entrer dans le jeu politique. Comme celui-ci tourne beaucoup autour de la question dynastique, dans la perspective de la succession de Franco, on comprend que les correspondants de presse en Espagne s'y intéressent.

En 1956 le magazine chrétien '**Informations catholiques internationales**', fondé en 1955 (dans le sillage d' 'Actualité religieuse dans le monde', créé en 1953, publie une double page descriptive, qui laisse clairement apparaître la liberté d'opinion et le pluralisme réel des membres de l'Opus Dei.

L'arrivée au pouvoir des “technocrates” en Espagne

On a vu que le 26 février 1957 Alberto Ullastres, professeur d'économie, a été nommé ministre du Commerce.

Ullastres est numéraire de l'Opus Dei. Il est célibataire, vit dans un centre de l'Opus Dei. Du coup il attire l'attention des médias, et 'Le Monde' reprendra ses “explications” sur cet Opus Dei mystérieux dont il a parlé en 1953 et 1956, et qui va devenir à partir de cette date, une référence obligée de ses journalistes quand il parle de l'Espagne.

Ullastres a été choisi pour sa compétence en matière économique. **Laureano López Rodó**, autre numéraire, professeur de droit administratif, dirige le Secrétariat général technique du gouvernement. Il va prendre de plus en plus de place dans les commentaires, au fur et à mesure de ses promotions successives. Les deux sont inclassables. Ils n'appartiennent pas au sérail du régime. Comment donc les qualifier? Lorsque, à partir de 1958, De Gaulle nommera quelques ministres au profil de techniciens (Wilfried Baumgartner, Gouverneur de la Banque de France, Maurice Couve de Murville, inspecteur des Finances et diplomate, Pierre Guillaumat, ingénieur, Pierre Sudreau, préfet, etc.), on leur collera l'étiquette commode de “technocrates”. Cette dénomination servira aux journalistes de la presse nationale et étrangère pour qualifier les ministres d'un type nouveau que Franco lui aussi fait accéder à des postes ministériels à l'époque. Tous ne seront pas membres de l'Opus Dei, loin s'en faut, mais par proximité, on assimilera ceux qui n'en sont pas aux premiers.

De là naît la présentation de l'Opus Dei comme **un groupe à finalité à la fois religieuse et politique**, présentation amorcée par les trois articles du 'Monde' des années 1952 et 1956 cités au début, présentation poursuivie jusqu'à nos jours. Peu importe que la politique menée par lesdits “technocrates” soit sensiblement différente, voire opposée à celle qui était préconisée par **Calvo Serer** et “**le groupe Arbor**”, comme l'a fait remarquer Calvo lui-même dans sa lettre au 'Monde' du 4 mai 1957. Ce que retiennent les commentateurs, c'est que ces nouveaux venus en politique appartiennent à une même institution, très structurée, et qu'ils doivent nécessairement avoir des buts communs et **une idéologie commune**.

L'image ainsi véhiculée par les médias s'implantera d'autant plus fortement dans l'opinion que le sujet “Espagne” intéresse, et même passionne les Français depuis les années 50, la vogue du tourisme au-delà des Pyrénées s'accompagnant d'une grande curiosité pour ce pays pittoresque, proche et pourtant “étranger”, qui avait séduit Hugo, Mérimée, Théophile Gautier et quelques autres au XIX^{ème} siècle. Les souvenirs littéraires et historiques imprègnent la mémoire collective (la Guerre de Succession d'Espagne, les campagnes napoléoniennes, la guerre civile de 1936-1939 et les débats qu'elle a suscités chez les politiques et les intellectuels, l'attitude ambiguë de Franco pendant la Guerre mondiale après l'aide que lui ont apportée Hitler et Mussolini dans la Guerre d'Espagne). Les Français lisent donc avec d'intérêt ce que leur disent les journaux de ces pays économiquement attardés que sont l'Espagne et le Portugal, dont les

régimes autoritaires leur apparaissent comme des survivances anachroniques de ceux de l'avant-guerre. Que dans un pays considéré comme clérical comme l'Espagne, surgisse une institution présentée comme un lobby catholique à finalité politique, représentée au gouvernement par des sortes de “moines laïcs” n'a pas de quoi vraiment les surprendre.

Seuls deux organes de presse, réputés au demeurant “conservateurs”, prennent la peine de les informer. *Le vrai visage de l'Opus Dei*, tel est le titre donné en juillet 1957 par le magazine grand public '**C'est-à-dire**' à une enquête non signée, dont l'auteur en est en fait le journaliste catholique Georges Daix, qui présente l'Opus Dei comme ce qu'il est: un institut séculier approuvé par le Saint Siège dix ans plus tôt. Le 28 février 1958 le même Georges Daix publie un nouvel article descriptif dans l'hebdomadaire catholique '**France Catholique**' (ancien organe de l'Action Catholique des Hommes, attirant des signatures prestigieuses): “*Premier institut séculier approuvé par le Saint-Siège, l'Opus Dei veut aider les laïcs à mener une vie de perfection évangélique*”. Mais les tirages cumulés de ces deux périodiques, quoique non négligeables, ne suffisent pas à contrebalancer l'influence d'un quotidien de référence comme 'Le Monde' et de la grande presse, alimentée par les agences.

L'approche politique du sujet “Opus Dei” est accentuée du fait de l'engagement personnel dans la vie politique de l'Espagne de certains correspondants ou envoyés spéciaux des journaux français qui, à force de vouloir obtenir des informations privilégiées dans les allées du pouvoir, en viennent à se faire plus ou moins consciemment les porte paroles d'une tendance particulière. On a vu que Jean Creac'h ('Le Monde') était lié aux monarchistes traditionalistes. Jacques Guillemé-Brulon (envoyé spécial pour 'Le Figaro') est proche des monarchistes partisans de Don Juan. José Antonio Novais, qui sera durant quelques années le correspondant du 'Monde', à Madrid, et Luis de Velasco (pseudo de l'ancien fasciste belge Léon Degrelle, fondateur du rexisme, réfugié en Espagne depuis 1945), qui écrit dans 'Valeurs actuelles' et 'Spectacle du Monde', obtiennent des informations des phalangistes, et reprennent leurs points de vue, très hostiles aux ministres technocrates, systématiquement assimilés à l'Opus Dei. Les liens privilégiés qu'entretiennent ces “spécialistes de l'Espagne” avec telle ou telle composante de la vie politique espagnole de l'époque peuvent expliquer qu'ils aient été particulièrement sensibles aux **interprétations politiques de l'Opus Dei** qui leur étaient fournies à Madrid, au point de leur voiler pendant un certain temps la diversité des engagements des différents membres de l'Œuvre qui intervenaient sur la scène publique. D'autres, de sensibilité démocrate, considèrent eux aussi l'Opus Dei comme groupe, qui leur apparaît intégré dans ce régime post-fasciste qu'est à leurs yeux le franquisme.

On verra que quelques enquêtes parues dans des périodiques contribueront à attirer l'attention de l'opinion sur l'Opus Dei à partir de 1965. Mais elles ne feront que reproduire et compléter ce qui était véhiculé par la presse quotidienne. Toutes sont centrées sur l'Espagne. L'objet non identifié qu'est l'Opus Dei est pour eux résolument espagnol. On peut seulement relever une exception dans 'Le Monde' qui, le 30 janvier 1961, publie un commentaire de son correspondant à Rome, Jean de l'Hôpital, sur la décision prise par le Saint-Office en 1959 de suspendre l'expérience française des prêtres ouvriers. L'auteur y cite une personnalité de la Curie: “Où allons-nous ? **Vers l'établissement mondial d'un 'Opus Dei'** ? Il n'est pas sûr que cela comblerait le fossé qui s'est ouvert entre le Saint Siège et la Fille aînée de l'Église”. Mais, là aussi, on peut considérer que le prélat en question se réfère implicitement référence à l'Espagne.

Pour le reste, les allusions à l'Opus Dei dans la presse accompagnent les épisodes de la vie politique espagnole de 1957 à la fin du régime, avec la mort de Franco en novembre 1975. Pratiquement chaque événement provoque la mention d'un “groupe Opus Dei”.

D'autant plus remarquable est la nuance qu'apporte André Fontaine, chef du service Politique étrangère du 'Monde', dans une grande enquête sur l'Espagne, parue en juillet 1958. Se faisant l'écho des rumeurs qui circulent dans ce pays sur l'Opus Dei, il les relativise en soulignant **la variété des engagements des membres** que l'on peut observer (au moins à droite), même si “un petit groupe de membres de l'*Opus* connus comme tels s'est emparé d'un certain nombre de positions-clés, à la fois sur le plan politique, intellectuel et financier. **Le tort que l'on a c'est d'assimiler à l'*Opus* ce qui n'est qu'une fraction** et qui, avec une grande exigence de rigueur personnelle, un grand culte des valeurs traditionnelles: autorité, hiérarchie, abnégation, cherche à mener l'Espagne sur les routes d'une monarchie à la fois ferme et éclairée”.

Une première vague d'allusions à l'Opus Dei (1957-1967)

Les articles du 'Monde' qui citent l'Opus Dei de façon plus ou moins circonstanciée entre 1957 et 1968 permettent de se faire une idée de l'évolution de la manière dont la presse française le présente. Une analyse plus fine devrait toutefois tenir compte aussi des dépêches d'agence, et en premier lieu de celles de l'Agence France Presse, qui alimentent les pages internationales de la presse régionale, ainsi que les radios et les chaînes de télévision.

- 25 février 1957: Nomination d'**Alberto Ullastres** au ministère du Commerce.
- 28 janvier 1962: **Laureano López Rodó**, "membre éminent de l'Opus Dei", est nommé Commissaire au Plan de Développement.
- 13 février 1962: Commentaire de **José Solis** (Mouvement) sur "la politique économique et européenne" des membres de l'Opus Dei.
- 17 avril 1962: Reconnaissance des diplômes des universités de l'Église, dont pourront bénéficier les étudiants de l'"Étude générale de Navarre".
- mai 1962: Manifestations étudiantes contre cette mesure. L'Opus Dei fait aussi l'objet de cris hostiles lors d'une grève des mineurs dans les Asturies.
- 2 mai 1962: Nouveau nonce apostolique (mgr Riberi).
- 12 juin 1962: Enquête sur "*L'Espagne au seuil de l'Europe*" par Jacques Grignon Dumoulin.
- 10 juillet 1962: Nomination de **Gregorio López Bravo** au ministère de l'Industrie, et confirmation de **Mariano Navarro Rubio** aux Finances et d'**Alberto Ullastres** au Commerce.
- 12 juillet 1962: "*Le général Franco désigne son 'successeur'. Le rajeunissement du cabinet renforce l'influence de l'armée et de l'Opus Dei*", par Jacques Grignon Dumoulin.
- 25 août 1962: Grèves. Cris hostiles à l'Opus Dei.
- 12 janvier 1963: Critiques de la gauche phalangiste.
- 12 mars 1963: Réunion du Conseil National du Mouvement.
- 12 juillet 1963: "*Un bulletin monarchique* ['Arbor'] lance un appel à l'Armée".
- 31 décembre 1963: **Interview de Laureano López Rodó**, "membre de l'Opus Dei, une association religieuse que la gauche phalangiste accuse de contrôler plus ou moins l'État".
- 7 février 1964: **Lettre de mgr Escrivá à José Solis**, à propos d'un article visant l'Opus Dei signé par le directeur du journal phalangiste 'Pueblo', Emilio Romero.
- février 1964: Polémique à propos de la conversion au catholicisme (censée avoir été encouragée par l'Opus Dei) de la princesse **Irène de Hollande**, réfugiée alors en Espagne.
- 2 septembre 1964: Un article critique sur l'Opus Dei est censuré dans **la revue catholique 'Signo'**.
- novembre 1964: Polémiques à propos de l'**Université de Navarre**.
- 13 novembre 1964: Condamnation de **Manuel Fernandez Areal** directeur du '**Diario de Valladolid**', membre de l'Opus Dei.
- 1^{er} décembre 1964: José Antonio Novais cite des **phrases de mgr Escrivá**, lors d'une conférence de presse qu'il a donnée à Pampelune à l'occasion de la remise de doctorats honoris causa : "Nous sommes contre le parti unique dans la société".
- 2 mars 1965: Les étudiants de l'**Université de Navarre** n'admettent que des syndicats élus.
- 7 juillet 1965: Nomination de **Juan José Espinosa** au ministère des Finances, de Faustino García Moncó au Commerce, de Laureano López Rodó au Plan de Développement, et confirmation de Gregorio López Bravo à l'Industrie.
- 25 août 1965: Tribune d'**Enrique Tierno Galván** (professeur de Droit politique qui va être bientôt radié de l'Université) : "*Le gouvernement espagnol contre l'Université*" : "Les personnes qui contrôlent le pouvoir sont toutes soumises à une même discipline religieuse, morale, et peut-être politique —je veux parler de l' Opus Dei".
- 25 septembre: 1965: Réponse à Tierno Galván du Secrétariat de l'Opus Dei en Espagne.

- 25 octobre 1965: Tribune de Jesús Burillo, professeur de Droit à l'Université de Murcie.
- 5 novembre 1965: Déclaration contre l'Opus Dei de l'**Abbé du Valle de los Caídos**.
- 17 mars 1966: Défilé d'étudiants de l'**Université de Navarre**. Répression policière.
- mai 1966: Crise dans l'Université. Accusations contre l'Opus Dei.
- 14 juillet 1966: "*L'Espagne de la succession*", **interview de Laureano López Rodo** et réponse de Javier Ayesta (directeur du Bureau d'information de l'Opus Dei à Madrid) à José Luis Aranguren dans la même page.
- 19 octobre 1966: **Les syndicats dans l'Université de Navarre**.
- janvier 1967: Référendum sur une loi organique.
- 1 et 2 février 1967 "*L'Espagne indéterminée*", par Marcel Niedergang (**l'Opus Dei serait divisé en deux camps monarchiques**).
- 26 mars 1967: Attaques phalangistes contre **Florentino Pérez Embid**, membre de l'Opus Dei, qui a osé situer la Phalange à droite de l'échiquier politique dans le quotidien 'El Alcazar'.
- 30 juillet 1967: Le général Muñoz Grandes quitte la vice-présidence du gouvernement. Son successeur, **l'amiral Carrero Blanco, est réputé "lié à certains membres de l'Opus Dei"**).

En juillet 1966 'Le Monde' publie une enquête en cinq volets de Marcel Niedergang. Se faisant l'écho de critiques d'évêques et de jeunes prêtres, ainsi que du philosophe **José Luis Aranguren**, il donne largement la parole au directeur du Bureau d'information de l'Opus Dei à Madrid pour y répondre, et réaffirmer le pluralisme réel des membres. Ce sera le commencement de séries d'articles consacrés à l'Espagne, dans 'Le Monde' et dans d'autres organes de presse. Jean Bécarud (1924-2014), qui a déjà consacré un article à ce qu'il considère comme un "Opus Dei politique" à la conquête du pouvoir dans la revue 'Signe du temps' en novembre 1959, en reprendra l'idée dans la prestigieuse revue 'Esprit' en novembre 1967. Il développera cette thèse, sous le pseudonyme de Daniel Artigues, dans ce qui sera le premier livre écrit sur l'Opus Dei en français.

D'autres suivront. Mais surtout, à partir de 1961, soit avec un léger décalage par rapport à la presse, tous les livres traitant de l'Espagne font référence à l'Opus Dei, qui a été mis à la mode en 1957, avec l'arrivée des premiers technocrates à des postes gouvernementaux dans ce pays .

Ces ouvrages se nourrissent d'articles de presse, ou sont rédigés par des journalistes qui font des enquêtes en Espagne, ou qui y résident, en tant que correspondants. À leur tour ils servent de référence aux auteurs d'articles et d'enquêtes. Ils inspirent également d'autres livres, comme on peut le constater en consultant les bibliographies et en étudiant de près les thématiques et les citations.

On en lira l'analyse dans la II^{ème} partie.

Une vague croissante de commentaires dans les années 1968-1973

De 1968 à 1973, le nombre des allusions à l'Opus Dei dans la presse va grandissant.

- **136 en 1968** (avec des enquêtes dans 'Le Monde', 'L'Express', 'La Croix', et de nombreux commentaires sur la suspension du journal 'Madrid', sur le changement d'orientation du quotidien 'El Alcazar', sur les amendes infligées à la revue universitaire 'Gaceta Universitaria');

- **499 en 1969** (état d'exception en Espagne, attaques des Phalangistes, promotion du prince Juan Carlos, changement de gouvernement en octobre, incidents sur le campus de l'Université de Navarre);

- **716 en 1970** (scandale **Matesa**, livre de la duchesse de Medina Sidonia, *La Huelga...*).

Le 29 octobre 1969 la presse signale la présence de **trois membres de l'Opus Dei** dans le gouvernement nommé par Franco: Gregorio López Bravo aux Affaires étrangères, Vicente Mortes au Logement, et Laureano López Rodó au Plan de Développement. D'autres ministres sont qualifiés de "sympathisants" de l'Opus Dei. Du coup ce **gouvernement** est qualifié de "**monocolore**". Les correspondants du 'Monde' et du 'Figaro' se font néanmoins plus nuancés. Ils font l'éloge des ministres "technocrates", favorables à l'Europe, tout en continuant de les lier à un "groupe Opus Dei".

L'**affaire Matesa**, qui éclate en juillet 1970, est présentée comme une **revanche des Phalangistes** sur l'équipe au pouvoir, assimilée à l'Opus Dei. Ceux-ci exploitent à cette fin la découverte d'une escroquerie aux subventions à l'exportation et prétendent que Matesa aurait, selon le journal italien 'Avanti', financé

des institutions appartenant à l'Opus Dei.

Les 21 et 22 janvier 1968, 'France-Soir' publie une enquête d'Eugène Mannoni. L'Opus Dei y est décrit de façon détaillée, sans oublier les controverses qu'il provoque à Madrid (“À Madrid on réduit à deux les forces espagnoles: l'opposition et l'oposition”; “**contre-maçonnerie**”, “**Rotary de Dieu**”, “**jésuites laïcs des temps modernes**”), mais la parole est aussi laissée à des membres, le pluralisme réel de leurs engagements est attesté, et Pier Giovanni Palla, “représentant de la direction romaine de l'Opus Dei”, est cité à plusieurs reprises.

Dans le grand hebdomadaire 'Paris Match', l'écrivain Jacques Laurent consacre à l'affaire une chronique de deux pages, la replaçant dans le contexte d'un “premier affrontement de la lutte pour la succession” de Franco, selon le schéma connu de “**l'Opus Dei contre la Phalange**”.

Le 18 août Marcel Niedergang consacre deux articles à l'affaire dans 'Le Monde', le premier étant intitulé “**L'Opus Dei sur la sellette**”. Tout en faisant remarquer qu'il est excessif d'affirmer que “l'Opus Dei contrôle le pays”, il n'en rapporte pas moins les bruits qui courent, et qui visent l'Œuvre à travers les mises en cause de certains ministres qui sont censés en faire partie. Il attribue cette campagne de dénigrement au succès trop grand et trop rapide de M. **López Rodó**, et il fait part des démentis du Bureau d'information de l'Opus Dei à Madrid.

En décembre 1970, 'Le Journal du Dimanche' publie une page signée Éléna de la Souchère, “*Où en est l'Espagne? Où va-t-elle?*”. L'auteur y parle de “**sainte maffia**” pour qualifier les “**brillants technocrates de l'Opus Dei**”, qui n'ont en vue que le progrès économique et s'accommodent très bien de la répression, dans la mesure où elle garantit la pérennité du régime. “Le système ne repose plus, dit-elle, que sur deux piliers, **l'Opus Dei et l'armée**”, celle-ci étant “lasse de porter les péchés de l'Opus”.

Marcel Niedergang ne dit pas autre chose dans trois articles qu'il publie sur “L'Espagne devant Burgos” dans 'Le Monde'. Il apporte néanmoins une sérieuse nuance, quand il conclut que “**l'Opus est victime, en Espagne même, d'une simplification commode et sans doute arbitraire**”. Il écrit cela après que le procès de membres de l'ETA à Burgos ait provoqué de nombreuses réactions dans la presse internationale, et des remous en Espagne.

À noter que deux membres de l'Opus Dei, mais ne signant toutefois pas à ce titre, se sont vus ouvrir, en 1965 et 1969 les colonnes du 'Monde' pour des chroniques attestant la liberté dont jouit chacun dans l'Œuvre, et mettant en perspective la nomination de membres à des postes ministériels.

Les “affaires”

Au printemps 1971 l'ancien correspondant à Madrid Jean Créac'h revient au 'Monde' pour quatre articles censés faire le point sur la situation politique de l'Espagne. Comme dans son premier article de 1952 (voir au début), il parle encore de l'Opus Dei comme d'un groupe de pression, mais cette fois-ci sous une forme interrogative (“*L'Opus Dei groupe de pression ou bouc émissaire?*”), en nuancant chaque accusation entendue à Madrid par des précisions concernant le nombre de ministres et de hauts fonctionnaires appartenant à l'Œuvre, par la mention des centres universitaires (l'Université de Navarre) des banques et des organes de presse et d'édition dirigés par des membres, par l'attestation de l'austérité de vie des membres. Il se fait ensuite l'écho de ce que lui a déclaré le porte parole de l'Œuvre à Madrid. Restent pour lui les séquelles de “**l'affaire Matesa**” (non encore jugée) et les relations délicates entre les militaires et les ministres appartenant à l'Opus Dei.

À partir de 1970, les analyses nuancées du 'Monde' (qui a publié en janvier deux démentis, du Bureau d'information de l'Opus Dei en France, et de M. López Rodó lui-même devant le Conseil national du Mouvement) contrastent avec le simplisme polémique des enquêtes parues dans les hebdomadaires, en particulier celles des 'Informations catholiques internationales' de juin 1970, du 'Nouvel Observateur' des 25 mai 1966 et 4 janvier 1971.

À partir de cette année 1970, les allusions à l'Opus Dei diminuent dans 'Le Monde' et dans l'ensemble de

la presse, limitées au suites de **Matesa** (dont les protagonistes sont amnistiés le 1^{er} octobre 1971), à des déclarations de généraux et de phalangistes contre l'Opus Dei, aux remous internes et externes du quotidien '**Madrid**', à la publication anticipée par Europa Press d'un **avertissement de la Curie romaine à l'épiscopat espagnol** en mars 1972, à la **nomination de Carrero Blanco** à la tête du gouvernement (9 juin 1973), et à son assassinat (20 décembre 1973), ainsi qu'à deux nouveaux changements de gouvernement. Commentant le premier d'entre eux, du 12 juin 1973, 'Le Monde', dans son éditorial, continue de se distinguer par sa modération, quand il parle de nouveau de ces hommes que, **“par une simplification commode mais sans doute excessive, on a qualifié de ministres de l'Opus Dei”**. Il signale aussi la nomination de López Rodó aux Affaires étrangères.

Un triptyque d'articles de Charles Vanhecke dans 'Le Monde' en mai 1972, dont le deuxième est intitulé **“Une “maçonnerie blanche”?”** contribue à relativiser ce qui était devenu le mythe de l'Opus Dei en Espagne. Partant des rumeurs persistantes qui, dans ce pays, continuaient de décrier l'Opus Dei (en fait le gouvernement des “technocrates”), l'auteur donnait la parole à des membres de l'Œuvre, qui démontaient point par point les accusations qui ont portées contre eux, relativisant en outre l'influence de ceux qui sont en position de direction dans la vie politique et économique espagnole. Concédant que l'existence de numéraires dévoués, vivant en communauté, pourrait faire penser à une solidarité politique, il ajoute: **“Peut-on parler pour autant d'une conspiration de l'Opus Dei? Les observateurs impartiaux pensent que non. Il lui faudrait une philosophie temporelle qu'il n'a pas. C'est cette liberté civile laissée à ses membres qui expliquerait son succès, dans un pays déformé par l'emprise confessionnelle”**. L'auteur enchaînait, avant d'évoquer la “droite terrible” qui menace les réformes: **“Mais en vérité, dit-on, il existe des phalangistes (ces rivaux traditionnels de l'Œuvre) qui sont “opusdéistes”, des démocrates-chrétiens “opusdéistes” et des numéraires, comme M. Calvo Serer, qui n'ont plus rien à voir avec M. López Rodó. “Les uns parlent de démocratie, les autres de continuité!” Il paraît donc plus exact de parler de la montée au pouvoir d'une nouvelle classe politique: celle des “technocrates”.**”

Dans un nouveau triptyque du 'Monde', publié en août 1973, Marcel Niedergang évoquait à nouveau **“les “technocrates” associés par l'opinion espagnole à l'Opus Dei”**. Il rapportait les propos du porte-parole de l'Opus Dei à Madrid, qui se réjouissait qu'il n'y ait plus qu'un membre au gouvernement. Mais le journaliste ajoutait, non sans quelque ambiguïté, **“qu'en perdant son auréole de groupe occulte et tout-puissant l'Opus (qui conserve “à titre personnel”, des positions solides dans l'administration, la banque, l'édition, les universités, les affaires) devrait pouvoir améliorer son image contestable de “sainte mafia technocratique”**”.

Désormais l'Opus Dei apparaît donc moins comme un élément d'explication de la vie politique espagnole, du moins aux yeux des observateurs les plus avisés, comme ceux du 'Monde'. La diversité des engagements de ses membres les plus connus pourrait d'ailleurs être appréciée par des lecteurs attentifs, même si les commentateurs qui les informent ne vont pas jusqu'à avaliser les déclarations des dites personnalités (dans la droite ligne de la doctrine du Fondateur), quand ils affirment la liberté totale dont chacun jouit dans l'Opus Dei quant à ses options politiques ou professionnelles.

'Le Figaro', dont les envoyés spéciaux à Madrid publient eux aussi de grandes enquêtes étalées sur plusieurs jours, va suivre une évolution parallèle à celle du 'Monde'. En mars 1964, Jacques Guillemé-Brulon, envoyé spécial permanent, se fait l'écho d'attaques lancées par **Emilio Romero**, directeur du quotidien syndical (phalangiste) madrilène 'Pueblo', et tente d'expliquer à ses lecteurs ce qu'est l'Opus Dei, en remontant... au Concile de Trente, et en faisant de l'Œuvre **le pendant de la Compagnie de Jésus à l'époque contemporaine**. Donnant la parole aux membres de l'Œuvre qui défendent leur droit au pluralisme, et citant Rafael Calvo Serer, il conclut qu'il s'agit d'une tentative de **pénétration, non du monde politique, mais de “la structure de la société moderne”**, et en tout cas de **“l'une des plus prodigieuses aventures menées par l'Église catholique moderne, avec sa potentialité positive, mais avec ses dangers, aussi, inhérents à sa structure et ses méthodes”**.

Le 26 octobre 1965, Jacques Guillemé-Brulon fait la synthèse de lettres de protestation reçues après que 'Le Figaro' se soit fait l'écho de l'attribution à l'Opus Dei, en Espagne, de la mise à l'écart de cinq professeurs d'Université.

En mai 1966, le même Jacques Guillemé-Brulon obtient pour '**Le Figaro**' une **interview exclusive du**

Fondateur de l'Opus Dei qui, en répondant à ses questions, récuse toute interprétation politique de l'institution qu'il a fondée et s'explique sur ce qu'il a voulu faire, sur la dimension universelle des apostolats de l'Opus Dei, sur sa présence en France, sur l'intention de *Chemin, qui n'est pas pour lui un code de l'homme d'action*, sur les **accusations de secret** et la liberté des membres qui occupent des fonctions publiques en Espagne?, etc. L'interview occupe une page entière du quotidien, avec une photo de mgr Escrivá en compagnie du Préposé général des jésuites, le P. Arrupe, auquel il est fait allusion dans l'article. Deux phrases du Fondateur sont mises en exergue sous le titre: *“Nous exécutons le secret”*; *“Notre influence n'est jamais temporelle”*. Cette publication dans un grand journal français ne suffira pas à enrayer les commentaires de type politique sur l'Opus Dei dans la presse (même dans 'Le Figaro').

En janvier 1969, un autre collaborateur du 'Figaro', Philippe Nourry, paraît en retrait par rapport aux commentaires précédents du quotidien, dans trois nouveaux articles. Évoquant les membres qui revendiquent d'assumer la responsabilité de leurs activités, sans que l'Opus Dei s'identifie à leur action temporelle, il voit là **“un distinguo subtil dont on devine tout le parti que peut tirer un mouvement suprêmement discipliné, épaulé par des personnalités professionnellement incontestables et présentes à tous les échelons de la vie politique, économique et financière, sociale et religieuse d'une nation”**. Les membres de cette **“puissante et subtile organisation”**, qui a **“prospéré dans les élites bourgeoises”**, se retrouvent le soir **“dans la même confortable résidence communautaire pour la prière vespérale. Rien ne dit évidemment qu'on n'en profite pas aussi pour trouver ensemble des solutions à des problèmes très séculiers...”**.

Les 4 et 5 mars 1969 le même journaliste parle de **“ministres de la tendance ‘Opus Dei’”**, et en février 1970 de **“technocrates qui règnent désormais sans partage dans l'ombre floue de l'Opus Dei** et sous l'immuable tutelle du Caudillo”.

Toutefois Philippe Nourry fait montre d'une plus grande (mais relative) prudence lorsqu'il consacre à **“La Obra”** quelques paragraphes dans un article intitulé *“Espagne 70: le raz de marée des technocrates”*. **“S'agit-il réellement d'un gouvernement ‘Opus Dei’?”**, s'interroge-t-il à propos du cabinet nommé le 29 octobre 1969. **“Y a-t-il une politique de l'Opus [...] coordonnant l'action parfois contradictoire de ses membres. Ou bien, comme le réaffirment incessamment les porte paroles officiels de l'Œuvre, l'Opus a-t-elle ‘un caractère exclusivement spirituel et apostolique, indépendamment de tout système politique [...]?’** Discussion sans fin. Car **les adversaires de l'Opus répliquent évidemment que la ‘Obra’ se garde bien de mettre tous ses oeufs dans le même panier [...]** Et certains se déclarent même convaincus que **les ‘rôles’ sont assignés de longue date**, les pions de l'échiquier interchangeables à volonté... Mais il n'est sans doute pas nécessaire d'aller aussi loin. Dans l'Espagne isolée, dépolitisée des années 40 et 50, un mouvement comme l'Opus avait effectivement toutes les chances de prospérer. Il comblait un vide [...]. Une **maçonnerie nouvelle** est ainsi née. Mais où est maintenant le vrai moteur de l'entreprise? Est-ce l'Œuvre qui a fait et continue d'assurer souverainement le succès de M. López Rodó et de ses amis? Ou les membres du club qui ont, par leur seul talent, fait de l'Œuvre une vedette malgré elle? Question byzantine... Autant discuter du sexe des anges”.

En février 1971, Philippe Nourry reprendra le terme de **“maçonnerie blanche”**, et citera l'expression **“confrérie mystérieuse”**, qu'il a entendue à Madrid..

Mais, le 11 juin 1973, il s'exprimera à peu près dans les mêmes termes que ceux de Marcel Niedergang dans 'Le Monde' du 31 décembre 1970 (termes qui seront repris le lendemain de cet article du 'Figaro', le 12 juin 1973, par l'éditorial de ce même quotidien), en parlant d'“une revanche de **ce qu'il est convenu d'appeler un peu arbitrairement, et pour la commodité de l'analyse, la tendance Opus Dei** de l'“establishment” espagnol. Le 22 juin, il concède qu'“**il serait plus juste d'appeler ‘lopez-rodienne’”** **“cette nouvelle technocratie que l'on qualifie toujours —une fois encore parce que l'Espagne ne connaît pas d'étiquette politique— de technocratie ‘opusdéiste’”**.

Entre temps 'Le Figaro' aura publié une analyse de la situation politique espagnole de **Rafael Calvo Serer** (12 janvier 1972), un compte rendu de l'ouvrage de ce dernier *Franco devant le roi*, paru au Ruedo Ibérico à Paris, (19 octobre 1972). Il publiera, le 26 juin 1974, un nouvel article de Calvo Serer faisant allusion à l'Espagne à propos du récent coup d'état au Portugal. Aucun de ces articles ne fait allusion à l'Opus Dei.

Ainsi, au même moment, les deux meilleurs spécialistes de l'Espagne, dans deux quotidiens de prestige

publiés à Paris, coïncident dans **une analyse qui réduit pratiquement à néant l'hypothèse d'un "groupe Opus Dei"**, agissant de façon homogène dans la vie politique espagnole, telle qu'ils ont pu l'entendre formuler dans les coulisses du pouvoir à Madrid et dans la presse espagnole.

Le 5 mars 1975, la presse française relève peu la nomination de **Fernando Herrero Tejedor**, membre de l'Opus Dei, comme ministre du Mouvement. Il est vrai que signaler cette nomination à un poste qui coiffe la Phalange reviendrait à **réduire pratiquement à néant le schéma "Opus Dei contre Phalange"**.

Après la mort de Franco, en novembre 1975, la plus grande part des allusions à l'Opus Dei dans la presse ne concerne plus l'Espagne. C'est l'époque de la "transition", et dans ce pays l'on regarde désormais vers l'avenir. À peine signale-t-on entre parenthèses la mention "Opus Dei" lors de l'accession d'un numéraire, Antonio Fontán, à la présidence du Sénat ou à un ministère.

En cette année 1975, à la fin juin, la presse s'est fait l'écho de la **disparition de Josémaría Escrivá**. En septembre elle a annoncé l'élection de son successeur, Alvaro del Portillo, auquel l'Agence France Presse a consacré une longue dépêche et 'Le Monde' un article conséquent et pertinent.

En octobre 1978 le quotidien régional '**La Dépêche du Midi**' (faisant allusion à la vie politique espagnole et aux démentis de l'Opus Dei) signale le **cinquantenaire de la fondation de l'Opus Dei**, auquel les hebdomadaires '**Famille chrétienne**' et '**France Catholique**' consacrent chacun quatre pages, avec un article du cardinal Luciani pour le premier, et une interview de mgr Lallier, archevêque de Besançon, pour le second.

En 1978 l'assassinat à Paris du **prince Jean de Broglie**, ancien ministre, ami politique du président Giscard d'Estaing, provoque de nombreux commentaires, dans lesquels viendront se glisser des allusions à **l'affaire Matesa**, au moment où le procès révélera qu'il y a peut-être un lien entre cet assassinat et la participation de Jean de Broglie dans la société SODETEX, filiale de l'entreprise de Juan Vila Reyes, Matesa, que l'on a voulu lier à l'Opus Dei en 1969.

Les autres journaux sont loin d'apporter autant de nuances que 'Le Monde' et 'Le Figaro' quand ils parlent de l'Opus Dei. Le mythe d'un Opus Dei politique aura la vie dure. On le retrouvera dans des enquêtes de grands périodiques, dans des livres et des encyclopédies qui commencent à fleurir à cette époque. Rares sont ceux qui, encore aujourd'hui, s'abstiennent d'y faire référence.

Les "enquêtes"

Pendant ces périodes, où l'Opus Dei est devenu un objet de curiosité, la presse magazine, qui joue davantage sur l'émotionnel que la presse quotidienne, a publié des dossiers sur le sujet, sous un angle nettement spectaculaire.

Tout part d'un hebdomadaire et d'une revue.

En **1965**, un court article de l'hebdomadaire chrétien progressiste 'Témoignage chrétien'; signé d'un correspondant en Espagne, Emilio Moreno, juge que l'arrestation de trois syndicalistes barcelonais, membres ou anciens membres de l'Action catholique ouvrière, est symptomatique des pressions sur la hiérarchie catholique pour essayer de revenir à l'Action catholique traditionnelle. "Au mépris des enseignements de Jean XXIII, **plusieurs militants de l'Opus Dei, qui sont aujourd'hui à la cime du pouvoir en Espagne, attaquent la liberté religieuse** (les ministres de l'Opus Dei s'opposeraient au statut des protestants), approuvent une politique de répression à l'Université ainsi qu'une politique de répression syndicale".

En avril 1965, la prestigieuse revue 'Esprit', fondée en 1932 par le philosophe Emmanuel Mounier, publie un article (censuré en Espagne, selon l'auteur) du philosophe **José Luis Aranguren**, qui reprend à son compte et prolonge les critiques émises contre la spiritualité de l'Opus Dei dans deux revues suisses par le théologien Han Urs von Balthasar en 1963 et 1964. Pour lui "ce qui est original [dans *Chemin*] n'est pas bon, et ce qui est bon n'est pas original", mais inspiré par une spiritualité ignatienne qui n'aurait pas été adaptée à notre temps. La virilité, le culte du chef (*caudillo*), le "sécritisme" ne font pas une spiritualité. D'où sa conclusion: "**La théologie de l'Opus Dei n'est ni bonne ni mauvaise, elle est tout simplement inexistante** (...) *L'Opus Dei*, que cela nous plaise ou non, est l'expression naturelle de la religiosité

d'une partie de la bourgeoisie qui détient aujourd'hui le pouvoir économique, social et politique en Espagne”.

Après ces deux articles, relativement confidentiels, les grands hebdomadaires entrent en scène.

En mai 1966 '**Le Nouvel Observateur**', qui tire à 400.000 exemplaires, et qui est lu dans les milieux intellectuels de gauche, publie un dossier particulièrement spectaculaire sur l'Opus Dei avec appel en couverture, sous le titre **“La sainte maffia”**, au dessus d'une photo représentant un pénitent de la Semaine sainte tenant une lanterne. Le dossier de 4 pages est signé **Yvon Le Vaillant**. Le titre et le sous-titre (*“L'Opus Dei, qui gouverne l'Espagne, cherche à s'implanter en France et dans l'Europe entière”*) sont entourés de silhouettes noires de pénitents. Un encadré est consacré à l'implantation de l'Opus Dei en France depuis quinze ans, sous ce que l'auteur appelle une “couverture” officielle, l'Association de Culture Universitaire et Technique, qui gère des résidences et des clubs de jeunes. Implantation qui ne connaît guère de succès, dit-il, mais “il se peut que l'action souterraine soit plus efficace”.

L'accroche part d'un article du 'Canard enchaîné', qui attirait l'attention sur “cette secte espagnole dont la puissance est démesurée”. Après un historique et une description de l'Œuvre, Le Vaillant consacre un **paragraphe péjoratif à Chemin**, avant de évoquer son **développement “souterrain” en Espagne**, et la rivalité de ce qu'il considère comme un groupe avec la Phalange. Pour lui l'**Opus Dei “monte à l'assaut du politique par le truchement des ministères technocratiques”** et l'implantation simultanée dans les milieux économiques et le Conseil National de la Recherche scientifique. Il fait allusion à des trafics de devises en Andorre et à des sociétés, de presse ou autres, “contrôlées” par l'Opus Dei, au noyautage de l'Université, à un soi-disant entrisme dans l'Église d'Espagne. “Ces hommes sont les **nostalgiques d'une société théocratique**, conclut l'auteur. Ils voudraient être les chevaliers, l'aristocratie d'une nouvelle “chrétienté”, c'est-à-dire **d'une société dont l'organisation totale, politique, économique, etc., se ferait en fonction des objectifs de leur religion**”, sous couvert d'objectifs religieux édifiants. “La mystique, s'il y en eut jamais, s'est dégradée en politique et en finances”. On reconnaîtra là les thèses qu'ont déjà soutenues Marcel Niedergang et Henri Fesquet, dans leurs articles du 'Monde' de 1956, thèses inspirées de ce qui se disait alors en Espagne, à un moment où Calvo Serer et le groupe 'Arbor' prônaient le traditionalisme catholique. Mais on a vu que par la suite, le premier de ces journalistes commençait à nuancer sérieusement sa position, en observant mieux ce qui se passe en Espagne.

Dans le numéro suivant du 'Nouvel Observateur', **Yvon Le Vaillant** répond vertement à la lettre de démenti que l'hebdomadaire publie, suite à une sommation judiciaire initiée par le “président de l'Opus Dei en France”, M. Romero, en affirmant de façon ironique qu'il a été en-dessous de la vérité dans ce qu'il a écrit.

Le Vaillant récidivera **en 1969**, après la nomination du gouvernement dit “monocolore” du 29 octobre, dans un autre dossier: **“Les croisés de l'Opus Dei”**, avec de nouveau un appel en couverture sous la forme d'une photo de Franco et Juan Carlos en uniforme, faisant le salut militaire” On retrouve ces deux personnages parmi les illustrations d'un article qui fait deux pages et demies, comportant aussi une photo de la couverture de *Chemin* et une autre de mgr Escrivá avec Paul VI au Tiburtino. Sous-titre: *“Comment une modeste “association de fidèles” a conquis en Espagne, un pouvoir absolu”*. **“Les dix-huit ministres du nouveau cabinet (...) sont presque tous membres de l'Opus Dei”**. Les démentis officiels de l'Opus Dei sont bien mentionnés, mais pour être aussitôt atténués par une allusion à des scandales qui toucheraient certains membres de l'Opus Dei en Espagne. Derrière la “façade” des résidences et oeuvres sociales, “il y a **les instruments de la puissance**” et le **“noyautage des milieux d'affaires”**. Le gouvernement dit “homogène” est le **triomphe des dirigeants de l'Opus, sur fond d'état d'exception**. Suivent des considérations sur la succession de Franco et la désignation de **Juan Carlos, “instrument de l'Opus Dei”**. Les phalangistes se seraient vengés en sortant **l'affaire Matesa**, étouffée grâce à la complicité de la Phalange elle-même, en contre-partie d'une de ses revendications. L'article se conclut sur une allusion à la suppression par les Cortes d'une subvention à **l'Université de Navarre** en 1968.

Yvon Le Vaillant enfonce le clou le 3 novembre 1969 avec une chronique intitulée **“Plus fort que la Phalange. Comment l'Opus Dei s'est emparé du gouvernement”**, où il attribue **14 ministres** à “ce groupe très particulier (...) fondé en 1928 par un prêtre “illuminé” “ et qui “a la haute main sur des **réseaux de banques, des chaînes d'affaires de presse et de publicité**, des complexes d'industrie chimique, d'affaires

d'import-export, etc". Faisant état d'une manifestation à Madrid dans laquelle on a crié "Non à l'Opus Dei!", et de l'**affaire Matesa**, il conclut sur un propos "prêté" à un "représentant de l'Opus Dei": "Nous ferons partie du dernier gouvernement de Franco et du premier gouvernement de l'après-franquisme. Ensuite nous marcherons sur l'Europe". On a vu qu'à l'époque, c'est l'ensemble de la presse qui attribue à l'Opus Dei le **contrôle du gouvernement**. Dans un autre hebdomadaire à grand tirage, 'L'Express', Édouard Bailby écrit "Sur la pointe des pieds, comme des conspirateurs sortis de l'ombre, **les activistes de l'Opus Dei se sont emparés du pouvoir à Madrid**".

Les deux dossiers du "Nouvel Observateur" ont eu un profond retentissement dans la presse française, et l'expression de "**sainte maffia**", reprise par Yvon Le Vaillant pour le titre d'un livre qu'il publiera en 1971, sera souvent reprise par des auteurs qui veulent adopter une attitude critique vis-à-vis de l'Opus Dei. Un autre dossier fait date en 1970: celui du périodique chrétien progressiste '**Informations catholiques internationales**', le même qui a publié un article très neutre en juin 1956. Si cet organe n'a pas un grand tirage, il jouit en revanche d'une audience dans certains milieux catholiques.

Le dossier est signalé sur la couverture, qui renvoie à dix pages, signées **Marlène Tuininga**, sous le titre "*Qu'est-ce que l'Opus Dei?*". Cinq d'entre elles présentent l'Œuvre, tandis que les cinq suivantes mêlent des témoignages de membres et des évaluations positives (pas de tensions dans l'association, les femmes semblent très à l'aise) à des commentaires critiques de prêtres espagnols, qui regrettent que l'Opus Dei ne collabore pas avec les paroisses ni avec des "actions collectives" en faveur des pauvres.

Comme dans 'Le Nouvel Observateur' des années 1966 et 1969, les fins apostoliques de l'Opus Dei sont présentées comme un camouflage de **projets temporels inavouables**. La liberté des membres dans les domaines politique ou professionnel est mise en contradiction avec des passages tronqués ou hors contexte des "constitutions", que l'auteur se flatte de révéler pour la première fois au public. Elle souligne l'importance de l'**obéissance** qui est requise des membres, sur leur volonté de garder le **secret sur les constitutions**, comme sur leur appartenance à l'Opus Dei. Quant à l'apostolat au milieu du monde, elle y voit la manifestation d'une mentalité pré-conciliaire, oublieuse de la notion nouvelle de "peuple de Dieu", de la "dimension communautaire de la foi", et du "péché collectif". **Le Fondateur lui apparaît comme omniprésent**, "**orgueilleux**" et "**dominateur**", prêchant une spiritualité inspirée des Exercices de saint Ignace, combinée avec "la vision individuelle de la foi de l'Imitation de Thomas Kempis". La *consecratio mundi* est interprétée comme une volonté de "conquête du pouvoir". La formation dispensée dans l'Opus Dei viserait à préparer des élites qui "contrôleront la société".

Quant aux œuvres sociales, elles auraient pour but de former des enfants d'ouvriers que l'on séparerait de leur milieu d'origine. Marlène Tuininga insiste ensuite sur les travaux domestiques auxquels s'adonnent les numéraires auxiliaires. Enfin elle considère qu'il y a dans l'Œuvre une **sympathie pour le capitalisme**, et elle attribue à Josémaría Escrivá une phrase sur "les juifs qui ont dominé le monde". Pour elle l'Opus Dei n'accepte pas le dialogue avec ceux qui l'interpellent, même si l'on peut déceler aujourd'hui chez son fondateur et chez ses membres une volonté de fournir des informations.

Les photos qui illustrent les articles représentent le Fondateur, un fac-similé de la couverture et d'une page de *Chemin*, cinq œuvres collectives d'apostolat (dont le Centre de rencontres de Couvrelles en France), et les ministres du gouvernement espagnol de l'époque autour de Franco lors d'une prestation de serment.

À l'époque où ce dossier paraît, plusieurs livres ont commencé à parler de l'Opus Dei sous un angle politique, à propos de l'Espagne franquiste, et l'un d'entre eux (le premier du genre), particulièrement critique, a été consacré entièrement au sujet en 1967: *L'Opus Dei en Espagne*, de Daniel Artigues. L'auteur a pu s'inspirer, entre autres, des deux dossiers du 'Nouvel Observateur', parus en 1966 et 1969. Artigues est le pseudonyme de Jean Bécarud (1924-2014), bibliothécaire au Sénat. En janvier 1971, **Yvon Le Vaillant** revient sur le sujet dans un article de sept pages du '**Nouvel Observateur**', reprenant son expression de "**sainte maffia**". Il vient de publier un livre sous ce titre au Mercure de France. Dans ce "document de la semaine", il ironise sur l'Opus Dei et ses démentis, toujours contredits par les faits, dit-il, à preuve les prescriptions des constitutions sur la consultation des supérieurs, problématiques si on les applique à la vie politique ("toute consultation est subordination"). Il redit que "les structures [de l'Opus Dei] sont celles d'**une organisation rigide, fortement hiérarchisée**, où la concentration des pouvoirs se fait à tous les niveaux, vers le sommet". Cette organisation enserre la personnalité de chacun, ce qui fait que la

revendication de liberté dans tous les domaines est un leurre. D'après lui, la déclaration de López Rodó selon laquelle "il appartient à l'Opus Dei comme il appartient au club de tennis du Real Madrid" a fait rire toute l'Espagne. **"Il est faux de dire que l'Opus n'appartient à aucun régime, à aucune tendance politique (...)**. Tout est politique, même l'apolitisme, surtout dès qu'on a un minimum d'impact sur la société civile". D'ailleurs les constitutions précisent que les membres ont un grand respect pour les lois de la société civile". Ils ne seront donc jamais contestataires, dans quelque pays que ce soit. "Ces constitutions ont été rédigées dans **une ambiance espagnole de franquisme triomphant**: elles vont obliger à respecter une dictature (...) Franco a imposé la carte Opus Dei **dans le jeu politique**". Dès leur arrivée au pouvoir, en 1957, des membres ont dénoncé des opposants dans un rapport secret. L'Opus a aussi "fait expulser des ministres récalcitrants" et fait **radier des professeurs d'université**.

L'article de 'Témoignage chrétien' du 30 septembre 1965 est cité à l'appui de cette volonté de répression, en milieu ouvrier cette fois. Fontan et Calvo Serer sont minoritaires et qualifiés d'**"oposition"** dans les milieux politiques espagnols. La pauvreté serait très relative chez certains membres fortunés. **Le secret est entretenu**, même si l'Opus Dei s'en défend. On découvre des **liens avec la CIA**. L'Opus Dei apparaît aux yeux de tous comme lié par nature à l'Espagne dès le début", (...) résurgence du vieil esprit de reconquête, réincarnation hypocrite du trop fameux '**catholicisme espagnol**', même s'il prétend ne vouloir être lié à aucun pays.

Tout ce qui précède est écrit dans les années 1969-72, au moment même où 'Le Monde' et 'Le Figaro', arguments à l'appui, relativisent le poncif d'un "Opus Dei politique" en Espagne, au moment aussi où l'Œuvre est de plus en plus envisagée sous d'autres angles.

En 1974 encore, Daniel Artigues reprend dans le mensuel 'Le Monde diplomatique' la thèse d'un Opus Dei politique qu'il a déjà défendue dans deux revues françaises et dans un livre qu'il a consacré au sujet (voir p. 6 et II^{ème} partie).

L'Opus Dei, "allié de Jean-Paul II"

À partir de 1979, la presse se fait souvent l'écho des encouragements prodigués à l'Opus Dei par Jean-Paul II (audiences, congrès de l'UNIV, visite du Tiburtino et, après 1992, de la paroisse Bienheureux Josémaría).

En novembre 1979, quelques journaux reprennent une **nouvelle publiée par le quotidien espagnol 'El País'**; et reprise par l'AFP, concernant un rapport envoyé au Vatican par don Alvaro del Portillo en vue d'obtenir un **nouveau statut pour l'Opus Dei**. Le 14, Alain Woodrow explique dans 'Le Monde', dans un long article intitulé "*Qu'y a-t-il derrière le changement de statut de l'Opus Dei?*", que "la vraie raison" de la demande "pourrait être simplement une question politique et d'influence [un rattachement à la Congrégation des Évêques] [...] Jean-Paul II rêve-t-il [...] de "jésuites laïcs" pour constituer **une "force volante du pape"**?"

En janvier 1981 'Le Monde' se fait l'écho d'un dossier publié par le 'Times' de Londres, à l'initiative de l'ancien numéraire **John Roche**, qui qualifie l'Opus Dei d'**"Église dans l'Église"**, et prétend qu'il vise à obtenir d'une part la canonisation de son Fondateur, et d'autre part **un statut** qui en ferait "une organisation laïque qui serait **indépendante des évêques**". L'auteur, Alain Woodrow, ajoute à l'analyse de l'article ses propres commentaires, sous le titre "**Une secte?**", parlant d'une doctrine jugée "**"malsaine" et nocive d'un point de vue psychologique et spirituel**", inspirée par un fondateur qu'il assimile à celui de la **secte Moon**. Quelques mois plus tard le même journaliste reprend une information, toujours donnée par 'The Times', à propos d'une **recommandation** écrite faite aux membres de l'Opus Dei de son diocèse par le **cardinal Hume**, archevêque de Westminster.

En juillet et août 1982, le présumé "suicide" à Londres du banquier romain **Roberto Calvi** provoque de nombreux commentaires, sur la base d'accusations portées contre l'Opus Dei par sa veuve, accusations démenties le 20 août par le Bureau d'information de l'Opus Dei en Italie.

Le 25 août 1982 'Le Monde', 'Le Figaro' et 'La Croix' se font l'écho d'une première annonce faite par le Saint-Siège d'un statut de prélatrice personnelle qui pourrait être accordé à l'Opus Dei.

Les périodiques '**Témoignage chrétien**' et '**L'Homme Nouveau**' commentent la nouvelle en septembre, le premier en citant l'article du 'Monde' et une étude de la revue suisse 'Choisir' de février 1981, à laquelle il emprunte son titre: "**L'Opus Dei: une Église dans l'Église**".

'Le Monde' revient sur cette annonce dans deux articles, signés cette fois par Jean Dumonteil, sous le titre "**L'Opus Dei: Un mystérieux catholicisme intégral**". Le premier, qui part de l'annonce du statut accordé par Jean-Paul II, de "l'affaire Matesa" et de l'article du 'Monde' du 14 janvier 1981, décrit l'Opus Dei, évoque des initiatives de ses membres en France, en citant au passage les interviews de son Fondateur et plusieurs propos de numéraires français. Le deuxième parle de la formation doctrinale, de la mortification, de la sanctification du travail, et de la "**tentation temporelle**" qui a pu exister chez certains membres. Il évoque ensuite les réserves que le projet de statut de **prélature personnelle** a suscitées chez certains évêques. Après avoir rappelé la lettre du cardinal Hume de décembre 1981, l'auteur conclut que "les buts et les moyens de l'Opus Dei rejoignent les priorités apostoliques de Jean-Paul II" dans une vision où "l'efficacité apostolique l'emporte sur la réflexion théologique", le nouveau statut confirmant **une "spiritualité de combat" "la plus classique"**.

Fin **novembre 1982** l'ensemble de la presse fait état du **nouveau statut accordé à l'Opus Dei** par Jean-Paul II.

Le 1^{er} décembre 1983, '**Le Figaro**' publie une longue **interview de mgr del Portillo** (nouveau statut, transparence, relations avec les évêques). 'L'Homme Nouveau' publie ce même mois deux pages d'explications du statut par mgr Dominique Le Tourneau. 'Famille chrétienne' y reviendra en janvier.

L'attention se portera de nouveau sur l'Espagne à partir du 23 février 1983, jour où se déclenche "**l'affaire Rumasa**", affaire politico-financière qui donne lieu à de nombreux commentaires dans la presse française, qui soulignent tous l'appartenance à l'Opus Dei du président et fondateur de ce groupe, José Ruiz Mateos. Dans les années qui suivent, on ne reparlera qu'épisodiquement de l'Espagne à propos de l'Opus Dei, les articles portant plutôt sur d'autres situations, dans d'autres pays.

Nouveaux "dossiers" (1980-1989)

Dans les années 80, quelques magazines ou quotidiens entreprennent de décrire l'Opus Dei ('Spectacle du Monde', 'France Catholique', 'Famille chrétienne', 'La Croix', 'Le Figaro').

En 1983, treize ans après sa première enquête, '**L'Actualité religieuse dans le monde**', nouveau titre des '**Informations catholiques internationales**' publie un nouveau dossier de onze pages (toujours avec appel et photo en couverture), sous le titre: "*Opus Dei: révélations sur un corps d'élite*". Le dossier est agrémenté de huit photos, dont celles du Fondateur et de mgr del Portillo. Une courte introduction souligne que, "grâce au statut dont elle bénéficie", l'œuvre fondée par l'Espagnol Escrivá de Balaguer est aujourd'hui **une institution ayant pignon sur rue**". L'auteur du dossier, Joseph Limagne, affirme qu'il est quasiment impossible de "mener une enquête indépendante à l'intérieur de l'Opus Dei", et qu'il a fallu se fier aux témoignages d'anciens membres. Cela dit, "depuis huit ans **des critiques d'un genre nouveau** sont apparues (titre du premier article). "Elles ne portent plus d'abord dans le champ de la politique (comme à l'ère de l'Espagne franquiste)" (...) mais "sur **des questions théologiques et pastorales**, et sont formulées **à l'intérieur même de l'Église**". Il s'agit surtout des critiques formulées à Rome et dans l'épiscopat espagnol contre l'érection en prélature personnelle, en dépit d'appuis puissants du pape, et de personnalités importantes de la Curie. Il s'agit aussi de **controverse surgies en Suisse, en Espagne et en Grande-Bretagne**, auxquelles s'ajoutent les livres témoignages d'anciens membres (article de Marlène Tuininga, auteur du dossier de 1970 des ICI). Suivent un article récapitulant ce qu'ont répondu sur l'esprit de l'Opus Dei ses porte paroles en France et en Italie ("*Sainteté des laïcs et sanctification du travail*"), avec un encadré sur les œuvres collectives d'apostolat; une **confession" d'un ancien numéraire allemand**, Klaus Steigleder; et un point de vue d'un "théologien espagnol de renom", présenté sous le pseudonyme d'Antonio Merino, pour qui "l'Opus Dei se fonde sur **une vision du monde manichéenne et très "datée" par le franquisme**". Dans un encadré figurent six points de *Chemin* sur l'obéissance. Au-delà des critiques superficielles sur la conquête du pouvoir, affirme ce dernier, on trouve dans l'Opus Dei

“un intégralisme typique de l'Espagne des années 1930-1950”. Escrivá a **une vision manichéenne du monde**, qui le fait tomber dans le messianisme. Dieu aurait chargé du salut, non l'Église, mais “un” état-major du Christ”. Il se méfie des masses, et il a tardé à admettre les enseignements de Vatican II. L'épiscopat espagnol s'est selon lui méfié de cette Église dans l'Église, tendant au ghetto et criant à la persécution. “Dans l'Opus Dei la personne n'existe pas (...) **aucun autre groupe dans l'Église ne ressemble autant à une secte**”.

Ce dossier d'un organe de presse catholique, il est vrai très marqué politiquement, est symptomatique d'une évolution péjorative de l'opinion sur l'Opus Dei, dans la mesure où le thème espagnol est complété par des critiques venues de milieux catholiques, et des accusations de sectarisme. Mais on pourra aussi y voir en creux **une mise en relief, aussi nette qu'involontaire, des approbations romaines** et une reconnaissance de **l'expansion de l'Opus Dei dans le monde**. Il n'apparaît plus seulement comme un phénomène espagnol.

En 1984 la presse (suivant en cela 'Le Canard enchaîné') fait allusion à l'Opus Dei à propos d'une arnaque dont est victime le groupe pétrolier ELF (affaire des **“avions renifleurs”**). Les affaires Calvi et Rumasa défrayent encore la chronique. On parle aussi de l'Opus Dei à propos de l'Amérique latine.

En 1985, la nomination d'un numéraire, **Joaquín Navarro Valls**, à la tête de la **Salle de presse du Vatican** provoque de nombreux commentaires où son appartenance à l'Opus Dei apparaît.

En décembre **1986** la **revue des jésuites 'Les Études'** publie un article de huit pages dû à l'Italien Massimo Olmi sous le titre ***L'Opus Dei. Son évolution canonique***. Après avoir insisté sur “les zones d'ombre et les soupçons” qui planent sur l'institution, l'auteur retrace “une évolution qui indique assez bien de quel esprit elle relève et quelle forme d'apostolat elle représente”. Pour lui Escrivá a été mû, dans sa fondation, par le souci de rendre présentes les valeurs chrétiennes dans le monde intellectuel espagnol des années trente. Aumônier d'une Fondation Royale, il conservera l'idée d'une *prélature nullius* pour le futur statut canonique de l'Opus Dei. L'auteur cite un livre de 1985 de Giancarlo Rocca, et parle comme lui d'un “secret institutionnel” à propos d'un document de la Congrégation des Religieux concernant l'approbation de l'Oeuvre comme institut séculier en 1947. Il évoque la distance prise par le fondateur vis-à-vis de ce statut à partir de 1962, et le statut de **prélature personnelle** de 1982, décrit les membres, et insiste sur la séparation des hommes et des femmes. Citant le livre d'un ancien numéraire allemand, Klaus Steigleder, il présente le prosélytisme de façon négative, et revient *in fine* sur “le **manque de clarté** et le refus de l'Opus de se présenter ouvertement dans ses activités et ses desseins”.

En **1989** Christine Clerc publie une enquête de 5 pages dans 'Le Point', axée sur **“L'Opus Dei en France”**. Elle y reprend les expressions d’“hommes d'influence”, de “pouvoir occulte”, de **“sainte maffia”** **“liée à la droite, voire à l'extrême droite”**, dont l'objectif est **le pouvoir dans l'Église**, mais aussi **dans la politique et l'économie**. On lui on reproche, dit-elle, de viser **“la rechristianisation de l'Europe”** et “le combat contre la théologie de la libération”. Donnant la parole à des membres de l'Œuvre et à son porte parole, mais aussi à des détracteurs (un P. Dominicain; le chanoine Trouslard, de Soissons, qui parle de **difficultés avec les familles**; les témoignages” diffusés en Grande Bretagne; l'émission de TF1 de 1987) et citant les propos évasifs de trois évêques français, elle conclut que **“l'image de l'Opus Dei n'est pas bonne”**, en dépit des efforts que font ses membres pour présenter l'institution à son avantage. Mgr Escrivá est évoqué par les impressions qu'elle a retirées d'un film d'une de ses réunions, et par quelques points de *Chemin*, où il est question de virilité, de pureté et de **recherche de la douleur**.

Cette même année la presse se fait l'écho de l'installation mouvementée de mgr Klaus Küng, prêtre de l'Opus Dei, au siège épiscopal de Fieldkirch, en Autriche.

Programmes télévisés

La première apparition du “sujet Opus Dei” remonte à une séquence de l'émission de la première chaîne “Panorama”, le 21 novembre 1969, **“L'Opus Dei en Espagne”**.

Entre 1987 et 1995, l'Opus Dei fait l'objet de trois programmes de télévision.

Le 29 janvier **1987** la première chaîne de télévision diffuse à une heure de grande écoute un reportage

d'une heure (“*L'Opus Dei à l'assaut du Vatican*”) dans son magazine “**Infovisions**”. L'émission sera annoncée par la presse spécialisée et fera l'objet d'une analyse favorable d'une page dans le 'Témoignage chrétien' du 1^{er} décembre, avec une interview du réalisateur, Pierre Abramovici, lequel sera interrogé plus tard sur la radio périphérique 'Europe 1', et mettra en ligne le script de son émission, permettant ainsi aux internautes de l'utiliser dans d'autres contextes.

L'Opus Dei est présenté comme **une organisation catholique qui part à la conquête du pouvoir dans l'Église et dans le monde, dans un but de restauration chrétienne**, son Fondateur ayant été marqué par l'anticléricalisme des années trente. D'où la collusion avec le franquisme. Des images ont été tournées en Italie et en Espagne, et des déclarations de membres ou porte paroles de l'Opus Dei (J. L. Illanes, Lo Castro) sont mêlées à d'autres témoignages, accusateurs ceux-là (Ynfante, Gordon Thomas, mgr Metzinger). Certaines interviews ont été faites à l'**Université de Navarre** et à **Torreciudad**, au **Centre académique romain de la Sainte Croix** et au **Centre ELIS** (qui armerait “des jeunes afin qu'ils grimpent dans l'échelle sociale et qu'ils forment une élite professionnelle”). L'accent est mis sur l'élitisme (“l'Opus se refuse à jouer un rôle d'aide sociale”), sur **l'anticommunisme et le combat supposé de l'Opus Dei contre la théologie de la libération** en Amérique latine, avec une interview d'un ancien évêque auxiliaire de Lima et d'un guerrillero, à quoi est ajoutée une phrase de J.L. Illanes. Des membres de l'Opus Dei auraient collaboré avec **Pinochet**. Le statut de **prélature personnelle** est présenté comme une prise de distance vis-à-vis des évêques, en profitant de la faveur de Jean Paul II, que l'Opus Dei aurait contribué à faire élire au dernier conclave.

L'émission a été annoncée largement dans la presse. Elle fera l'objet de critiques dans 'L'Homme nouveau', 'Famille chrétienne', et dans les bulletins diocésains de Marseille et d'Ajaccio.

Pierre Abramovici réalisera une autre émission sous le titre “*Opus Dei, la longue marche*”, qui sera diffusée sur 'France 3' le 15 mars **1997**. Le scénario est à peu près le même. Il décrit l'Opus Dei comme une sorte de “**pieuvre**”, de “**sainte maffia**”, partie à la conquête du monde. Il évoque l'élitisme et l'absence de scrupules concernant l'argent.

Les phrases du porte-parole de l'Opus Dei en France, de José Luis Illanes, de Pilar Urbano et de Fernando de Meer sont montées avec celles de **Joan Estruch**, **Alberto Moncada**, et des historiens **Jean Chélini** et **Bartolomé Bennassar**, le commentaire orientant ce faux dialogue pour donner l'impression d'**une organisation catholique puissante et dangereuse, se servant de Jean Paul II** (à moins qu'il ne se mette à sa disposition) au service d'une **politique conservatrice**, anti-progressiste, notamment en Espagne et en Amérique latine. Il y a aussi des extraits de reportages sur des réunions animées par Josémaría Escrivá, des vues de la béatification (en ouverture du reportage) et de la dédicace de l'église du bienheureux Josémaría.

L'émission fera l'objet de commentaires critiques de Guy Baret dans 'Le Figaro' (“*Rouletabilles de sacristie*”), du spécialiste religieux du 'Nouvel Observateur', Claude-François Jullien, dans 'Téléobs', de Sophie de Ravinel dans 'Famille chrétienne'. La revue 'Esprit et Vie' et du bulletin de la Conférence des évêques de France (SNOP) publieront le point de vue de la Prélature.

Deux ans avant ce programme TF1 a diffusé, le 3 juin 1995, une émission d'une demi-heure de **Bernard Gouley** a été consacrée à l'Opus Dei dans le programme d'Henri Chambon, “**Reportages**”. Une place importante y était donnée à un reportage dans une famille de surnuméraires; S'y ajoutaient des interviews de mgr Echevarria, de **Vittorio Messori**, de **Jacques Duquesne** (journaliste et écrivain catholique marqué à gauche) et de François Gondrand (Bureau d'information de la Prélature), et des extraits de réunions avec mgr Escrivá.

La béatification de Josémaría Escrivá

En 1991 quelques journaux font état de l'ordination épiscopale de mgr del Portillo. L'Événement du Jeudi illustrera de la photo d'une de ses rencontres avec Jean-Paul II un article de deux pages de son envoyé spécial à Rome, sous le titre “*Opus Dei. La nouvelle armée de l'ombre de Jean-Paul II*”. Il cite un “spécialiste” qui voit l'Opus Dei comme “un remake du romantisme manifestant un refus de la modernité

à l'intérieur même de la modernité”, dans un but de **reconquête chrétienne**. Des allusions sont faites au franquisme et aux affaires Matesa et Rumasa, et la béatification du Fondateur est annoncée, grâce, dit-on, à la faveur du pape et à une bonne implantation de l'institution dans la Curie.

Dès janvier 1992 la presse se fait l'écho d'une polémique, née aux USA ('Newsweek'), et gagnant ensuite l'Europe (par l'Espagne et l'Italie) sur la prochaine **béatification de Josémaria Escrivá**. “Le Parisien”, 'Libération', 'L'Événement du Jeudi' (avec un encadré faisant allusion à 'Goliath'), et 'VSD' reprennent des déclarations de **Vladimir Feltzman** sur une **sympathie supposée de Josémaria Escrivá pour Hitler et pour Franco**, ainsi que les appréciations de la presse étrangère sur la rapidité et la régularité du procès en béatification.

La revue anticléricale 'Goliath' consacre à l'événement un numéro spécial, entièrement critique, et organise une manifestation de protestation devant la basilique de Fourvière à Lyon. L'hebdomadaire de la gauche chrétienne 'Témoignage chrétien' titre **“L'ombre de l'Opus Dei sur le Vatican”**, sous la plume du jésuite suisse Albert Longchamp, qui fait état de doutes émis par certains sur l'opportunité de la béatification, évoque des liens avec le franquisme et avec Pinochet. Sous “la férule” du futur bienheureux, écrit-il, “l'influence, souvent obscure, de son “œuvre” n'a cessé, via l'Espagne, l'Amérique latine et quelques dictatures, de s'étendre au sein de l'Église. Néanmoins, le 25 août 1995, 'Témoignage chrétien' publiera une page assez élogieuse sur les activités de la Prélature au Mexique.

Les cérémonies des 17 et 18 mai suscitent dans l'ensemble de la presse, outre des compte rendus mitigés (repris de l'Agence France Presse) dans les quotidiens régionaux, des **commentaires très élogieux** dans 'Le Figaro' (avec une **interview de mgr del Portillo** sur une page), 'Le Figaro Magazine' (photos des étudiants de l'UNIV avec le pape et reportage au Pérou), 'Le Quotidien de Paris', 'L'Express', (“*La grande revanche de l'Opus Dei*”, par Michel Legris, mai 1992”), 'Le Provençal' de Marseille (interview de **Jean-Michel di Falco, porte-parole des évêques de France**), 'Ouest France', 'La Voix du Nord' (interview de mgr Vilnet, évêque de Lille), 'France Catholique', 'L'Homme Nouveau', 'Famille chrétienne', 'La Nef'. Une page assez nuancée est publiée dans 'Le Monde'. Dans 'La Croix', quatre pages et demies très polémiques sont suivies d'un article synthétisant le message du bienheureux Escrivá par le rédacteur en chef, Bruno Chenu, qui a signé également l'éditorial.

La presse attribue souvent à **Jean-Paul II la rapidité de l'avancement de la Cause de béatification**.

'L'Événement du Jeudi' (tirage de 181.000 à 216.000 exemplaires ces années-là) reprendra à plusieurs reprises ses allusions à l'Opus Dei, “allié de Jean-Paul II” dans une **“croisade pour l'ordre moral”**, un angle souvent adopté par la presse de gauche pour parler de l'Opus Dei dans ces années 1990-2000.

Les attaques contre le pape et contre l'Opus Dei, inspirées par la crainte d'un **“retour à l'ordre moral”** (allusion à un épisode de l'histoire de la jeune III^{ème} République française, à la fin du XIX^{ème} siècle) remontent à 1993 et à la création du **“Réseau Voltaire”**, association libertaire, devenue agence de presse, défendant les droits des homosexuels et le droit à l'expression sans limites. L'association a des liens avec la revue 'Goliath' et avec un propriétaire de minitels roses. Les deux auront une certaine influence dans la presse.

On les retrouvera lors du débat sur le projet de loi débouchant sur le Pacte Civil de Solidarité, au cours duquel l'Opus Dei apparaît comme lié à une Association pour la Promotion de la famille (APPF), qui combat le projet, puis lors de l'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République et de la nomination du gouvernement Juppé, en 1995.

Cet angle, dit de **“l'ordre moral”**, se combine avec celui de la **dénonciation des sectes**, amorcé dans les années 1970, et encore en vigueur aujourd'hui.

On trouve cette allusion aux **dérives sectaires**, mais au milieu d'autres critiques, dans une page de l'hebdomadaire catholique 'Le Pèlerin Magazine' de mai 1992, et dans 'Témoignage chrétien' du 12 février 1996.

Les “dossiers” après la béatification

En 1994 et 1995 trois hebdomadaires attirent l'attention de leur public sur l'Opus Dei en publiant des dossiers de plusieurs pages.

Un nouveau dossier (de dix pages) du '**Nouvel Observateur**', en juin 1994, montre bien l'évolution suivie par la presse dans l'appréciation du "sujet Opus Dei" depuis les derniers dossiers du même hebdomadaire paru en 1966 et 1969. Serge Coffy, grand reporter, tout en reprenant la thématique antérieure à propos de l'Espagne franquiste, choisit un autre angle, à savoir celui de **la force mobile au service du Vatican**. Le titre, annoncé en couverture sur fond de silhouette de Jean-Paul II vue de dos, est "**Opus Dei. L'armée secrète du pape**". Pour sauver l'Église, menacée de sombrer dans la société moderne, Escrivá aurait créé "**une armée de moines en civil**, des catholiques purs et durs, intégristes mais laïcs, prêts à tous les sacrifices. Des **croisés de l'ordre moral** en costume trois pièces. Des apôtres discrets, presque invisibles, qui ont pour tâche de **monter le plus haut possible dans les sphères du pouvoir**, qu'il soit politique, économique ou culturel". L'Opus Dei, pour ce journaliste, laisse les pauvres à d'autres "Aux jésuites, aux dominicains l'évangélisation des favelas; à l'Opus Dei la christianisation des fumeurs de gros cigares". "L'organisation qu'on appelait il y a quelques années 'la Sainte Maffia' ou 'la franc-maçonnerie blanche' est devenue respectable. **Elle s'est notabilisée**", affirme-t-il, non sans ajouter une nuance péjorative, concernant les méthodes de recrutement et autres **dérives sectaires** dénoncées par l'Association Défense Famille et Individu" [ADFI]. Revenant sur la fondation de l'Opus Dei et ses développements en Espagne (où il reconnaît qu'il a rencontré des difficultés dans certains milieux franquistes) il affirme qu'"Escrivá veut tout simplement former **une armée de Templiers modernes**", citant à l'appui de cette interprétation des propos de **Vladimir Feltzman** au moment de la polémique sur la béatification du Fondateur, et ajoutant au passage ce que dit ce dernier sur une supposée sympathie pour Hitler. "**Secret**", "**organisation pyramidale**", "**obéissance absolue au chef**" renforcent cette assimilation aux sectes. De même que l'intervention dans le temporel par l'intermédiaire de "dizaines d'associations qui peuvent brasser de sommes parfois colossales" (citation du P. Lamet, jésuite madrilène). Suit une liste d'associations et de fondations, et des noms de personnalités politiques françaises (**Raymond Barre**) et du monde économique, présentées comme liées à l'Opus Dei. Les **scandales Matesa, Rumasa et l'affaire Calvi** sont également cités, en liaison avec le Vatican et des personnalités françaises (**Valéry Giscard d'Estaing**). La faveur du pape et la béatification du Fondateur s'expliqueraient par **l'aide financière apportée par l'Opus Dei au Saint-Siège** (citation du directeur de 'Golias'), et en particulier au **syndicat polonais Solidarité**. Un encadré est consacré à la "garde noire du pape", un autre au campus de l'**Université de Navarre**, et un autre aux implantations de l'Opus Dei en Europe. Deux photos représentent mgr Escrivá en médaillon sur fond de place Saint-Pierre et Jean-Paul II avec mgr del Portillo. Suivent deux pages signées Jean-Laurent del Bono sur le thème du recrutement et des **pratiques sectaires**, avec une allusion à l'association anti-sectes ADFI, et une évocation des dénonciations du **chanoine Trouslard**, de l'évêché de Soissons. Trois photos représentent l'immeuble où se trouve la commission régionale de France, des élèves de l'École Dosnon, et la couverture du '**Nouvel Observateur**' de mai 1966 (avec le titre "**La sainte maffia**"). Puis Serge Raffy réintervient avec deux pages sur **l'affaire Rumasa** (photos de Ruiz Mateos et de López Bravo). Enfin Marcelle Padovani, correspondante à Rome, s'interroge sur le rôle que pourra jouer l'Opus Dei dans **l'élection du prochain pape**. Elle cite le vaticanologue Sandro Magister, pour qui "cette église paralallèle, cette secte, cette espèce de loge maçonnique *n'a pas de grandes idées, mis à part la mythologie du pouvoir pour le pouvoir*". 'Le Nouvel Observateur' publiera une mise au point du Bureau d'information de l'Opus Dei en France dans un numéro ultérieur

Le 15 juin 1995 '**L'Actualité religieuse dans le monde**' revient sur l'Opus Dei, en lui consacrant quatre pages dans un numéro spécial sur **les sectes**. Trois pages sont consacrées à une interview de **Maria-Carmen Tapia**, et une aux réponses du porte parole de l'Opus Dei en France. La problématique est celle de l'obéissance, du contrôle des lectures, du culte du Fondateur et de son caractère, de l'engagement des jeunes, des apports financiers, de la séparation d'avec la famille, bref des dérives sectaires.

En septembre 1995 '**Le Monde diplomatique**' (mensuel du groupe 'Le Monde') reprendra ces thématiques sur trois pages, sous la signature de François Normand, pseudonyme d'Alain Woodrow, ancien responsable du religieux au 'Monde', en forçant le trait sur ce qu'il pense être les implications politiques de

l'action de l'Opus Dei en France. “**Milice religieuse au comportement de secte**, héritière d'un anticommunisme militant, **puissance à la fois politique et économique**, l'Œuvre exerce **une influence multiforme sur l'Église, mais aussi sur les pouvoirs temporels**, qu'elle cherche à infiltrer”, affirme d'emblée le chapeau de cette enquête de deux pages et demie. Il est fait allusion à **deux ministres du gouvernement présidé par Alain Juppé**, qui feraient partie de l'Opus Dei, au titre “des nombreuses composantes de la droite française” qui ont soutenu Jacques Chirac dans sa campagne présidentielle. Plusieurs autres personnalités politiques sont également citées (dont l'ancien Premier ministre **Raymond Barre**), ainsi que des personnalités internationales et des chefs d'entreprise connus en France. La discrétion dont font preuve les membres servirait “à tisser **une toile invisible dans tous les secteurs de la société**”, et elle “s'explique “par le contexte où est né l'Opus Dei, dans **l'Espagne franquiste**”. L'intuition du Fondateur aurait été “pervertie” par sa personnalité, bien que le succès de l'Opus Dei ait été dû à son charisme. Une autre perversion fut la cléricatisation” (allusion au statut de prélatrice personnelle), une autre fut d'ordre politique. Suivent des considérations sur la guerre d'Espagne et le manichéisme du nouveau régime, et une reprise des propos de Vladimir Feltzman sur **une supposée sympathie d'Escrivá pour Hitler**. Puis des allusions aux liens supposés entre l'Opus Dei et le monde économique en Espagne, et aux affaires Matesa, Rumasa et Calvi. L'article se termine par d'autres amalgames visant l'Italie, l'Amérique latine, la Belgique, le Royaume Uni et les organismes européens.

Une demi-page est consacrée à une approche de l'Œuvre sous l'angle de **l'assimilation aux sectes**, avec à l'appui des témoignages d'anciens membres et un document “confidentiel” signé Arnaud de Lassus.

Ce dossier, paru dans une revue largement diffusée dans des milieux dirigeants, a eu une profonde et longue influence sur l'opinion, influence encore palpable aujourd'hui puisqu'il figure sur le net, venant même dans les toutes premières positions, après le site officiel de l'Opus Dei. Il a pu aussi influencer d'autres articles et des émissions de radio et de télévision, en particulier l'émission d'Abramovici sur 'France 3' (1996).

'Le Monde diplomatique' avait déjà fait allusion à l'Opus Dei en janvier 1995 dans un dossier intitulé “*Fin de règne au Vatican*”, (Adrien Willemain, peut-être un autre pseudonyme d'Alain Woodrow), où figure un article, “*Opus Dei, l'allié principal*”, dans lequel, à propos de l'action de Navarro Valls à la Salle de presse du Vatican, il est question de “**d'organisation tentaculaire**” et de “tentations sectaires”.

En 1999 François Normand, déjà cité, reprendra l'essentiel de son dossier dans un cahier spécial du 'Monde diplomatique' consacré à “**L'offensive des religions**”.

Le même périodique publiera en juillet 1996, soit treize ans après sa première enquête. un article du journaliste espagnol gauchiste **Jesús Ynfante**, auteur d'un pamphlet sur l'Opus Dei paru en 1971, *La prodigiosa aventura del Opus Dei*. L'article s'intitule “*Résurrection de l'Opus Dei en Espagne*”, et il évoque, à propos de trois ministres du **gouvernement Aznar** “**liés à l'Opus Dei**”, la présence de membres dans le **Partido Popular**, dans la fonction publique, dans les partis politiques basques et catalan, même si “l'Œuvre de Dieu possède un poids politique moins grand que dans le passé “(au temps du franquisme). D'ailleurs, pour l'auteur, depuis la mort du Fondateur “l'Opus Dei a subi une sorte d'érosion interne et apparaît globalement comme **une organisation en décadence**”, concurrencée par “d'autres 'croisés' (...): Légionnaires du Christ, Communion et Libération, Communautés néo-catéchuménales...”.

En mars 2008, 'Le Monde diplomatique' reviendra de manière beaucoup plus positive sur l'Opus Dei, en lui consacrant deux pages, sous le titre “*Opus Dei, de la légende noire à la normalisation médiatique*”. L'auteur a interviewé des responsables de l'Œuvre sur leur politique vis-à-vis des médias au moment de la parution du roman *Da Vinci Code* et du film éponyme, et il en rend compte en soulignant l'évolution de la communication de l'Opus Dei. Un encadré est consacré au statut “exceptionnel” de prélatrice personnelle, sans commentaires péjoratifs.

Le 12 janvier 1995 éclate “**l'affaire Gaillot**”, du nom de l'évêque d'Évreux déposé ce jour-là par le Saint-Siège. L'intéressé, influencé par les médias, attribue sa déposition à l'influence de l'Opus Dei (cf déclaration à France 2). L'hebdomadaire 'L'Express' (572.000 exemplaires), entre autres, reprend cette insinuation du Père Christian Delorme, prêtre de Lyon: “la campagne contre mgr Gaillot aurait été relayée par l'Opus Dei, qui a sauvé le Vatican de la déroute financière après l'affaire du Banco Ambrosiano”. 'Le Point', sans reprendre littéralement à son compte cette insinuation, range dans le clan des “conservateurs”

du Vatican “l'Opus Dei, **phalange élitiste**, qui recrute en priorité chez les cadres supérieurs. Dotée de **moyens financiers très importants**, en provenance de la cassette du prince allemand Otto de Habsbourg”.

La canonisation de Josémaría Escrivá

L'année **2002** voit à la fois la commémoration du **centenaire de la naissance du bienheureux Josémaría**, avec un congrès à Rome autour du 9 janvier, et sa **canonisation** le 6 octobre.

Le premier événement et l'annonce de la canonisation font l'objet de trois dossiers dans les périodiques 'France Catholique', 'L'Homme Nouveau' et 'Famille chrétienne' (interview du prélat, mgr Echevarría), ainsi que d'articles dans 'La Croix', 'Le Figaro', 'L'Express', 'Le Point', 'Marianne', 'Libération', 'Le Monde', ainsi que dans la presse régionale, à la suite de dépêches de l'AFP.

Avant la cérémonie des 6 et 7 octobre, deux revues de faible tirage, 'Képhas' et 'Histoire du christianisme' publient des dossiers sur l'Opus Dei.

Le 4 octobre Henri Tincq publie dans '**Le Monde**' une page, fruit d'une enquête menée à Barcelone. Il en ressort que, malgré les critiques passées, **l'Opus Dei s'est institutionnalisé** tant en Espagne que dans l'Église. L'auteur fait état des **persécutions des années 40** et de la **distance du Fondateur vis-à-vis du régime franquiste**. Diverses initiatives sociales de membres de l'Opus Dei à Barcelone sont évoquées, témoignages à l'appui. On peut dire que cet article, venant après celui, également modéré, qui a été signé par le même auteur dix ans plus tôt, à l'occasion de la béatification, marque le début d'**une nouvelle étape dans la manière de parler de l'Opus Dei dans 'Le Monde'**, après une longue histoire, inaugurée en 1952.

La modération du 'Monde' a pour effet de nuancer les appréciations de l'ensemble de la presse. Les critiques anciennes sont néanmoins rappelées, notamment pour ce qui concerne la période franquiste. Certains n'hésitent pas à faire d'Escrivá “**le confesseur de Franco et de sa famille**”, et l'interlocuteur de **Pinochet**, pour lequel il aurait célébré une messe lors de son voyage au Chili en 1974. D'autres ne reculent pas devant l'anachronisme, en attribuant un rôle important (sans dire lequel) au Fondateur et aux premiers membres de l'Œuvre dans la **Guerre d'Espagne**.

Le quotidien '**France Soir**', qui n'a plus qu'un tirage modeste, consacre deux pages à l'événement sous des angles unilatéralement critiques: ceux de la “**sainte maffia**” franquiste et des **dérives sectaires**. Cet angle est également celui du magazine catholique 'Le Pèlerin'.

La télévision catholique **KTO retransmet la cérémonie de canonisation** le 6 octobre. Les **chaînes de télévision** TF1, France 2, France 3, Arte, Canal+ publient des **reportages très contrastés** dans leurs journaux, en invitant parfois des critiques patentés de l'Opus Dei et de l'Église (le directeur de 'Golias'). Certaines radios ont également un ton critique. D'autres médias audiovisuels font appel à des membres de l'Opus Dei pour des témoignages ou des débats.

Une partie de la presse magazine consacre des dossiers à l'événement, avec des interviews du prélat ('Famille chrétienne'). 'Le Figaro Magazine' lui consacre plusieurs pages, plutôt positives, quoi que non exempte de critiques, en septembre.

En octobre 2003 l'hebdomadaire 'Témoignage chrétien' consacrera un numéro spécial hors série aux **25 ans de pontificat de Jean-Paul II**. Il y a huit allusions à l'Opus Dei, dont une brève notice dans une double page intitulée “Pas de place aux compromis idéologiques”. Il y est qualifié de “**réseau discret, voire secret**, implanté dans la bourgeoisie intellectuelle, politique et économique; d’**Église dans l'Église**”, ayant des “accointances à droite, voire à **l'extrême droite**, héritées du temps où son fondateur (...) frayait avec **le régime du général Franco**. Il a été canonisé en 2002 par un Jean Paul II qui s'est entouré de membres de l'Opus Dei”. “Leur ciment est l'anticommunisme”.

On peut dire que la nouvelle de la canonisation a sur l'opinion des effets à la fois positifs (**approbation définitive et solennelle de l'Église**) et négatifs (**connotation politique du Fondateur, jugements péjoratifs sur sa personnalité, réamorçage du thème sectaire**), les premiers l'emportant nettement sur les seconds).

La canonisation ne fait pas taire les critiques.

Le 16 avril 2003 la **Radio Télévision Belge (RTBF)** diffuse un programme intitulée “**L’Opus Dei, une secte au Vatican?**” dans le cadre de l’émission “Au nom de la loi”, qui sera rediffusée le 10 février 2010. Une autre émission, “Au nom de la foi”, sera diffusée par la même station le 7 avril 1993 et le 10 février 2010. Ces programmes sont visibles en France, et annoncés dans les magazines spécialisés.

Le 6 octobre de la même année 2003, la chaîne française de télévision privée '**Canal+**' diffuse un reportage de Patrice des Mazery intitulé “**Opus Dei: le lobby des cathos ultras**” dans le cadre son programme “90 minutes”. L’angle est à la fois celui de la politique (la “**collusion**” avec le **franquisme**, la prétendue sympathie d’Escrivá pour Hitler) et de la dénonciation des **dérives sectaires**. Le sociologue allemand Peter Hertel, Christian Terras, Vladimir Feltzman et le P. Trouslard, spécialiste des sectes, sont interviewés, ainsi qu’une ancienne numéraire auxiliaire, qui dit comment elle a vécu son expérience dans l’Opus Dei et comment elle l’a quitté. Ses parents sont également interviewés. Des reportages ont été tournés à l’École Dosnon et à la Faculté de Communication de l’Université de Navarre. Le reportage veut montrer comment l’Opus Dei est dangereux pour la société: **manipulation des consciences**, recherche du pouvoir financier par tous les moyens, etc. Deux ans plus tard le contenu de cette émission sera repris et enrichi par l’auteur dans un livre.

L’émission a été largement annoncée dans la presse, et elle a fait l’objet de commentaires de deux magazines catholiques, louangeurs dans 'Le Pèlerin' (2 octobre) et critiques dans 'Famille chrétienne' (4 octobre).

En 2004, la station de télévision de **France3 Midi Pyrénées** diffuse une émission de Jean Périssé, dans laquelle l’Opus Dei est présenté sous un angle politique, avec allusions au franquisme, accusations d’élitisme. Des images ont été tournées à Torreciudad et à l’Université de Navarre. Le commentaire fait état d’une **lettre de Josémaria Escriva à Franco en 1958** et d’un rendez-vous inventé avec **Pinochet** en 1974 au Chili.

Au printemps de **2004** la parution en français du roman de **Dan Brown Da Vinci Code**, relance l’intérêt pour l’Opus Dei, en suscitant de très nombreuses allusions dans les compte rendus qui en sont faits par la presse, et qui tous mentionnent les personnages qui lui sont attribués dans cette fiction, à commencer par le personnage principal, un assassin, membre de l’Opus Dei, qui a recours de façon spectaculaire à la **mortification corporelle**. Ces commentaires reprendront lors de la présentation au Festival de Cannes du film éponyme en **avril 2006**, assortis cette fois-ci de sérieuses réserves quant à la vraisemblance du roman qui a servi au scénario. Les lecteurs peuvent en déduire que ce qui est dit au sujet de l’Opus Dei est également faux ou exagéré.

La **mort de Jean-Paul II** en 2005 est l’occasion pour la presse de rappeler ce qu’il a fait pour l’Opus Dei, que certains mettent à son passif, quand ils y voient le signe d’un conservatisme qu’ils réprouvent.

La nomination d’un numéraire, mgr Philippe Jourdan, comme **évêque de Tallin**, en Estonie, est un peu commentée.

En **2006** un programme télévisé, “**Opus Dei, une croisade silencieuse**”, de la réalisatrice franco-chilienne Marcella Saïd, est diffusé en France et en Belgique (rediffusée par la RTBF le 10 février 2010 et diffusée sur des chaînes d’autres pays entre temps). Beaucoup d’éléments de reportage ont été tournés au Chili, dans une optique politique.

Le 22 juillet **2006** quelques journaux font part de l’assassinat à Parme d’un surnuméraire, **Gianmaria Roveraro**.

En **2008** l’attention est de nouveau attirée sur l’Opus Dei, en raison de la nomination d’un prêtre de l’Œuvre à la tête d’une paroisse de Toulouse. 60 journaux en parlent, dont la moitié font allusion aux liens supposés entre l’Opus Dei et le franquisme.

En revanche de nombreux journaux relèvent le séjour de Benoît XVI dans un centre de l’Opus Dei à Sydney avant les JMJ du mois d’août.

*
* *

Au cours des soixante dernières années, les journaux ont fait peu de place aux ordinations de prêtres incardinés dans l'Opus Dei, même quand elles concernaient des Français, et aux milliers d'étudiants qu'a reçus Jean-Paul II à partir de 1978 (mais on peut considérer que ceci est inclus dans les articles et les dossiers qui brodent sur le thème "L'Opus Dei soutenu par Jean-Paul II"). De même ce qui fait l'originalité du message de Josémaría Escrivá, à savoir **l'appel à la sainteté dans la vie ordinaire**, n'est vraiment traité que dans une presse catholique bienveillante, réceptive à la spiritualité et intéressée par un apostolat chrétien exercé dans la fidélité au magistère. Le reste de la presse s'en tient au spectaculaire, c'est-à-dire à une description extérieure de l'Opus Dei (structure, membres, etc.) et purement sociologique.

Les clichés les plus couramment véhiculés à l'heure actuelle en font **une organisation catholique très structurée, conservatrice, militante de l'ordre moral**, mais non intégriste, qui a pu être accusée de collusion avec le régime de Franco et avec celui de Pinochet.

Ces clichés seront à la fois repris et amplifiés par un grand nombre d'ouvrages qui, à partir de des années 60, traitent pour quelques-uns de l'Opus Dei, et pour les autres d'autres questions, qui les amènent à traiter de ce sujet.

II

LES LIVRES

La littérature sur l'Opus Dei, suit, avec quelques années de retard, l'évolution de la presse écrite sur le même sujet, alimentée par les agences de presse, et amplifiée par des émissions de radio et de télévision.

C'est en 1958 (soit un an après la nomination de deux membres de l'Opus Dei dans un gouvernement de Franco) que paraît le premier livre, qui sera suivi, à partir des années soixante, de nombreux autres, liés d'abord à l'actualité espagnole, puis à des thématiques différentes, sans que la première soit jamais tout à fait abandonnée.

Le thème espagnol

L'intérêt pour l'Espagne qui se manifeste dans les années 50 suscite la publication de nombreux ouvrages sur ce pays. Plusieurs d'entre eux font état d'une institution, l'Opus Dei, dont on parle là-bas dans les milieux politiques et intellectuels. Ils sont dûs à des journalistes et à quelques universitaires, à raison d'un ou deux livres par an, à partir de 1965.

Dans beaucoup de ces livres il ne s'agit que d'une brève allusion à l'Opus Dei, voire de quelques paragraphes, sauf dans ceux qui sont entièrement consacrés au sujet.

Cet intérêt pour l'Opus Dei dans une perspective espagnole, liée au franquisme, sous des formes diverses se poursuivra longtemps, sous la forme d'enquêtes de journalistes et d'ouvrages universitaires, voire de brèves références ailleurs.

Le premier livre paraît en 1958, soit six ans après le premier article sur l'Opus Dei publié dans 'Le Monde' par son correspondant à Madrid, **Jean Créac'h** (et deux ans après les articles de Fesquet et de Niedergang). Il est dû au même auteur, dont le vrai nom est Jean Monconduit. *Le cœur et l'épée* est un survol pittoresque de l'histoire et de la vie contemporaine de l'Espagne. Concernant l'Opus Dei l'auteur reprend les grandes lignes de son article: description en cinq pages de son origine et de sa nature, de l'universalité de son message, de son expansion dans le monde et du pluralisme réel de ses membres en

matière politique. La discrétion de ceux-ci a certes pu être interprétée par certains comme une prédilection pour le secret, dit-il, en en donnant toutefois les raisons, liées à la fondation. Il parle du programme de **Calvo Serer**, tout en concluant que “la confusion entre les options politiques des membres et les objectifs [de l'Œuvre] est plus apparente que réelle”. Plus loin il évoque brièvement l'Opus Dei et l'Action catholique à propos des relations entre l'Église espagnole et le régime franquiste.

Avec le recul du temps on voit que, tout comme dans l'article du 'Monde' de 1952, la place accordée au groupe conduit par **Calvo Serer** induit déjà une équivoque sur la nature de l'Opus Dei, en dépit des précautions prises par l'auteur. Mais il est vrai que celui-ci ne fait que rendre compte de ce qui se dit sur le sujet en Espagne à l'époque.

En 1956 deux hispanistes, **Dominique Aubier** et **Manuel Tuñón de Lara**, publient une *Espagne*, dans la collection Petite Planète, vouée à des monographies à l'usage des touristes, sur différents pays. Ils y parlent de l'Opus Dei comme d'un institut séculier ayant “un caractère secret”, regroupant notamment “des catholiques d'extrême-droite partisans d'une monarchie autoritaire”, et visant “à noyauter les cadres de l'enseignement et de l'administration”, “bien qu'il ne prétende à rien d'autre qu'à aider au perfectionnement spirituel”. On retrouve ici la confusion entre l'Opus Dei la pensée de **Rafael Calvo Serer**.

En 1961 **Jean Meyriat**, dans son cours polycopié de l'Institut d'Études Politiques de Paris sur *L'Europe Méditerranée*, classe l'Opus Dei parmi les groupes organisés qui tentent de “noyauter le régime”, tout en le définissant comme un institut séculier reconnu par l'Église. Il est devenu “très puissant et très riche” depuis son approbation de 1950, et il a ouvert de nombreux établissements d'enseignement, dont l'Université de Navarre. Même s'il se proclame a-politique, l'on observe que ses membres connus “appartiennent à peu près tous à la même tendance politique (...) en gros celle des monarchistes les plus conservateurs, résolument antilibéraux. Ses porte-parole les plus connus sont MM. R. **Calvo Serer** et Pérez Embid.”

À partir de ce début des années 60 commence donc à s'accréditer l'idée que l'Opus Dei, institution catholique “très structurée”, composée pour l'essentiel de laïcs catholiques, et ne faisant parler d'elle qu'à propos de la vie politique espagnole, doit avoir nécessairement une “idéologie” propre, liée à l'Espagne. C'est en tout cas ce que laisse entendre la presse, depuis qu'elle a relevé, qu'en février 1957, un membre numéraire, Alberto Ullastres, est devenu ministre au sein du gouvernement nommé par Franco.

Les membres de l'Opus Dei qui sont universitaires et qui publient sur des sujets culturels étant très peu nombreux à l'époque, il est en effet très tentant, si l'on veut à tout prix trouver une “idéologie” dans l'Opus Dei, de la chercher dans les écrits du plus connu d'entre eux, à savoir Rafael Calvo Serer, professeur d'histoire de la philosophie espagnole et de philosophie de l'histoire à l'Université de Madrid, spécialiste du grand penseur traditionaliste espagnol de la fin du XIX^{ème} siècle Menéndez Pelayo, et directeur de la revue 'Arbor', née au sein du Conseil National de la Recherche Scientifique, au sein duquel il est directeur de département. Les idées de Calvo Serer sont résumées de la façon suivante par son biographe, Onésimo Díaz: fédérer les catholiques conservateurs européens (anticommunistes et antidémocratiques) et dessiner avec eux “les contours d'une nouvelle chrétienté, menée par la nation espagnole et assise sur les valeurs traditionnelles”. Autrement dit fonder une nouvelle société sur “un nouveau modèle de culture dirigé par l'État” (un État de forme monarchique, Calvo Serer prônant le retour sur le trône d'Espagne d'un fils d'Alphonse XIII, don Juan de Bourbon). C'est cette opinion particulière d'un membre espagnol de l'Opus Dei et de ses disciples et amis politiques (parmi lesquels, il est vrai, quelques membres de l'Opus Dei qui sont en gros d'accord avec son projet politico-culturel) qui sera généreusement attribuée à tous les membres, Espagnols ou non, de l'Œuvre, et même à son Fondateur, par des journalistes et des essayistes (comme on a pu le constater dès le premier article et le livre de Jean Créac'h, lui-même ami de Calvo Serer). On retrouvera cette équivoque dans un très grand nombre de livres sur l'Opus Dei qui vont suivre, jusqu'à l'époque actuelle, ce qui révèle que les auteurs successifs se sont tout simplement inspirés de leurs prédécesseurs, sans prendre le temps de vérifier leurs analyses. Ces derniers d'ailleurs ne faisaient que répéter ce qui se disait dans les allées du pouvoir à Madrid, et qui ne fera que s'enrichir de nouveaux commentaires au fur et à mesure que les équilibres évolueront au sein du régime. Calvo Serer sera maintes fois répertorié comme “l'idéologue”, “le penseur”, “l'intellectuel” et même “le théologien” de l'Opus Dei, et ses livres figureront dans les bibliographies finales.

En 1964 un ancien officier franquiste, **Marcelo Gala y Delrue** qualifie les membres de l'Opus Dei de "pseudo-laïcs", prolongeant l'action du clergé, dans *Combattre pour Madrid*. Ils occuperaient des places importantes parce que l'institution apparaîtrait comme "inoffensive du point de vue social".

La même année Ruedo Ibérico, maison d'édition créée à Paris par un opposant espagnol au régime franquiste, publie la traduction du livre de l'anglais **Herbert Rutledge Southworth** *Le mythe de la croisade de Franco*. Plus que de l'Opus Dei, il y parle de la pensée de **Calvo Serer**, équivalente à celle de l'Opus Dei selon lui, par des allusions dans six pages.

L'Espagne à l'heure du Concile, de **mgr Pierre Jobit**, directeur du Centre d'études ibéro-américaines de l'Institut Catholique de Paris, et auteur d'une thèse sur le krausisme (*Les éducateurs de l'Espagne contemporaine*), rappelle les destins croisés de l'Église et du pouvoir en Espagne et, dans un chapitre sur l'époque contemporaine, rapporte les rumeurs qui entourent l'Opus Dei à l'époque où les ministres "technocrates" lui sont attribués (avec une plaisanterie douteuse entendue à Madrid). Sans se prononcer, il renvoie à des articles de Paul Werrie dans 'Écrits de Paris' de mai 1964 et de Jean Bécarrud (Daniel Artigues) dans 'Signe du temps' de novembre 1959.

En 1965 **Marianne Monestier**, auteur de livres pour enfants, de *La mystérieuse compagnie: Les jésuites*, et de *Les sociétés secrètes féminines*, décrit l'Opus Dei à partir du Bulletin du Centre de Documentation du Grand Orient de France, dans *On peut apporter son âme*. Selon elle "un fasciste nommé José Maria Escrivá de Balaguer" a fondé l'Opus Dei pour lutter contre la déchristianisation de l'Espagne; le magazine 'Life' lui attribue, le 18 mars 1957, 7 000 numéraires, 12 000 oblats et 25 000 surnuméraires, tous ayant fait des vœux; l'Opus Dei serait "une Société secrète, comme tout Institut séculier d'ailleurs", qui réunit "des mains sûres" en faisceau. Un journal catholique néerlandais assure que les membres "partagent la même opinion" en politique. Elle évoque **Calvo Serer**. "L'Opus Dei est tout-puissant en Espagne", contrôle des organes de presse, empêche les catholiques libéraux de publier. Il a voulu s'implanter en France en 1938, grâce à "un conseiller politique allemand du parti Zentrum" (selon une revue maçonnique française.) Il contrôle la revue 'La Table Ronde', et il est attaqué par 'Informations catholiques internationales'.

Alors que la presse française et la presse internationale parlent depuis 1957 des "technocrates de l'Opus Dei" qui seraient arrivés au pouvoir avec Alberto Ullastres (les noms de Mariano Navarro Rubio et de Laureano Lopez Rodo n'apparaissant pas encore) ce n'est qu'en 1966 qu'un premier livre reprend l'expression, sous la plume du chroniqueur de radio **Philippe Bauchard**, qui parle des "jeunes générations de l'Opus Dei en Espagne", dans son livre sur *Les technocrates et le pouvoir*. Le terme de "technocrate" est d'ailleurs déjà familier aux Français, qui se sont habitués, depuis le début de la Ve République à voir nommer des fonctionnaires et des experts à des postes gouvernementaux, sous la présidence du général de Gaulle.

La même année un journaliste économique du quotidien 'La Croix', **Christian Rudel**, publie *L'Espagne du Plan*. Il y intitule un chapitre "Un monde à part: l'Opus Dei". Dans son esprit il s'agit des "hommes du Plan", en réalité des amis politiques de Lopez Rodo. "L'Opus Dei n'est pas un sous-produit de l'Espagne franquiste. Il existait avant lui, et même avant la seconde République", écrit-il. Néanmoins, après un sous-chapitre consacré à une analyse élogieuse de *Chemin*, où il cite largement un article de Pedro Rodriguez, il parle d'une "curieuse aventure", qui commence quand l'Opus Dei apparaît au grand jour, avec l'arrivée de Lopez Rodo au Plan, et de "toute une phalange de ministres". L'auteur mentionne *l'Estudio General de Navarra*, attribue à l'Opus Dei le contrôle du Banco Popular et du quotidien 'El Alcazar', et affirme que "l'équipe gouvernementale a souvent vu l'opposition et l'affrontement entre l'Opus et ses adversaires", citant à ce propos le ministre phalangiste Rubio et le Père abbé du Valle de los Caidos. "Une obscure fraternité de "mafia" couvre désormais l'Institut (...) Comment expliquer que tout un pays brusquement, fasse de cette organisation un bouc émissaire?", se demande Rudel, qui cite des opinions tranchées de plusieurs personnes. Les dénégations des membres concernés, dont celle de Lopez Rodo, lui paraissent peu convaincantes. Citant Aranguren, il se dit "inquiet quant aux perspectives d'avenir que réserve l'Espagne à une telle idéologie de confusion", en faisant valoir que ces hommes veulent à tout prix être "les seuls présents au moment de la succession". On retrouve là une trace des tentatives politiques de **Calvo Serer**.

En 1967 Jean **Plumyene** et **Robert Lasierra** publient un livre politique, *Le complexe de gauche*, où ils qualifient l'Opus Dei de “Sainte Mafia en cagoule qui cache son visage de mafia derrière le masque de la spiritualité. Déjà elle tient l'Espagne entre ses griffes. Elle tente maintenant de s'installer en France” (la référence indiquée est celle du dossier du 'Nouvel Observateur' du 25 mai 1966).

Daniel Artigues (pseudonyme de Jean Bécarud, fonctionnaire du Sénat français) publie en 1967 le premier livre sur l'Opus Dei, *L'Opus Dei en Espagne. Son évolution politique et idéologique*. Publié à Paris chez Ruedo Ibérico, déjà cité, il va en inspirer beaucoup d'autres, contribuant à fixer l'idée d'un Opus Dei politique et contre-révolutionnaire, à caractère résolument espagnol.

La quatrième de couverture évoque “une puissante organisation qui a laissé des traces dans l'évolution idéologique et politique de l'Espagne après 1939. L'auteur s'inspire d'articles d'Aranguren, de **Calvo Serer**, de Fontan, de Niedergang, de Guillemé-Brulon, d'Herranz, de Rudel, de Torello, de del Portillo, et des livres de Le Vaillant, Créac'h et Jobit. Ses commentaires négatifs sur *Chemin* reprennent ceux d'Aranguren et de von Balthasar. Brossant le tableau de la fondation et de l'histoire de l'Opus Dei, il s'appesantit sur des comparaisons avec l'Institución Libre de Enseñanza et l'Asociación Católica Nacional de Propagandistas (ACN de P), et sur la création du Consejo Superior de Investigaciones Científicas créé par José María Albareda, numéraire de l'Opus Dei. Il évoque la polémique qui est née en Espagne dans les années 40 sur la compétition entre postulants à des chaires d'Université, accréditant l'idée que l'Opus Dei serait alors parti à la conquête des chaires, surtout entre 1943 et 1951. Tout en nuanciant cette affirmation, il conclut avec Aranguren (qui parle à ce sujet de “secte” et d'imitation de la “Institucion”) qu'il y a eu au moins une tentative en ce sens d'un “secteur” de l'Opus Dei.

Mêlant ensuite l'Opus Dei et les écrits et les tentatives politiques de **Calvo Serer** et s'appuyant sur *Chemin*, Artigues décrit (de manière plus ou moins confuse, en parlant tantôt d'un “secteur” ou d'une “fraction politique” de l'Opus Dei, tantôt de “l'Opus Dei tout entier”) un groupe qui cherche à imposer une “troisième force” en Espagne, entre les Phalangistes et les marxistes. C'est pour lui, comme pour Aranguren, l'échec de cette tentative politique, suivant celle de la conquête de l'Université qui va amener l'Œuvre à créer l'Université de Navarre.

Le livre s'achève sur la nomination de quelques “technocrates” (certains d'entre eux liés à l'Opus Dei) dans le gouvernement de 1957. On verra qu'il sera souvent mentionné dans les bibliographies d'ouvrages postérieurs.

Max Gallo, journaliste et écrivain engagé, évoque la guerre d'Espagne et le régime franquiste dans son *Histoire de l'Espagne franquiste*, parue en 1969. À propos des forces nouvelles qui apparaissent à la fin des années 60, il parle de l'Opus Dei, des résidences d'étudiants, de la lutte pour les chaires à partir de 1943, et du CSIC, en s'appuyant sur Artigues. Il évoque aussi les “technocrates de l'Opus Dei”, en affirmant qu'ils ont reçu l'appui de Franco pour une politique d'ouverture de l'Espagne à l'Europe. Il parle enfin des manifestations d'étudiants contre la reconnaissance officielle de l'Estudio General de Navarra par l'État en 1960 et d'autres manifestations en 1962..

En 1969 paraît la traduction française du *Franco* de l'historien britannique **Brian Crozier**. Il y est question d'un “ordre” d'un type nouveau, dont les membres sont des laïcs, et qui possède une université (*l'Estudio General de Navarra*) et une banque. Si l'accusation de franc-maçonnerie ne tient pas, pour cet auteur, il n'en soutient pas moins que les membres “sont portés à choisir à leur tour d'autres membres de l'Opus Dei”, tout en reconnaissant qu'il y a parmi eux un véritable pluralisme d'opinions en matière politique et économique, sujets à propos desquels l'Opus Dei n'a pas de doctrine particulière

Dans *La nouvelle Espagne*, les journalistes de Radio Luxembourg (aujourd'hui RTL) **Jean Bourdarias** et **Jacques Idier** reproduisent des commentaires entendus en Espagne sur les “technocrates”, assimilés à l'Opus Dei.

Dans *Le franquisme. Histoire et bilan*, **Jacques Georgel**, professeur de droit constitutionnel et de sociologie politique à l'Université de Rennes, considère que trente ans après sa fondation, le régime franquiste n'est pas encore établi sur des bases solides, et que l'Église espagnole est également en crise. Il consacre six pages à décrire l'Opus Dei, et à évoquer des oeuvres collectives d'apostolat (Université de Navarre). “Avec ou sans raison, écrit-il, on considère que l'Opus “contrôle” le quotidien 'El Alcazar', des banques, etc. Ce qu'il appelle “la philosophie de l'Opus Dei” est qualifiée par lui d’“indigente”. Il se fonde

pour cela sur des points de *Chemin* (trop édifiants à son goût ou prônant trop l'obéissance) et sur le livre d'Urteaga *El valor divino de lo humano*. Il cite à l'appui de ce jugement une phrase lapidaire sur la liberté de Rafel **Calvo Serer**, qu'il présente comme "l'intellectuel du groupe", et reprend le jugement d'Urs von Balthasar dans un article d'une revue suisse de 1963, qui parle du "conformisme" de Josémaría Escrivá, et évoque l'intégrisme qui consiste à "donner le pouvoir politique et social à l'Église".

Georgel se demande si l'Opus Dei "veut mettre l'État à son service", relève huit ministres dans le gouvernement de Franco de 1968, et cite Aranguren (l'Opus Dei "est l'expression naturelle de la religiosité d'une partie de la bourgeoisie qui détient aujourd'hui le pouvoir économique, social et politique en Espagne"). Il fait aussi référence au livre d'Artigues, parle d'oppositions à l'Opus Dei dans les sphères officielles, mentionne un article d'Emilio Romero dans 'Pueblo', et la lettre de de protestation de Josémaría Escrivá à Solís (28 octobre 1966). Il met en doute le pluralisme des membres de l'Œuvre. Pour lui, "la conquête de l'Espagne par le groupe *opusdéiste* a beaucoup progressé". Il fait néanmoins l'éloge de Lopez Rodo et de Carrero Blanco.

Avec Georgel s'amorce ainsi une manière de présenter l'Opus Dei dans un problématique de la laïcité, thème qui sera repris, soit explicitement, soit implicitement à propos des ministres "technocrates" en Espagne dans d'autres ouvrages universitaires ou dans des livres polémiques: l'Opus Dei serait dangereux pour la démocratie en raison d'une vision cléricale qui serait sienne des relations Église-État. L'ouvrage sera lui aussi repris dans les bibliographies de livres postérieurs, tout comme les deux pamphlets qui vont paraître l'année suivante.

En 1971, deux livres à charge sont publiés à Paris contre l'Opus Dei. Le premier est dû à un exilé espagnol, **Jesús Ynfante** (*La prodigiosa aventura del Opus Dei*). Le deuxième, paru chez l'éditeur parisien Ruedo Ibérico, à un journaliste du 'Nouvel Observateur', **Yvon Le Vaillant**, qui a déjà publié un dossier sur l'Opus Dei dans cet hebdomadaire (*Sainte Maffia. Le dossier de l'Opus Dei*).

L'ouvrage d'**Ynfante**, militant gauchiste réfugié à Paris, n'est édité qu'en espagnol. Mais, diffusé aussitôt sous le manteau en Espagne, il y fait figure d'événement, s'agissant du premier livre publié sur un sujet encore mal connu. La liste de 29 pages des soi-disant "militants et sympathisants" qui figure en annexe passe de mains en mains, provoquant des dénégations d'hommes politiques, de banquiers et de dirigeants d'entreprise qui ont été étiquetés "Opus Dei" par l'auteur, sans vérifications préalables. Ce phénomène d'opinion sera relevé par quelques journaux français, ce qui aura pour effet d'inciter des auteurs de livres postérieurs à citer le livre et à s'inspirer de son contenu, lequel se résume à des rappels de ce qu'ont été les "modèles organisateurs" catholiques en Espagne (Liga de San Pio X, Institución Libre de Enseñanza, ACNDP, Compagnie de Jésus), à la manière de recruter des membres, aux relations entre l'Œuvre et la hiérarchie ecclésiastique, à son organisation interne de ce que l'auteur présente comme "une maffia technocratique de la classe dominante en Espagne", le tout suivi d'une évocation du fascisme espagnol et de la gauche politique de ce pays, par opposition avec "l'impérialisme de l'Opus Dei", symbolisé par son expansion dans le monde (avec deux pages sur la France). D'autres annexes sont constituées par des considérations sur *Camino*, ("manuel du parfait clérical-autoritaire"), sur des œuvres collectives apostolat, et à une reproduction des "Constitutions" de 1950. La couverture reproduit une toile d'araignée.

Le livre de **Le Vaillant**, au style vitupérant, est parsemé d'insultes contre les membres de l'Opus Dei. Il est dans une large mesure le fruit d'une compilation, complétée par quelques enquêtes. Parmi les auteurs cités, on trouve Aranguren, Artigues, Beyer, Bourdarias et Idier, Creac'h, Dessens, Gallo, Rudel, Southworth, et les articles de Daix, Fanucchi, Fesquet, Guillemé-Brulon, Nourry, Suffert, von Balthasar... (le livre d'Ynfante n'est pas mentionné, même si la couverture utilise un graphisme voisin: la toile d'araignée). Après une version romancée d'une rencontre du fondateur avec le diable sur une route de campagne, l'auteur, suivant en cela Artigues, explique la fondation de l'Opus Dei par une réaction contre l'influence la Institución libre de Enseñanza dans l'Espagne de la première moitié du siècle (hypothèse reprise d'Aranguren et d'Artigues, et présentée ici comme une certitude). Dans *Chemin* il voit (p. 20-34) "une doctrine éclatée en 999 morceaux disparates", dont il cite 63, qu'il qualifie tour à tour de "sentimentaux", de "paternalistes", de "fascistes", de "vulgaires", de "niais", dignes d'un "manuel américain des affaires", d'où se dégage l'image d'un "homme-Opus", "convaincu que tout devient saint entre ses mains" (p. 33). Évoquant le statut d'institut séculier, il voit dans les prêtres, comme le P. Beyer dans un article, les vrais

dirigeants de l'Œuvre. La “branche féminine” n'est pour lui qu'une “filiale” où coexistent “des femmes de la bonne société”, ce qui permet à l'Opus Dei de toucher leurs maris, et des “femmes de milieux inférieurs”, qui assurent l'entretien matériel des maisons (p. 46-47). Décrivant “l'organisation” (p. 59-70), l'entrée dans l'Opus Dei (p. 71-78), il multiplie les ironies et introduit du mystère chaque fois qu'il le peut, ajoutant une interview d'un avocat milanais mécontent de l'engagement de son fils dans l'Opus Dei (p. 73-78). Les autres chapitres sont consacrés à “la conquête de l'Université” (p. 79-86), selon le schéma inauguré par Artigues; à “la troisième force”, autrement dit aux idées de **Calvo Serer** (p. 80-97), qui ne sont pas nécessairement celles de l'Opus Dei, dit-il, mais qui sont néanmoins divulguées par “son appareil d'information”, et qui se situent dans “la ligne doctrinale” de *Chemin*. À propos de ce qu'il appelle “les vitrines” de l'Opus Dei (ses œuvres collectives d'apostolat) en Suisse et en Allemagne, il cherche à mettre en relief des conflits. Le chapitre consacré à la France commence par une citation de la revue maçonnique déjà mentionnée par Monestier et Ynfante, qui attribue une première tentative d'implantation de l'Opus Dei dans ce pays à un membre du parti catholique Zentrum en 1938. Des rapprochements sont faits avec la Cité Catholique de Jean Ousset et les milieux intégristes, et d'abondants détails sont fournis sur différentes sociétés et associations où l'on trouve des noms de membres de l'Opus Dei, et sur la revue 'La Table Ronde', sur l'Université de Navarre enfin, créée à Pampelune parce que l'Opus Dei était “déçu par sa pénétration manquée dans l'Université”. Il est question ensuite de “l'entrée au gouvernement” de l'Opus Dei, grâce à Carrero Blanco, qui ne fait pas partie de l'Opus Dei mais qui “entretient des relations d'amitié avec nombre d'entre eux (...) C'est l'irruption d'hommes de l'Opus Dei au premier plan de la scène politique”. Un chapitre est consacré aux relations de l'Opus Dei et des jésuites, et à la polémique qu'a suscitée un article de Urs von Balthasar (ancien membre de la Compagnie de Jésus) dans une revue suisse en 1963. Le Vaillant revient à l'Espagne avec le Plan de développement de 1964, mené par Lopez Rodo avec “des sympathisants de l'Opus”, lequel en profite selon lui pour développer son “empire économique et financier” (p. 213-227).

Après la Guerre civile l'Opus Dei attire les jeunes par son “modernisme”, en leur procurant “la quasi-certitude tout à la fois d'une réussite matérielle et d'un salut d'ordre spirituel”. Ils seront de parfaits “technocrates” pour qui “le *technique* et l'*économique* sont placés au premier rang, le *politique* étant ravalé à un rang subordonné” (p. 237). Face au jeune clergé espagnol qui n'a pas connu la “Croisade” et qui, lui, a rencontré le peuple, “les gens de l'Opus Dei” sont demeurés anté-conciliaires. Il sont soutenus par des évêques amis, bien que l'Opus Dei se permette de temps à autre de faire pression sur des publications catholiques pour qu'elles ne publient pas d'articles défavorables à son sujet, dit-il. Revenant à la politique l'auteur parle du Plan de développement, “moteur extraordinaire pour l'expansion de l'Opus” (p. 249), qui va “transformer son pouvoir politique en puissance économique privée”(p. 252). Aux déclarations et aux démentis qui proclament la liberté des membres dans l'ordre politique, Le Vaillant oppose des points de *Chemin* et des “constitutions” de l'Opus Dei sur l'obéissance et le secret. Il tente d'établir des parallèles avec des sociétés secrètes catholiques et avec la franc-maçonnerie. Renonçant à sortir de son schéma initial il écrit: “L'Opus Dei a été fondé par un Espagnol, avec les Espagnols, pour les Espagnols”, même s'il “cherche par tous les moyens à se laver du péché originel du franquisme” (p. 287-288). Il parle de “favoritisme”, de pressions sur les journalistes, en évoquant des cas concrets qu'on lui a rapportés, et son cas personnel, en tant qu'auteur d'un dossier dans “Le Nouvel Observateur”. Il rapporte *in fine* deux “affaires” d'escroquerie, au Portugal et en France, liant leurs auteurs à l'Opus Dei, et conclut sur la succession “monarchique” de Franco, les menées des militaires en Espagne et l'affaire Matesa, toujours avec de nombreux amalgames avec l'Opus Dei.

Après le dossier du 'Nouvel Observateur' de 1966 et l'ouvrage totalement polémique du même Le Vaillant, qui figurera dans pas mal de bibliographies de livres postérieurs, l'expression “sainte maffia” (employée aussi par Ynfante) sera désormais associée à l'Opus Dei par une sorte de réflexe facile dans des livres et des articles de presse.

L'année suivante paraissent en France les livres de **Christian Rudel**, *La Phalange*, et de deux professeurs, **Henri Larose et Louis Urrutia**, *Introduction à l'Espagne contemporaine* qui traitent de l'Opus Dei de façon marginale, en reproduisant le schéma d'Artigues (catholiques intégristes contre intellectuels de la “Institución Libre de Enseñanza”). Ils le complètent par une allusion à Lopez Rodo, “membre de l'équipe

politique de l'Opus Dei”.

En 1973 sont publiés deux ouvrages dûs à des universitaires, de nouveau consacrés à l'Espagne contemporaine.

Dans *L'Église et le pouvoir en Espagne*, **Jean-François Nodinot** rappelle ce que furent les relations entre l'Église et l'État dans ce pays jusqu'à la guerre civile, avant d'examiner la situation nouvelle créée par le concordat de 1953. Parlant de sa réforme éventuelle dix ans plus tard, il expose les points de vue en présence, entre autres ceux qui ont été publiés dans 'Nuevo Diario' et 'Palabra' (article de A. Fuenmayor), qu'il présente entre parenthèses comme “Opus Dei”. Il affirme ensuite que ceux quelques membres du gouvernement (parmi lesquels “trois au moins sont de l'Opus Dei”), seraient ouverts à une telle révision. Pour la première fois depuis Thierry (voir plus loin) le ton employé pour parler de l'Opus Dei est positif.

La même année deux professeurs agrégés de droit, **André et Francine Demichel**, qui raisonnent en termes de lutte des classes, attribuent à l'Opus Dei, dans un ouvrage sur les dictatures européennes, une doctrine économique, en évoquant à son propos “une technocratie autoritaire”, convenant bien “au néo-capitalisme contemporain qui a bien besoin d'écarter les aléas de la discussion politique (...) mais qui préfère limiter la répression, d'abord parce qu'elle est un gaspillage de temps, d'argent et de forces, ensuite parce que l'adhésion de toutes les classes est nécessaire au projet économique”.

Une autre analyse marxisante entièrement consacrée l'Opus Dei, est fournie la même année par un auteur inconnu, **Jean Saunier** (en fait un membre de la centrale syndicale française anciennement chrétienne CFDT), qui publie une monographie sur l'Opus Dei dans la collection “Histoire des sociétés secrètes de France et de l'Occident” d'une maison d'édition spécialisée dans l'ésotérisme, et fondée par l'écrivain Jacques Bergier, auteur avec Jacques Pauwels, d'un livre à succès, *Le matin de magiciens*. Le thème de l'Opus Dei “société secrète” se trouve donc ainsi récupéré par la littérature ésotérique, comme on le constatera des années plus tard dans d'autres essais et dans des romans.

L'auteur n'aborde vraiment le sujet qu'après des chapitres préliminaires consacrés à l'histoire de l'intégrisme en France: les sociétés et compagnies catholiques du XIX^{ème} siècle, La Sapinière et son combat contre le modernisme au début du XX^{ème}. Ces développements sont livresques, tout comme ce qui concerne l'Opus Dei, exception faite des conclusions que tire l'auteur *in fine*. La bibliographie cite Artigues, Gallo, Georgel, Hermet (un livre de 1971), Le Vaillant, Ynfante, mais aussi Thierry et les articles de Collar, Creac'h, Daix, Fesquet, Fontan, Niedergang, Nourry, Rudel, ainsi que le dossier d'Informations Catholiques Internationales' de juin 1970.

Chemin est présenté dans la lecture politique déjà connue (“Élitisme et goût de la domination”; “Une spiritualité 'moderne’”). Citant Josémaría Escrivá dans le chapitre “Une organisation 'désorganisée’”, l'auteur insiste sur la “hiérarchie rigoureuse” et “les incertitudes du statut”. Les autres chapitres sont consacrés à “la conquête de l'élite intellectuelle”, à “l'empire financier de l'Œuvre de Dieu” (allusions à la banque, à l'industrie et au Plan de développement de Lopez Rodo), à “L'Opus Dei et le pouvoir”. L'auteur conclut par une problématique plus personnelle: “Œuvre divine ou œuvre humaine?”. Commentant longuement une homélie du fondateur sur le Christ Roi, il néglige ce qui y est dit de la liberté des chrétiens en matière temporelle, pour choisir d'interpréter tout selon un schéma qui réunit des “images”, typiques pour lui, “du Père, du Dictateur et du Roi, et celle du Technicien” (p. 267). Puisant dans sa propre lecture de *Chemin* et l'expérience des “technocrates”, il situe l'Opus Dei en tant que tel comme l'acteur d'une médiation entre la dictature franquiste et la monarchie restaurée en la personne de Juan Carlos, le tout au service d'objectifs économiques qui dépassent les membres eux-mêmes. Leur sincérité individuelle “n'a pas à être mise en cause, mais sur le plan collectif elle n'a pas d'importance; il est évident en effet que l'idéologie collective qui caractérise l'Œuvre est le culte de “l'efficacité” temporelle, de l'expansion économique des entreprises et du pays” (p. 271). Dans ce contexte “les finalités religieuses ne sont pas pour autant “fallacieuses”, car “en fait l'Opus Dei est bien un phénomène religieux; son principal caractère en ce domaine est d'avoir su adapter à la fois la sentimentalité religieuse et la doctrine morale chrétienne aux exigences des classes sociales dominantes, elles-mêmes désireuses de modifier l'économie espagnole en fonction du progrès technologique (...) L'Opus Dei est plus que le symbole, il est le garant des intérêts économiques d'une bourgeoisie qui tente de faire peau neuve” (p. 271-272). Quant à la réputation de “secret” qui choque tant les membres de l'institution il ne tient qu'à eux, dit Saunier, de la

dissiper en publiant les constitutions, en répondant aux incertitudes que présente la biographie du fondateur, en clarifiant la liste des “adhérents” dans le monde des affaires, de la politique et de l'Université (p. 274).

En 1973 encore, le “schéma espagnol” (la partie – quelques membres de l'Opus Dei- prise pour le tout - l'Opus Dei lui-même- dans un contexte politique contrasté) est appliqué à l'Opus Dei au Chili dans un sous-chapitre, intitulé “Modèle américain et Opus Dei locale”, de l'ouvrage collectif, *Chili, Le dossier noir*. Le chercheur d'origine belge **Armand Mattelart** veut rapprocher les membres de cette institution de ce qu'on appelle dans ce pays “le grémialisme”, courant d'opinion de type traditionaliste et antilibéral et antidémocratique, fondé en 1967 par un professeur de l'Université pontificale catholique, auquel on attribue une influence, par l'intermédiaire d'un *Front universitaire*, et de jeunes économistes formés aux USA, sur la Junte dirigée par le général Pinochet en 1973. Le livre reproduit des interviews et des articles de presse. Il parle “d'idéologues” ou de “technocrates de l'Opus Dei” (sans toutefois faire de référence explicite au franquisme) qui agissent selon des plans préconçus dans les allées du pouvoir, aidés par des “aumôniers, eux aussi de l'Opus Dei”. S'ils sont aussi présents dans la Démocratie chrétienne, c'est en tant qu’“infiltrés”. Aucun nom, donc aucune preuve n'est avancé.

Se succèdent ensuite les “livres-reportages” dûs à des journalistes enquêteurs.

En 1974 un journaliste de radio (ORTF), ancien de l'Agence France Presse, en poste à Madrid de 1968 à 1971, **Édouard de Blaye**, publie *Franco ou la monarchie sans roi*, à la fois bilan du franquisme, analyse de ses méthodes politiques et portrait de Franco. L'Opus Dei y est décrit comme une “mystérieuse confrérie religieuse”, un “phénomène”, une “gigantesque pieuvre religieuse”, une “franc-maçonnerie catholique”. Une vingtaine de pages lui sont spécialement consacrées, faisant référence aux livres de **Artigues, Ynfante et Le Vaillant**. L'auteur lui trouve des ennemis à l'intérieur de l'Église et au sein du régime. Après avoir évoqué la vie de Josémaría Escrivá et sa fondation, qu'il explique par une réaction au contexte de l'anticléricalisme ambiant des années 30, il présente un Pie XII séduit par ce “rassemblement de banquiers, d'avocats, de médecins, de journalistes, d'architectes, de hauts fonctionnaires unis par une croyance et une discipline commune”, qu'il aurait préféré aux prêtres-ouvriers. D'où les approbations données à ces “croisés de la foi”. Les jeunes membres, recrutés dans les “collèges majeurs”, partent à l'assaut de l'Université et du *Consejo Superior de Investigaciones Cientificas*. “Une nouvelle race d'hommes est en train de naître: les 'technocrates du Christ.’” *L'Estudio General de Navarra* devient “le plus grand centre de recrutement dans le monde”. L'Opus Dei s'implante dans d'autres pays; en France en 1952. Le culte rendu au fondateur subit “une inflation, un peu comparable à celle provoquée par le personnage de Franco”. Le recrutement est “élitiste”, la théologie “inexistante” (Aranguren), les conceptions “conservatrices”. L'auteur reprend les critiques portées par Von Balthasar sur *Chemin*, dont il reproduit des points qu'il juge “nietzschéens”, cléricaux, autoritaires, politiques et élitistes. Il fait un parallèle avec la franc-maçonnerie et la société intégriste La Sapinière, avant de reprendre le thème de la conquête du pouvoir grâce aux “technocrates”, dont il gonfle le nombre, concernant ceux qui appartiendraient l'Opus Dei, et aux tenants de la “troisième voie”, qu'il situe au centre-droit, dans une stratégie qui anticipe l'après-franquisme. Les financements et le recrutement viennent selon lui des établissements d'enseignement créés dans le monde et des dons de banques et d'hommes d'affaires, faisant de l'Opus Dei “un empire économique”. Dans d'autres chapitres il est fait allusion à l'Opus Dei à propos de l'affaire Matesa, de Juan Carlos et du procès de Burgos. Selon lui ce sont l'efficacité de l'Opus Dei et son aspect “secret” qui font peur, et créent son image négative.

Dans *Opération Ogro. Comment et pourquoi nous avons exécuté Carrero Blanco*, un membre du commando ayant perpétré l'assassinat, **Julio Aguirre**, se justifie en affirmant que ce Premier ministre poussait l'Opus Dei vers le pouvoir”.

L'année de la mort de Franco, en 1975 le directeur du Centre ibérico-américain de l'Institut hispanique de Paris (Sorbonne), **Jacques Pinglé**, dans une volumineuse *Histoire des Espagnols*, consacre quelques paragraphes aux ministres “technocrates” qui ont été étiquetés “Opus Dei”. Il y distingue leur action de l'activité de l'institution à laquelle ils appartiennent, et il fait l'éloge de leur action.

Après la mort de Franco, en novembre 1975, alors même que les commentaires politiques sur l'Espagne ne comportent pratiquement plus de mentions de l'Opus Dei, des journalistes continuent d'en faire lorsqu'ils

s'interrogent, dans des livres sur l'avenir politique de l'Espagne, où ils récapitulent la période passée. En 1975 toujours paraît *L'Espagne vers la démocratie*, d'**Édouard Bailby**, auteur de reportages pour le magazine 'L'Express' depuis douze ans, après qu'il a passé quinze ans au Brésil. Arrivé pour couvrir les procès des terroristes basques, il doit rendre compte de l'assassinat de Carrero Blanco, ce qui donne lieu dans le deuxième chapitre du livre à des allusions aux “technocrates” dans un retour à la période précédente (p. 22, 23), avec une interprétation “politique” de l'Opus Dei, qu'il confirme dans un troisième chapitre (p. 29-40) intitulé “Les technocrates de l'Opus”, “ni moines ni soldats” selon lui, mais d'une “puissance politique (...) tellement considérable qu'il est impossible de comprendre l'Espagne d'aujourd'hui sans s'y référer”. Il leur attribue le mérite du démarrage économique du pays et du déclin des idéologies. “Laissant intentionnellement planer le doute sur le rôle véritable de l'Opus Dei, ils voulurent démontrer que le développement de l'Espagne franquiste amènerait inévitablement sa démocratisation par le haut. Derrière ce paravent, c'est la haute finance internationale qui est intervenue pour préparer l'Espagne à la succession du Caudillo”. L'auteur souligne le rôle joué dans ce processus depuis 1956 par Lopez Rodo, lequel, “chassant du gouvernement les membres de la Phalange pour les remplacer par des membres de l'Opus Dei, s'entoura de jeunes collaborateurs n'ayant pas connu la guerre civile”. L'auteur fait ensuite état des attaques menées contre l'Œuvre à Madrid (représentation d'un pastiche de “Tartuffe” et manifestation place d'Orient), et décrit sommairement l'Opus Dei, “fondée par Escrivá de Balaguer pour faire échec à l'influence des jésuites en Espagne (...) Nul n'a jamais su quelles étaient les ressources de cette franc-maçonnerie, ni son état financier”. Mais elles sont considérables, dit-il, grâce aux positions que certains de ses membres occupent à la tête de banques ou de compagnies immobilières. Le journaliste fait état de ce que lui a dit le directeur du Bureau de presse de l'Opus Dei à Madrid, Javier Ayesta, qui a tenté des heures durant, dit-il, de le convaincre que les membres agissaient en toute liberté, prenant souvent des positions différentes sur les mêmes sujets. Il décrit ensuite l'Université de Navarre, où on lui a parlé également du respect qu'on y professait de la liberté des étudiants. Revenant sur le terrain politique, il évoque l'affaire Matesa, montée par les ennemis des “technocrates”. “Que les retombées du scandale, l'un des plus graves du régime, n'aient pas emporté Lopez Rodo et ses amis suffit à établir qu'avant d'accéder au pouvoir visible, ils en détenaient un occulte”. Suit un portrait de Laureano Lopez Rodo, commençant par une citation de *Chemin* “Tu es né pour être un chef...”, puis un autre d'Antonio Fontan, qui dit ne se sentir “aucune affinité avec Lopez Rodo”, et proclame devant le journaliste son opposition à la dictature. Enfin il fait allusion à **Calvo Serer** et à une conférence, suivie d'un déjeuner, de Jean-Jacques Servan Schreiber à Madrid, “grâce aux faveurs dont jouissait l'Opus Dei”. Édouard Bailby a donc discerné de fortes divergences d'opinion entre les membres de l'Œuvre qu'il a rencontrés, mais il en conclut simplement que “l'Opus Dei avait déjà [comme l'Église et l'Armée] ses contestataires”. Une autre allusion à Lopez Rodo et à l'Opus Dei sera faite plus loin.

Dans *Après Franco*, **Ramon Chao**, romancier, ancien collaborateur de Radio France International, et correspondant à Paris du quotidien espagnol 'El Alcazar', collaborateur du 'Nouvel Observateur', se livre à une série de portraits et d'interviews, entre autres de **Rafael Calvo Serer**, auquel il consacre sept pages, et qu'il caractérise par son “appartenance active à l'Opus Dei et une fidélité sans nuance à don Juan de Bourbon”. Calvo lui déclare “qu'il appartient à l'Opus Dei comme il ferait partie d'un club de tennis”. L'auteur évoque la rencontre de celui-ci avec Josémaría Escrivá à Madrid avant la guerre civile. Après avoir parlé de la revue 'Arbor', “à laquelle collaboraient des intellectuels de l'Opus Dei et des partisans de don Juan”, il affirme qu'avec la nomination de Joaquin Ruiz Jimenez au ministère de l'Éducation nationale “l'influence de la démocratie chrétienne se renforce et l'Opus Dei multiplie les attaques contre elle”. *In fine*, il fait allusion à la participation de **Calvo Serer** à la Junte démocratique et, non sans ironie, cite dans ce contexte le point 836 de *Chemin*: “servir de porte-parole à l'ennemi est une erreur souveraine et, si l'ennemi est un ennemi de Dieu, un péché capital” “Mais peut-être comptait-il d'avance, ajoute-t-il non sans ironie, sur l'absolution de Mgr Escrivá de Balaguer quand il décida de s'allier avec les communistes...”

Le décalage entre la production littéraire sur l'Opus Dei et l'appréciation de celui-ci par la presse s'accroît, celle-ci ne n'évoquant plus qu'épisodiquement l'Opus Dei, alors que des livres sur l'Espagne continuent de le faire.

En 1976 paraît *Ô Espagne*, de l'hispaniste **Jean Descola**, déjà auteur d'une *Histoire d'Espagne*, où il décrit sommairement l'Opus Dei, en faisant mention d'un démenti de Laureano Lopez Rodo à propos de l'assimilation de l'institution à la politique. Six pages sont consacrées à une présentation de l'Opus Dei, “ni ordre religieux, ni tiers-ordre”, à son expansion dans le monde, suivie d'une interview de Gregorio Lopez Bravo et de deux responsables de l'Opus Dei en France (dont les noms figurent dans les annexes). L'auteur considère comme non pertinente l'appellation de “technocrate de l'Opus Dei”, et il insiste, témoignages des intéressés à l'appui, sur la liberté dont jouissent les membres en matière politique, rappelant au passage le sort qui a été réservé à ceux d'entre eux qui se sont opposés au régime franquiste. Il confirme ceci par un extrait d'une interview d'Escrivá recueillie dans *Entretiens...*, en ajoutant qu'il n'y a rien d'extraordinaire à ce que certains membres aient voulu “mettre leur talent au service de l'État”.

La même année la célèbre collection “Que sais-je?” des Presses Universitaires de France publie *Les institutions espagnoles*, de l'universitaire **Jean Testas**, qui y fait l'éloge des “technocrates”, qu'il assimile à l'Opus Dei.

En 1977 l'écrivain franco-espagnol **Michel del Castillo** publie un essai sur l'Espagne, *Le sortilège espagnol*, dans lequel il consacre un chapitre à sa rencontre avec des personnes de l'Opus Dei à Saragosse en 1952. Leurs tentatives de prosélytisme à son égard y sont évoquées de manière ironique.

Toujours en 1977 **André Dessens** (qui publie habituellement dans le périodique officiel ‘La Documentation française’) signe un ouvrage d'introduction à l'Espagne contemporaine, *L'Espagne et ses populations*. À propos des “groupes de pression” qui y sont à l'œuvre, il consacre six pages à l'Opus Dei, dont il décrit les membres (en fait ceux qui ont des responsabilités politiques) comme un “groupe non monolithique”, dont la ligne de pensée est néanmoins commune. Un encadré est consacré à Lopez Bravo et à Lopez Rodo.

Dans *Espagne année zéro*, le reporter et réalisateur de télévision **Jean-Émile Jeannesson** consacre huit pages à l'Opus Dei, dans lesquelles il reprend une interview qu'il a faite d'Alvaro Domecq pour un magazine de télévision, cite des points de *Chemin* sur la sanctification du travail, où il croit voir “le mythe du père et un modèle social statique, qui justifie l'inégalité et l'exploitation du plus faible par le plus fort”. “N'est-ce pas là une morale totalitaire?” se demande-t-il, parlant d'une “idéologie” de l'Opus Dei et de son éventuelle influence sur la société. “Habilité suprême, dans les premiers temps du franquisme, on pouvait trouver ses membres dans l'opposition, en exil ou en prison. Ainsi l'Opus ne met pas tous ses œufs dans le même panier”. Il applique cette observation à la diversité des origines sociales. “Mieux que l'Action catholique, l'Opus imite les techniques de maquillage et d'infiltration des régimes totalitaires”.

La même année l'universitaire **Sergio Vilar** publie *Dictature militaire et fascisme en Espagne*, qui a pour origine une thèse soutenue à l'Institut d'Études Politiques de Paris. Lopez Rodo y est qualifié de “prêtre-clé de l'Opus Dei” (sic), ayant fait entrer ses “compagnons” dans le gouvernement franquiste de 1957, et permettant ainsi que ces derniers parviennent à “contrôler” le gouvernement de 1969, ce qui provoqua les attaques des Phalangistes et des jésuites (craignant une concurrence de cette nouvelle “secte” dans la conquête des classes dominantes). Le livre évoque Matesa, et la disgrâce consécutive des ministres “technocrates”, tout en affirmant que leur influence aurait été encore plus grande par la suite, grâce au Roi et au Premier ministre Adolfo Suarez. Il parle de “pouvoir économique et idéologique”, de culte de l'efficacité, propre à séduire les classes aisées, qui semblent comprendre que “le *fascisme classique* et la *dictature militaire éhontée* leur sont moins utiles que le technocratisme”. Il concède qu'une “fraction de membres et de sympathisants de l'Opus Dei, dirigée par **Calvo Serer** (...) a établi des alliances avec le PCE dans les Juntas democráticas”. Il compare l'Opus Dei, “nouvelle secte religieuse-financière”, à la Compagnie de Jésus, en se fondant sur une lecture idéologique de *Chemin*, et en citant von Balthasar.

Gallimard publie en 1978 une traduction, *Franco au jour le jour*, où un cousin de Franco, Francisco Franco Salgado, fait état de confidences du Caudillo sur l'Opus Dei et son fondateur, “une personne de grande valeur et très pieuse (...) L'Opus Dei patronne beaucoup de collèges, maisons de prière et d'exercices. Ils font beaucoup de bien et leurs confesseurs sont magnifiques. Cette organisation est irréprochable et pleinement autorisée par S.S. le Pape”. “On attaque l'Opus Dei parce que quelques-uns de ses membres nous prêtent leur collaboration comme ministres et d'autres fonctions administratives”.

Une étape importante de l'historiographie de l'Opus Dei est franchie avec *Les catholiques dans l'Espagne*

franquiste, premier volume de l'édition d'une thèse de doctorat de **Guy Hermet**, chercheur en sciences politiques (Fondation Nationale des Sciences Politiques), auteur de *La politique dans l'Espagne franquiste*.

L'approche est plus sociologique qu'historique. Le ton est souvent ironique et la méthode pas toujours scientifique. Beaucoup d'informations données sont de seconde main, et l'auteur donne un point de vue personnel sur ce qu'a été et aurait dû être le rôle de l'Église dans l'après-guerre civile. Dans cette perspective binaire le premier volume (*Les acteurs du jeu politique*) fait une place à l'Opus Dei parmi "les acteurs" (et même les "coteries") du jeu politique en Espagne sous Franco. Il est présenté comme significatif du catholicisme espagnol. Hermet reactualise l'importance de la diversité des positions politiques et idéologiques des membres de l'Opus Dei, et en tout cas, il n'en conclut pas qu'ils sont libres de leurs choix dans le domaine politique. Ou encore il parle de divisions internes à l'Opus Dei à ce sujet.

Les articles d'Aranguren, les livres d'Artigues, de Le Vaillant et d'Ynfante sont valorisés, avec toutefois de nuances sérieuses concernant la valeur du dernier. L'auteur reprend leur idée de l'élitisme de l'Université de Navarre et des collèges fondés par l'Opus Dei, et il attribue à celui-ci des organes de presse et des activités éditoriales. Il commet quelques erreurs sur le statut et l'esprit de l'Opus Dei et sur son histoire, en le comparant à l'ACN de P. Il prétend aussi dissocier l'esprit de l'Opus Dei de celui de Vatican II. Il a peu recours aux sources provenant de l'Opus Dei (seulement quelques points de *Chemin* et d'*Entretiens....* sur le travail).

Dans le second volume, paru en 1981 (*Chronique d'une dictature*), l'auteur, qui a fait sienne l'assimilation des ministres "technocrates" à l'Opus Dei, suit la progression de carrière des différents ministres concernés. Il n'apporte pas grand chose d'original par rapport à ce qui a été écrit par d'autres sur les différents gouvernements au sein desquels l'équipe des "technocrates" est de plus en plus présente. Il évoque superficiellement l'affaire Matesa.

À cette époque Franco est mort et l'attention de la presse, quand elle parle de l'Espagne, est désormais monopolisée par la personne et le comportement du roi Juan Carlos. Dans les deux livres qui paraissent sur lui en 1980 et 1985, il est fait allusion au rôle qui fut prêté à l'Opus Dei sous Franco.

En 1986 **Guy Hermet**, dans *L'Espagne au XX^{ème} siècle*, nuancera sérieusement ses considérations sur les liens des équipes "d'inspiration technocratique" avec l'Opus Dei. Évoquant "la guerre ouverte" entre ces équipes et les Phalangistes, à partir de 1962-1963, il parle de "coteries, associées à tort ou à raison à l'Opus Dei", ou de "ministres acquis à la coterie technocratique, même s'ils sont souvent étrangers à l'Opus Dei", ou encore d'un groupe hétérogène dont les limites ne se circonscrivent en aucune manière au cercle formel de l'Opus Dei" (p. 238, 246, 247). À propos de Matesa, il précise que les accusations portées contre "trois ministres réputés proches de l'Opus Dei" n'ont jamais été prouvées, et que "l'Opus Dei dément bien entendu ce dont on l'accuse pour des raisons politiques trop évidentes" (p. 251). La bibliographie mentionne *La larga marcha hacia la monarquía* de Laureano López Rodó et *L'Opus Dei en Espagne*, de Daniel Artigues.

En 1986, dans *Juan Carlos. Un roi pour les Républicains*, le journaliste du 'Figaro' **Philippe Nourry**, auteur d'un *Franco, la conquête du pouvoir* (1975), cite l'Opus Dei parmi les groupes de pression, tout en le distinguant de ces groupes. Constatant les divergences entre López Rodó d'une part, **Calvo Serer** et Fontán d'autre part, il avance l'hypothèse d'un "double jeu" tacite entre eux, l'un misant sur don Juan, les autres sur Juan Carlos, pour moderniser l'Espagne, en partant du conservatisme catholique ambiant. Il cite à l'appui de cette vision l'historien du franquisme Ricardo de la Cierva: "Tout en renforçant des conservatismes fondamentaux, [l'Œuvre] donna vie à des courants rénovateurs (...) et réussit à imprimer un sceau d'allègre réconciliation avec les valeurs positives du monde réel, à un catholicisme jusqu'alors majoritairement réactionnaire, confiné et bigot qui avait conforté ses positions sur les ruines de la guerre civile". Nourry insinue en outre l'idée d'une solidarité éventuelle entre les membres en vue d'une réussite matérielle, et il évoque la présence active de membres de l'Opus Dei dans l'université espagnole, en l'interprétant comme un souci de conquérir les élites, à la manière des jésuites jadis. Pour lui l'Opus Dei a pu faire peur par sa manière de marier "le profane et le sacré" de façon "insaisissable". Il mentionne les allusions qui ont été faites à l'Opus Dei dans le scandale Matesa et le procès de Burgos.

De son côté **René Uboldi**, correspondant de plusieurs journaux italiens, soutient dans son *Juan Carlos que*

L'Opus Dei a eu plus d'importance que la Phalange, parce qu'il avait des ramifications profondes dans le monde des affaires, et qu'il dominait par conséquent la partie la plus importante du réformisme dirigé des années 50-60. Il attribue à l'Opus Dei "quelques-uns des technocrates les plus qualifiés de la renaissance économique à venir". Il parle d'un "groupe Carrero Blanco, Lopez Rodó, Opus Dei", et il affirme que le roi, quand il est arrivé à La Zarzuela, a éloigné Santiago Martínez Caro, ami de López Bravo et membre de l'Opus Dei.

Vers cette époque plusieurs ouvrages universitaires sont consacrés à l'histoire de l'Espagne.

En 1986 l'historien marxiste **Pierre Vilar**, professeur à l'Université de Bordeaux III, qui a connu la République espagnole quand il était résident à la Casa de Velásquez à Madrid, signe une *Histoire de l'Espagne*, dans la collection "Que sais-je?" des Presses Universitaires de France. Il y assimile les "ministres technocrates" à l'Opus Dei et parle de "l'action de l'Opus Dei, ordre religieux d'un type nouveau, qui a pour ambition d'encadrer la société laïque, et qui est parvenu à jouer un rôle parfois décisif dans l'appareil gouvernemental"

Joseph Pérez, professeur à l'Université de Bordeaux III, ancien combattant de la Guerre d'Espagne du côté républicain, évoque les "ministres technocrates" dans son *Histoire de l'Espagne*. Il y présente le ministre Vilar Palasi comme "proche de l'Opus Dei".

En 1979, l'universitaire marseillais **Émile Temime**, auteur d'un livre sur la Guerre d'Espagne, et d'un *Lexique historique de l'Espagne*, où il était déjà question de l'Opus Dei, dirige la publication d'une *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours*. On y revient sur l'Opus Dei dans un chapitre signé par Bartolomé Bennassar, historien du XVI^{ème} siècle espagnol, président de l'Université de Toulouse Le Mirail, qui devait publier en 1995 un *Franco*, y en 2004 *La guerre d'Espagne et ses lendemains* (tous deux chez Perrin, à Paris). Sous le sous-titre "Difficultés du franquisme", il évoque l'influence de l'Église dans ce régime, et il présente l'"Institut séculier de l'Opus Dei" comme une institution "marquée au départ par un certain mysticisme", mais dont "la puissance viendra plutôt de la richesse et de l'influence de certains de ses membres que de son action dans le domaine spirituel. Cela sous-entend une véritable interpénétration de l'Église et des classes possédantes, sans qu'il faille toutefois identifier comme on l'a fait hâtivement le pouvoir de l'Opus avec le pouvoir technocratique qui se forme lentement et s'empare du gouvernement avec le changement des années 1958-1960" (p. 255). Il mentionne à plusieurs reprises les "technocrates", ainsi que **Calvo Serer**, expliquant à ce propos le pluralisme par l'existence de "plusieurs courants dans l'Opus".

Dans un tout autre registre, fantaisiste celui-là, **Luis Manuel González Mata**, journaliste d'origine espagnole du mensuel français 'Actuel' (dans lequel il a publié un reportage sur le Vatican où il s'est fait passer pour un prêtre), ancien des Jeunesses franquistes, expulsé de France en 1968 et se prétendant ancien agent secret pour le compte du "Servicio de Documentacion de la Presidencia del Gobierno", publie cette année-là *Les vrais maîtres du monde*. Le premier chapitre est consacré à "l'affaire Matesa", dont il prétend que "les aspects les plus importants ont été laissés dans l'ombre". Il soutient que l'industriel Félix Huarte, "sociétaire de l'Opus Dei", a construit "l'Université de Pampelune, qui appartient à la 'pieuse organisation'", et qu'il a "fondé Matesa avec Jean Vila Reyes (...) L'année suivante des membres de l'Opus Dei sont nommés ministres par Franco et, rapidement, le Conseil général de l'Opus décide d'exploiter au maximum la position clé des sociétaires-ministres, persuadant certains industriels et commerçants de s'allier à nous dans le but d'obtenir des bénéfices tirés des affaires conclues avec l'État [citation d'A. Moncada dans *L'Opus Dei. Una interpretacion*"]". La suite du développement continue de confondre systématiquement les activités de ministres ou d'industriels et banquiers avec celles de l'Opus Dei, cite un livre de "Jesus Ynfantes" (sic), *Los negocios ejemplares*, qui parle des "oeuvres" de l'Opus Dei (universités de Navarre et de Piura entre autres), auxquelles 249.000 0000 pesetas auraient été versées par Vila Reyes. Il enchaîne sur l'assassinat du ministre français de Broglie en 1976, à Paris, rappelant que l'on parlé de l'Opus Dei à propos de cette affaire qui semble avoir un lien avec l'affaire Matesa, par l'intermédiaire d'une filiale de celle-ci, la Sodetex. Tout en reconnaissant qu'il n'y a eu aucune conclusion légale à cette hypothèse, il sème le doute en affirmant que "personne n'a intérêt à ce que la vérité se fasse un jour".

Depuis 1981 en effet, les allusions à l'Opus Dei ne sont plus simplement le fait de livres consacrés à

l'Espagne, mais aussi d'autres, notamment ceux qui évoquent des "affaires" qui ont défrayé la chronique en France, comme on le verra ci-dessous. Ils coexistent donc avec la lignée des "livres espagnols" qui se poursuit.

Essayant de caractériser le régime franquiste, **Claude Polin**, dans le "Que sais-je?" qu'il consacre au totalitarisme exempté Franco de l'accusation d'anti-libéralisme: "Y a-t-il eu politique plus libérale que celle de l'Opus Dei?", écrit-il, faisant visiblement allusion aux "technocrates", sans pour autant employer ce terme.

En 1989 **Thierry Maliniak**, correspondant du 'Monde' à Madrid pendant neuf ans, publie un livre-reportage intitulé *Les Espagnols, de la Movida à l'Europe* dans lequel il fait allusion en passant à "un groupe de technocrates liés pour la plupart à l'Opus Dei" qui a fait entrer l'Espagne dans l'OCDE.

Dans *Le défi espagnol*, publié quinze ans après la mort de Franco, **Bartolomé Bennassar** fait le point sur la transition, en se référant souvent au passé récent. Il constate que "l'expansion continue de l'Opus Dei, malgré l'éclipse de la fonction politique de l'Œuvre, maintient les références aux valeurs religieuses dans la société civile". Il revient aussi sur le gouvernement franquiste de 1957, affirmant que, "à la différence des ministres issus de la Phalange, des gens comme Navarro Rubio, Ullastres, Lopez Rodo, qui étaient tous trois membres de l'Opus Dei, avaient reçu une très solide formation économique, de même que le futur ministre de l'Industrie Gregorio Lopez Bravo".

Dans *L'Espagne au XX^{ème} siècle*, paru en 1992 dans une collection destinée aux étudiants, **Jacques Maurice**, professeur à Paris X et l'essayiste **Carlos Serrano** reprennent l'idée d'un "groupe Opus Dei", décrit (p. 47-48) comme relevant d'une "structure extrêmement complexe", reposant sur "l'obéissance et le secret", avec une idéologie fondée sur le culte de l'efficacité temporelle et de la compétence technique", dont les membres ont été formés à partir de 1958 au sein d'un "institut de formation des cadres de l'économie à Pampelune". Ce groupe investit le pouvoir dans les années 60. Pour eux l'économique prime sur le politique. Ils ont néanmoins un "projet politique" (dit de l'Opus Dei), qui consiste à "assurer la survie du régime en élargissant ses bases sociales par le développement économique." Les auteurs font allusion à l'interdiction du quotidien "Madrid", "dirigé par ancien de l'Opus Dei, Rafael Calvo Serer", parlent d'un gouvernement monocolore d'octobre 1969, par lequel "le Caudillo semble jouer à fond la carte de l'Opus Dei" (p. 56), avant de "mettre fin au monopole exercé par l'Opus Dei sur le pouvoir" en juin 1973 et janvier 1974 (p. 57). À la page suivante Calvo Serer est présenté comme un "dissident de l'Opus Dei".

La figure de Franco prend un nouvel intérêt éditorial (sans explication apparente) avec un essai-fiction et deux biographies, parues successivement en 1995 et 1997.

Dans *Moi Franco*, l'écrivain **Vazquez Montalban** prête à son personnage des propos sur le "double jeu de l'Opus Dei" (deux prétendants au trône), en s'adressant à Lopez Rodo. Il va de soi pour le lecteur que l'auteur a usé de ce procédé littéraire pour exprimer des opinions personnelles.

Dans le *Franco* de **Bartolomé Bennassar** la liberté des membres de l'Opus Dei en matière politique se déduit clairement des confidences reçues par l'auteur de la part de quelques-uns des intéressés (notamment López Rodó et Ullastres). Révisant à la baisse le nombre de ministres appartenant à l'Opus Dei, l'auteur concède que "l'Opus fut incarné au pouvoir par des fortes personnalités". Il observe qu'entre certains ministres étiquetés "Opus Dei" il y eut des vifs conflits, laissant entendre (sans pour autant le dire aussi clairement) que cela tendrait à confirmer qu'ils agissaient de façon individuelle et non concertée. Les *Memorias* de Lopez Rodo figurent dans la bibliographie, et il apparaît qu'ils ont bien été utilisés par l'auteur.

Le *Franco* d'**Andrée Bachoud**, paru deux ans plus tard, entretient de nouveau la confusion entre les engagements politiques et religieux des membres de l'Opus Dei. Cette universitaire considère "*El camino*" de "Fray Escrivá de Balaguer" (sic), comme "typique de la quête d'un réarmement moral (...) face au bolchevisme, au fascisme et à une conception laïque de l'État". Elle parle plus loin de "la nomination à trois postes clé de trois hommes issus de l'Opus Dei", ajoutant que "la tendance à cette époque est de diaboliser tout ce qui touche à la fondation de Mgr Escrivá de Balaguer. Le secret qui entoure la liste de ses membres, l'entrisme à tous les niveaux voulu par son fondateur suscite y compris dans les milieux catholiques traditionnels, des inquiétudes." Elle nuance ensuite le qualificatif de "technocrates", préférant

celui de “droite moderne”, et laisse entendre qu'il y a eu action concertée entre ces ministres, insinuant que leur revendication d'autonomie dans le domaine politique s'explique par le désir d'imposer l'image de leur “apolitisme” afin de mieux faire accepter leurs orientations politiques. Dans des pages suivantes les ministres en question sont assimilés sans plus à l'Opus Dei. Vila Reyes, président de Matesa, en est très proche, prétend l'auteur, qui s'étend sur cette affaire et sur les attaques des Phalangistes contre l'Œuvre, laquelle aurait pris sa revanche dans le gouvernement de 1969. Plus loin elle soutient que Paul VI aurait été réticent vis-à-vis de l'Opus Dei, trop ambigu à ses yeux dans ses relations avec le pouvoir franquiste.

Quand elle parle des “ministres technocrates”, dans *La civilisation espagnole aujourd'hui*, **Jacqueline Ferreras**, professeur à l'Université Paris X, les lie à l'Opus Dei, qu'elle décrit comme “un mouvement de laïcs”, qui infiltre successivement l'Université à partir de 1943, et le monde politique à partir de 1957 (p. 88 -89). Elle évoque Matesa et Rumasa, et mentionne *Camino* dans sa bibliographie.

Dans son *Histoire de l'Espagne*, **Anne Dulphy**, professeur à l'Institut d'Études Politiques de Paris et à l'École Polytechnique, évoque López Rodó et les “technocrates” (p. 359), remarquant “qu'ils avaient tous été en contact avec l'Institut séculier de l'Opus Dei (...) Or celui-ci avait pour but de donner aux élites une formation spirituelle et doctrinale susceptible de leur permettre d'exercer un apostolat dans la vie professionnelle et dans les relations sociales, sans que les modalités soient précisées. Aussi ne convient-il pas de schématiser en l'occurrence le rôle politique de l'Opus Dei, mais plutôt l'intérêt qui est le sien pour la maîtrise des élites, vecteur d'une sanctification de la société”. Elle prétend aussi que “ce nouveau personnel politique a été formé à l'IESE, lié à la Harvard Business School”.

En 1997 *L'Espagne secrète*, de **Jean-Marie Beuzelin**, petit ouvrage pittoresque, commence par un chapitre intitulé “Dans l'ombre de Dieu: L'Opus Dei”, où l'auteur interprète de façon faussement symbolique les 999 points de *Chemin*, parle d'oppositions en Espagne, de secret et d'élitisme, de ministres “technocrates” et de ministres de deux gouvernements Raffarin en France, des relations de la Prélature avec Jean-Paul II, confondant prélature personnelle et prélature *nullius*, de la béatification du Fondateur, preuve du “pouvoir considérable de l'Opus Dei au sein du Vatican”. Un sous-chapitre est consacré aux affaires Rumasa et Calvi. La conclusion est que l'Opus Dei est en train de former les dirigeants de demain, mais dans un sens qui va à l'encontre des mœurs modernes.

En 2000, **Françoise Peyrègne**, professeur émérite à l'Université de Lille-III, présente brièvement l'Opus Dei dans une collection destinée aux étudiants, *L'Espagne du XX^{ème} siècle: le franquisme*, comme “un organisme international destiné à devenir très puissant en Espagne” (p. 59), qui émerge avec Carrero Blanco dès 1951, et qui apparaît après 1957 comme un groupe libéral, auteur du “miracle espagnol” en matière économique, qui contribue au démantèlement du franquisme monolithique, à la modernisation de l'Université, et à l'heureuse succession monarchique. Il infiltre très tôt des institutions essentiels du pays, comme le Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique, des banques, des entreprises d'édition et de presse. La bibliographie inclut les auteurs classiques sur Franco et le franquisme, dont Guy Hermet.

L'Espagne, de Franco à Zapatero, de **Jean Chalvidant**, chercheur à l'Université de Paris II, se présente en 2006 comme un annuaire très complet du personnel politique espagnol de dernières décennies. Les entrées correspondant à des membres de l'Opus Dei reprennent le cliché qui assimile ces personnes à l'institution à laquelle elles appartiennent, comme s'il s'agissait d'un groupe. Quant à l'entrée “Opus Dei”, elle fait de lui un “lobby catholique”, fondé par “un père aragonais”, saint Josémaría Escrivá de Balaguer”, “à l'origine “un mouvement de jeunes intellectuels catholiques soucieux de contrebalancer l'influence de la Institución Libre de Enseñanza”, en “prenant exemple sur la franc-maçonnerie”, pour devenir “à partir de années trente un formidable organe de pression”. Son “organisation militante et l'obligation de secret” peuvent faire peur, de même que l'obéissance des numéraires, leurs apports en argent et leur mortification corporelle. Il est aussi question de vœux. “L'éclatante réussite de l'Opus” se mesure à la quantité de banques et d'entreprises qu'il contrôle (deux paragraphes leur sont consacrés, à la suite d'une mention de l'Université de Navarre et de Tajamar). “L'Opus est un lobby industriel et financier de première importance en Espagne. Mais il n'est pas que cela”. Suit l'évocation des différents gouvernements franquistes où il y a eu des ministres membres de l'Opus Dei et des soi-disant “coopérateurs”, plus une page et demie de noms, publiés par la revue 'Interviù' en 1980.

L'article Escrivá de Balaguer retrace la vie du Fondateur, fait allusion à sa demande de titre de marquis,

qui le lie au carlisme dit-il, et auquel il aurait renoncé “devant les moqueries”. Il aurait peut-être voulu par là “mettre la main sur l'Ordre de Malte”.

L'auteur parle d'une “habitude de secret, calquée sur la franc-maçonnerie”, et de “cléricalisme autoritaire” à la suite d'Ynfante.

Dans *Le temps de Franco*, l'écrivain franco-espagnol **Michel del Castillo**, qui se dit de sensibilité républicaine en France et “juancarliste” en Espagne, relativise le caractère démocratique de la République espagnole des années trente. Il donne une vision assez nuancée de l'époque de Franco, démontant le cliché d'un régime fasciste, qu'il préfère appeler autoritaire, centré sur un “caudillo” autoproclamé, qui utilise la Phalange comme et quand cela lui convient. Pour parler de l'Opus Dei il se réfère à Hermet, et à Ynfante. Les allusions aux “technocrates del Opus Dei”, reprennent les clichés habituels. Il exagère l'enthousiasme de certains de ces ministres pour le capitalisme, confond dans un même groupe des personnalités de tendances très diverses, dont certaines n'appartenaient pas à l'Opus Dei, omet de mentionner les divergences qui existaient entre ceux qui en étaient vraiment membres. L'Opus Dei est qualifié d’“Institut” quasiment religieux, et décrit comme une entreprise d'infiltration du pouvoir au service du rétablissement d'un ordre purement économique, et ses membres sont qualifiés de “réactionnaires.” *Camino* (“*El Camino*”) est cité dans la même perspective, subjective et non chrétienne, que d'autres auteurs précédents.

Dans *Espagne. Histoire. Société. Culture*, **Bartolomé Bennassar** et **Bernard Bessière** opinent en 2009 que le franquisme “a débuté par un phalangisme doctrinaire pour s'achever dans une dictature technocratique, où les ministres de l'Opus Dei jouent un rôle essentiel.” Ils veulent parler de “la génération des Navarro Rubio, Sardá Dexeus, López Rodó, Ullastres et López Bravo” qui ont “jeté en 1959 les bases d'un ambitieux plan de stabilisation destiné à réduire l'inflation, à libéraliser les importations et à canaliser les investissements étrangers vers l'industrie touristique et vers les travaux publics.” Ils font également allusion à Matesa; à trois membres de l'Opus Dei qui ont animé le Consejo Superior de la Investigación Científica, après une première phase “phalangiste”; aux gouvernements Aznar et à des propos “conservateurs” tenus par la reine Sofia à “la journaliste de l'Opus Dei Pilar Urbano dans la biographie qu'elle lui a consacré.

En 2013, **Philippe Nourry** ne consacre que quelques paragraphes à l'Opus Dei, à propos de l'action menée par Lopez Rodo à partir de 1956, dans une *Histoire de l'Espagne. Des origines à nos jours* (Tallandier, Paris.) Cet ancien reporter au Figaro et au Point, résume ce qu'il écrivait déjà dans *Le roman de Madrid* (2008) et *Juan Carlos*, en renforçant toutefois davantage les nuances qu'il y apportait aux affirmations selon lesquelles les différents acteurs politiques appartenant à l'Opus Dei auraient agi de concert, en fonction d'une stratégie cachée, et de cette appartenance même.

Tout en parlant de l'Opus Dei comme d'un groupe, qu'il qualifie successivement de “réseau d'influence”, d’“école de pensée”, de “courant”, de “mouvance” et de “coterie”, il reconnaît que l'Oeuvre n'est pas pour autant l’“hydre conservatrice lancée à la conquête d'un Etat”, ni la “centrale de décisions occultes” que l'on a voulu présenter dans les années 70.

En 2009, le cinéaste **Pierre de Lagarde** consacre deux pages à saint Josémaría Escrivá dans son *Dictionnaire inattendu des grand témoins de l'invisible*, où il voisine avec des écrivains, des cinéastes, des dramaturges, des artistes, des savants, des figures spirituelles, pas nécessairement chrétiens, mais s'étant pourtant suffisamment situés par rapport à Dieu pour retenir l'intérêt des croyants. Dans un paragraphe consacré aux polémiques, l'auteur regrette la collaboration de membres de l'Œuvre à des gouvernements de Franco, dans laquelle il voit une dérive d'un certain goût de l'élitisme.

Le “thème espagnol”, avec allusions obligées à l'Opus Dei, poursuivra sa carrière dans des livres ne portant pas sur l'Espagne, tant il est depuis longtemps ancré dans les esprits.

On l'a retrouvé et on le retrouvera dans des histoires de l'Église, dans des ouvrages de référence, et dans toute une littérature tournant autour de l'Église catholique à partir des années 80. Depuis la mort de Franco, en effet la disparition des “technocrates” et l'oubli dans lequel est tombé **Calvo Serer** empêchent les journalistes d'associer l'Opus Dei à la politique espagnole telle qu'elle se développe désormais, sinon par quelques allusions à des personnalités de droite. Aussi les commentateurs se contentent-ils de rappeler le passé, en reprenant les clichés de l'époque franquiste concernant l'Opus Dei.

Entre temps, d'autres historiens, non hispanistes, ont pris le relais.

L'entrée en scène des historiens non exclusivement hispanistes

Ce n'est que vers la fin des années 70 que les historiens du christianisme, puis les historiens des religions font entrer l'Opus Dei dans leurs récapitulations des phénomènes et mouvements religieux du XX^{ème} siècle. Ce dernier type de recherche historique s'est développée en France à cette époque.

En 1975 trois historiens, **Roger Aubert, David Knowles et Louis-Jacob. Rogier**, parlent de l'Opus Dei dans leur *Nouvelle histoire de l'Église* dans un chapitre sur “Le demi siècle qui a préparé Vatican II”, où ils évoquent l'approbation de 1947. Dans un autre chapitre du même ouvrage, sur “Le catholicisme en Amérique latine après la Deuxième Guerre mondiale”, **Frédéric B. Piké** constate que certains ecclésiastiques latino-américains se sont concertés, au cours des années 50 et 60, “pour tenter, par d'autres moyens que celui de l'enseignement, d'entrer en relation plus étroite avec les classes moyennes et supérieures. Le *cursillo* (mouvement de retraite) et l'*Opus Dei* (société secrète en pleine expansion, sorte d'ordre religieux unique en son genre, fondé en Espagne en 1928, et constitué de prêtres et de laïcs) ont tendu leurs efforts vers cet objectif”. L'auteur ajoute que “ces activités ont été largement critiquées par ceux qui estiment que le souci principal de l'Église devrait être celui des masses, comme aussi par de nombreux jésuites (...) L'aspect le plus singulier, sans doute, de l'Opus Dei dans le contexte du catholicisme espagnol traditionnel, c'est sa tentative d'associer la vertu, et même la grâce de la rédemption au développement de la compétence capitaliste. Toutefois, du capitaliste formé selon les idéaux de l'Opus Dei, on attend qu'il mette ses capacités non pas tant au service du mieux-être de l'individu qu'à celui du bien commun.” Dans un sixième chapitre il est écrit que l'Église d'Espagne a su tirer largement parti du concordat de 1953, “avec l'aide très efficace de l'Opus Dei”.

En 1978, dans son *Histoire de l'Église*, **Dom Guy-Marie Oury**, moine bénédictin, spécialiste de l'histoire des ordres monastiques et de la spiritualité, compte l'Opus Dei parmi “les nouvelles entreprises apostoliques du XX^{ème} siècle, à côté des instituts séculiers et “d'autres associations religieuses, aux formules souples”. Il l'inclut aussi dans son *Dictionnaire actuel des ordres religieux*.

En 1983 le dominicain **Michel Lemonnier**, dans son *Histoire de l'Église*, affirme, à propos des “mouvements laïcs nouveaux”, que l'Opus Dei “travaille à la christianisation du tissu social et de l'organisation politique des pays où il est implanté.

Dans l'encyclopédie *L'état des religions dans le monde*, **Stanislas Maillard** décrit l'Opus Dei comme “une puissante organisation internationale”, qui aurait été fondée en réaction au laïcisme universitaire de la première moitié du XX^{ème} siècle en Espagne; pour réaliser un apostolat dans les milieux intellectuels. Il aurait subi une “réorientation” après la guerre civile, toujours dans un sens “missionnaire et élitiste”, avec une “organisation solidement structurée et hiérarchique”. Après avoir fait allusion à l'Opus Dei et au franquisme, il nuance la revendication de la liberté des membres en matière temporelle en lui opposant une référence à l'obéissance dans les “constitutions”. Il parle aussi de discrétion excessive dans les premiers temps et d'ambiguïté dans les affaires financières de certains membres, qu'il attribue à l'institution elle-même. Dans un encadré il cite des livres ou des articles de M. A. Moreno, K. Steigleder, Y. Le Vaillant, H. Urs von Balthasar, M. Tuininga (*Informations catholiques internationales*), mais aussi *Entretiens avec mgr Escrivá*, et *L'Opus Dei* de D. Le Tourneau.

En 1984 **Pierre Chaunu**, bon connaisseur de l'Espagne et de l'Amérique espagnole, et pionnier de l'histoire quantitative, consacre un chapitre de son *Pour l'histoire* à la sociologie religieuse. Évoquant la fondation de l'Opus Dei il estime que “dans la débandade du XX^{ème} siècle l'Opus Dei, *mutatis mutandis*, tient un peu la place, à un rang plus modeste, qui fut celle des jésuites au XVI^{ème} siècle”. Il compare Josémaría Escrivá à saint Alphonse de Liguori, “ces mal-aimés, ou si vous préférez les Lumières de la nuit”, et il ajoute: “L'œuvre de Liguori a irrigué le catholicisme au XIX^{ème} siècle, l'œuvre d'Escrivá de Balaguer marquera vraisemblablement le XXI^{ème} siècle. Relevant qu'est loin de nous “cette petite bourgeoisie catholique de l'Aragon du début du siècle” dans laquelle naquit le Fondateur, il affirme que “si l'Espagne est aujourd'hui ce qu'elle est, elle doit le meilleur de ce qu'elle est peut-être devenue aux grands ministres de l'Opus sous Franco, qui ont préparé avec intelligence la transition. Quand quelque

chose ne marche pas trop mal, paradoxalement en Amérique hispanique, l'*Opus Dei* n'y est pas étrangère". Parlant enfin des dérives conciliaires et post-conciliaires, il juge que "l'*Opus* est au centre de ce qui fait face et de ce qui résiste discrètement donc efficacement".

En 1988 deux professeurs d'histoire contemporaine du christianisme à Montpellier et Lille III, **Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire**, publient le troisième volume d'une grande *Histoire religieuse de la France contemporaine*. Ils y mentionnent l'*Opus Dei* et le Chemin néocatéchuménal parmi les mouvements européens et nord-américains qui œuvrent en faveur de la nouvelle évangélisation prônée par Jean-Paul II. Ils affirment que l'Œuvre "compte 80.000 membres, dont 40.000 en Espagne, avec des universités de haut niveau". Plus loin les auteurs font le bilan de la "pénétration de modèles étrangers en France" (Focolari, Chemin néocatéchuménal, *Opus Dei* qui "représente par sa spiritualité moderne, son statut original, une organisation qui peut trouver des émules dans d'autres mouvements récents").

Les auteurs reviendront sur le sujet en 2004, dans un ouvrage consacré au "fait religieux", *Nouveaux mouvements*, et dans *Le fait religieux aujourd'hui en France, Les trente dernières années (1974-2004)*. **Yves-Marie Hilaire** y évoque les critiques du P. Valadier, S.J. et du polémiste Thierry Meyssan, animateur du "Réseau Voltaire", critiques qu'il situe dans le cadre de "l'offensive des [catholiques] contestataires contre la nouvelle évangélisation" de Jean-Paul II pour le premier (p. 157), et de la lutte obsessionnelle contre l'ordre moral pour le second. Plus loin, dans un chapitre sur "les germinations nouvelles", il consacre quelques paragraphes à l'*Opus Dei*, en le classant dans "les autres mouvements d'origine étrangère", à la suite des mouvements charismatiques français. Citant le chroniqueur religieux du Monde, Henri Tincq ("Dans l'Espagne ultracléricale de l'époque, ce discours [sur la sanctification] est radicalement nouveau"), il inscrit le débat sur l'*Opus Dei* dans celui qui oppose "deux interprétations divergentes du concile Vatican II, 'continuité' ou 'rupture'", avant de valoriser positivement cette "évangélisation par le haut", dans la tradition des jésuites au XVII^e siècle.

Le grand écrivain catholique **Henri Daniel-Rops**, dans le dernier volume de son histoire de l'Église, paru chez Fayard en 1963, avait écrit qu'en 1928, était née en Espagne "la Société sacerdotale de la Sainte Croix, animée par mgr Esteba, et qui fut bientôt connue sous le nom d'*Opus Dei*. Incluant ensuite des laïcs, qui prononcent des vœux, l'*Opus Dei* visa à répandre parmi toutes les classes sociales, et surtout parmi les intellectuels, la vie de perfection évangélique et la vocation d'apostolat. À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, il était en plein développement et était déjà reconnu de droit pontifical. Il allait prendre une place de premier rang dans la rénovation du catholicisme espagnol."

En 1991, l'historien **Jean Chélini** poursuit l'œuvre de Daniel-Rops, en publiant deux volumes sur le pontificat de Pie XII. Dans le second il fait allusion, dans un chapitre intitulé "L'entreprise apostolique", à la création des instituts séculiers, comme une des initiatives importantes de ce Pape, et consacre trois pages à la description et à l'historique de l'*Opus Dei*, qu'il décrit de manière plus précise que son prédécesseur, dont il relève la "singulière banalité", "correspondant à un besoin actuel, et offrant aux laïcs un engagement chrétien sans rupture avec le monde". Contrairement à l'Action catholique, dit-il, "l'*Opus Dei* ne créait pas de nouvelles structures", mais "dynamisait la foi des laïcs dans leur vie ordinaire, au sein de leurs activités religieuses, paroissiales ou familiales. C'était là une initiative qui séduisait beaucoup Pie XII, soucieux d'enrôler tous les chrétiens, clercs ou laïcs, dans un effort missionnaire d'ensemble". L'auteur cite Gondrand, *Le Tourneau (L'Opus Dei, "Que sais-je?")* et un article de Josémaría Escrivá de 1947, "La Constitucion apostolica Provida Mater Ecclesia y el Opus Dei".

En 1998 **José Andrés Gallego et Anton Pazos** incluent l'*Opus Dei* dans un glossaire des institutions et mouvements de leur *Histoire religieuse de l'Espagne*.

En 2000 paraissent les actes du colloque de la 8^e université d'été de l'association d'historiens "Carrefour d'histoire religieuse" sous le titre *Nouveaux mouvements* (édité par Gérard Cholvy). **Pablo Pérez Lopez**, professeur d'histoire contemporaine à Valladolid, y traite de l'*Opus Dei* en p. 84-86, sous le titre général "Quelques nouveautés dans l'histoire religieuse récente de l'Espagne". Il fournit des données historiques et canoniques, évoque le message du fondateur, avec quelques citations à l'appui, parle des engagements des membres, en précisant que ceux-ci peuvent faire partie d'associations catholiques, mais qu'ils se consacrent surtout à leur famille et à leur travail, qu'ils s'efforcent de sanctifier. L'image "conservatrice" de l'institution s'estompéra au fur et à mesure que l'on assimilera la nouveauté de ce nouveau phénomène

pastoral, conclut-il.

Dans *Passion, tourmente, espérance, Histoire de l'apostolat des laïcs, en France, depuis Vatican II*, **Ludovic Laloux**, en envisageant l'apostolat des laïcs, consacre un chapitre à la "greffe des créations étrangères d'origine latine et catholique". Il affirme que des créations récentes, parmi lesquelles l'Opus Dei, ont du mal à se développer en France. Il n'en consacre pas moins deux pages au "développement discret mais constant de l'Opus Dei".

L'Opus Dei figure dans le "Que sais-je?" de **Michel Feuillet** sur le *Vocabulaire du christianisme*, paru en 2000.

En 2007 l'Université du Littoral (Boulogne-sur-Mer) publie dans le volume *Églises et pouvoirs*, consacré aux actes de la XIV^{ème} université d'été du Carrefour d'histoire religieuse, une étude de **François Gondrand** sur "Le fondateur de l'Opus Dei et les pouvoirs établis", dans laquelle l'auteur situe les relations entre Josémaría Escrivá et les pouvoirs civils, entre les années trente et sa mort, dans le cadre de son enseignement et de sa pratique concernant les respect de l'autonomie du temporel. Il fait notamment allusion à son attitude avant, pendant et après la Guerre d'Espagne, et à ses rencontres, épisodiques et protocolaires, avec Franco. Les trois volumes de la biographie de Vazquez de Prada y sont fréquemment cités, ainsi que *L'itinéraire juridique de l'Opus Dei*.

Les dictionnaires et encyclopédies

A partir de 1963 des ouvrages de référence (dictionnaires et encyclopédies) commencent à inclure l'Opus Dei et son fondateur dans leurs entrées.

Certains reprendront au passage les clichés véhiculés par la presse et par beaucoup d'auteurs que l'on a cités, sur "l'Opus Dei et le franquisme" (ou sur "l'Opus Dei et l'Amérique latine").

Dans l'album *Mémoire du christianisme*, une page est consacrée à l'Opus Dei sous le titre "Une société secrète, "troupe de combat pour Dieu" ". La Prélature y est présentée comme le fruit d'une volonté de reconquête sur le communisme et la société libérale, comme un "État dans l'État en Espagne du temps de Franco, et comme influente au Vatican, et dans les cercles politiques, économiques, et sociaux. Le projet de canonisation aurait provoqué des protestations.

Trois exceptions toutefois dans cette permanence du cliché "technocrates de l'Opus Dei". L'une chez un grand éditeur d'encyclopédies, Larousse, *Panorama du XX^{ème} siècle*, qui parle, à propos du gouvernement espagnol de 1957, d'un "**nouveau personnel dirigeant, abusivement désigné par l'expression générique de technocrates de l'Opus Dei**". L'autre dans l'article consacré à "L'évolution des dictatures" dans la péninsule ibérique de *L'essentiel en cinq volumes* (1989, p. 294), où il est question de "**ces ministres, que l'on a parfois considérés abusivement comme des technocrates de l'Opus Dei** (seuls quelques-uns d'entre eux appartenaient à cette institution, à laquelle ils ne se référaient d'ailleurs jamais dans leur action politique)" et qui "encouragent la reprise économique...".

L'article de l'encyclopédie catholique *THÉO* va dans le même sens: "On a souvent évoqué le rôle politique de membres de l'Opus Dei dans les dernières années du franquisme, alors que cet engagement personnel était en fait une conséquence du caractère laïc de leur vocation, qui les laisse libres d'agir comme ils l'entendent au sein de leurs activités temporelles, dans le cadre de ce qui est compatible avec la foi."

En 1994, Dominique Le Tourneau consacre cinq pages à la description de l'Opus Dei dans le *Dictionnaire historique de la papauté*, ouvrage dans lequel il définit également l'office des moines, les prélatures personnelles et la béatification, en mentionnant celle de Josémaría Escrivá.

D'autres ouvrages encyclopédiques se contentent de décrire l'Opus Dei, avec parfois des imprécisions juridiques dans les termes, ou de présenter Josémaría Escrivá, en faisant allusion, pour certains, à des critiques, par exemple sur la béatification du Fondateur, ou à d'autres jugements péjoratifs ou ambigus, mais sans reprendre totalement leur compte les clichés habituels.

Au total ce sont donc 35 dictionnaires et encyclopédies qui définissent l'Opus Dei et/ou son fondateur.

Ces mentions sont particulièrement importantes pour l'historiographie de l'Opus Dei, dans la mesure où,

s'agissant la plupart du temps de descriptions ramassées dans des ouvrages de référence, destinés à des consultations rapides (amplifiées aujourd'hui sur la Toile), elles sont susceptibles de marquer les esprits et d'être reprises ailleurs. Quand elles contiennent des erreurs ou des imprécisions, qu'il s'agisse de références lapidaires à la politique espagnole au temps du franquisme, ou de mises en doute du sérieux du procès de béatification du Fondateur, ou même de simples allusions à des "critiques" entendues, on peut dire qu'elles se cristallisent dans l'image de l'Opus Dei, quelle que soit d'ailleurs l'exactitude des autres termes employés pour définir celui-ci.

En 1983 le théologien moraliste Jean-Marie Aubert fait deux brèves allusions à l'Opus Dei dans l'encyclopédie *Catholicisme*.

D'autres ouvrages collectifs vont plus loin, en décrivant l'Opus Dei et sa spiritualité.

Le *Dictionnaire des miracles et de l'extraordinaire chrétiens*, publié sous l'égide de l'École cathédrale du diocèse de Paris, consacre un article à saint Josémaría Escrivá, sous la signature de l'abbé Guillaume Derville. Il situe la fondation de l'Opus Dei dans un contexte d'atonie intellectuelle et d'anticléricalisme en Espagne. S"on message christocentrique va à contre-courant de ce que bien des catholiques vivent". Plusieurs homélies sont citées, ainsi que différents types d'œuvres collectives d'apostolat. La bibliographie cite 26 livres, dont 8 du fondateur.

Dans *Les instituts séculiers, Une vocation pour le nouveau millénaire*, Pierre Langeron explique que l'Opus Dei a été un institut séculier pendant trente ans, avant de devenir une prélature personnelle (p. 8). En p. 174 il affirme que el P. Gemelli avait suggéré à Pie XII d'étendre le statut de l'Opus Dei à des clercs. Une notice de trois pages sur la vie de saint Josémaría Escrivá est incluse dans *Le Livre des merveilles*, un recueil de notices sur des chrétiens qui sont passés à la postérité, publié par Mame/Plon en 1999, à l'occasion du Grand jubilé de l'an 2000.

L'actualité ne fournissant plus l'occasion d'en parler à propos de l'Espagne, comme on l'a vu, l'Opus Dei apparaît peu à peu, tant dans la presse que dans la production éditoriale, dans une perspective plus large, liée à des actualités ou à des modes: livres sur Jean-Paul II, sur les catholiques, sur les sectes, sur quelques "affaires", ou encore dans des fictions romanesques.

Une nouvelle approche : l'Opus Dei lié à Jean-Paul II et à Benoît XVI

Dès son élection, en 1978, la personnalité et l'action de Jean-Paul II fascinent les journalistes. Des livres commenceront paraître sur ce pape à partir de la fin des années 80. Ils seront suivis par quelques autres, sur Benoît XVI. Le fait qu'il y ait parmi eux cinq traductions montre l'intérêt commercial que le sujet revêt pour les éditeurs français. On trouve dans 21 de ces ouvrages, comme s'il s'agissait d'un passage obligé, une référence plus ou moins appuyée à l'Opus Dei, considéré comme un des "mouvements" ou des groupes catholiques sur lesquels le Pape s'appuie pour mener son action, en raison de leur dynamisme, de leur fidélité au saint-siège, de leur orthodoxie doctrinale, notamment en matière morale. Ils sont du coup classés comme *conservateurs*. Il arrive aussi que l'Opus Dei soit présenté comme influençant dans ce sens la "politique" du Pape.

En 1987, dans un ouvrage collectif dirigé par deux sociologues, **Paul Ladrière** et **René Luneau**, *Le retour des certitudes. Événements et orthodoxie depuis Vatican II*, le théologien **Jean-Pierre Jossua** mentionne brièvement l'Opus Dei dans un chapitre intitulé "La condition des théologiens depuis Vatican II, vue par l'un d'entre eux", comme un exemple de retour à l'avant-Concile sous le pontificat de Jean-Paul II.

René Luneau reprendra ce thème dans un ouvrage collectif présenté avec **Patrick Michel**, *Tous les chemins ne mènent plus à Rome*, où deux chapitres font allusion à des "groupes réactionnaires" qui seraient favorisés dans l'Église au détriment d'autres.

On retrouvera **René Luneau**, dans un autre ouvrage collectif, *Les rendez-vous de Saint-Domingue. Les enjeux d'un anniversaire (1492-1992)*, où il affirme que Jean-Paul II "prend appui principal sur les nouveaux mouvements, qui visent à développer l'esprit chrétien dans la classe moyenne, et surtout parmi les élites, Communion et Libération, et plus encore l'Opus Dei".

L'année de la béatification de Josémaría Escrivá, en 1992, Grasset publie la traduction du livre de **Kenneth Woodward**, *Comment l'Église fait les saints*, où ce journaliste de 'Newsweek' met en cause la manière dont s'est déroulé le procès, présentant le fondateur comme un homme "vain", chef d'un "mouvement quasi-sectaire à l'intérieur de l'Église", qu'il compare aux Mormons. Il juge "plat" et étroit d'esprit *Chemin*, dont il cite neuf points où il croit voir "une étroitesse d'esprit, une constante défiance vis-à-vis de la sexualité et une grande platitude d'expression". Il parle de "secret" sur les noms des membres et sur leurs "opérations séculières", et de recrutement "agressif". Il manipule un témoignage du rapporteur de la Cause, le P. Eszer, en interprétant de façon péjorative ses réponses à des questions portant sur la régularité du procès, sa rapidité, et l'interrogation de témoins hostiles à la cause.

Constance Colonna Cesari, journaliste free-lance travaillant pour l'hebdomadaire 'L'Événement du Jeudi' et le quotidien 'Libération', consacre à "la stratégie de l'Opus Dei" un sous-chapitre de son livre *Urbi et Orbi*, et se livre à de nombreuses allusions dans les chapitres suivants. L'idée est que la Prélature fait partie des "réseaux" qui agissent dans l'Église dans un sens conservateur, à côté de mouvements, charismatiques ou autres, et à la place de l'Action Catholique. Tous attachent de l'importance à la vie spirituelle et obéissent au Pape et à leurs gourous respectifs. L'Opus Dei "se développe dans l'Espagne franquiste". Ses membres peuvent être laïcs ou prêtres. Le Fondateur fait l'objet d'un encadré d'une page et demie, où il est décrit comme "orgueilleux, extrêmement ambitieux et manipulateur". Il aurait voulu "atteindre la gloire d'un Ignace de Loyola. "El Camino est pour les membres un livre saint". Il est fait allusion à l'expansion de l'Œuvre hors d'Espagne à propos d'un voyage réalisé en 1989 en Europe par mgr del Portillo, "évêque de Madrid". Les membres sont des "soldats de Dieu" dans cette armée où les numéraires sont "des professionnels de l'appareil". Jean-Paul II a accordé un statut qui permet d'échapper à la tutelle des évêques, en mettant une "élite" au service du Pape. Certains membres se sont rendus indispensables dans des diocèses et au Vatican. Navarro Valls dirige l'information du Saint-Siège. En Espagne l'Opus Dei contrôlerait 600 organes de presse et des écoles. Il est associé aux mouvements "conservateurs", dans d'autres chapitres, notamment dans celui qui est intitulé "Rapports de force".

En 1994 le même texte sera réédité chez un autre éditeur, sous le titre *Le Pape, Combien de divisions?*

Dans *La politique selon Jean-Paul II*, deux universitaires belges, **Daniel Dustin et Charles Pire**, dénoncent des critiques formulées contre l'Opus Dei en Allemagne et comparent l'œuvre de Josémaría Escrivá et celle du cardinal Cardijn en Belgique.

Dans *Plaidoyer pour Jean-Paul II*, l'universitaire **Joël Benoît d'Onorio** démythifie l'Opus Dei en deux pages, et explique ce qu'est une prélature personnelle.

Le journaliste américain **Carl Bernstein** (un des deux dénonciateurs du Watergate) et le vaticaniste italien **Marco Politi** consacrent beaucoup d'espace à la crise polonaise, et à une supposée complicité entre Jean-Paul II et Ronald Reagan dans *Sa Sainteté Jean-Paul II*. À propos des canonisations proclamées par ce pape, ils reproduisent une note anonyme qui qualifie de controversée la béatification du fondateur de l'Opus Dei, "mystérieuse organisation catholique laïque". "Jean-Paul II s'est toujours senti particulièrement proche de l'Opus Dei ([dont les membres] sont presque tous extrêmement conformistes sur le plan théologique, vouent une fidélité aveugle au Pape et ont énormément d'influence dans leurs pays respectifs (...)) L'Opus Dei a soutenu Karol Wojtyła depuis qu'il était archevêque de Cracovie".

En 1996 le vaticaniste italien **Giancarlo Zizola**, dans un livre consacré à la succession de Jean-Paul II et aux neuf *papabile* qu'il croit discerner cette année-là, fait allusion à l'Opus Dei à propos des cardinaux Pironio, Ruini, Somalo, Gantin et Moreira Neves. À l'exception du premier, il les considère comme favorables à l'Œuvre. Il a rappelé auparavant le nom d'Antoniutti, à propos du conclave qui a élu Paul VI, et un propos critique de mgr Rossano, et fait une allusion à la fonction de Navarro Valls (p. 125). Il reviendra à la charge l'année suivante dans *Les papes du XX^{ème} siècle*, avec cette phrase: "Pour la relance du rôle planétaire de l'Église, le Pape compte sur l'Opus Dei, sur le mouvement Communion et Libération et sur les Focolari".

Dans *Jean Paul II aux deux visages*, le prêtre espagnol **Pedro Miguel Lamet** qualifie l'Opus Dei de de "franc-maçonnerie blanche" et de "sainte maffia". Il renvoie celui qui veut connaître une analyse de l'Œuvre à Peter Hertel, en situant son livre parmi les "nombreuses et sérieuses études" sur le sujet (l'éditeur est en fait le même que le sien). Il évoque l'évolution du statut juridique depuis Pie XII, parle

d'un "état-major sacerdotal secret", et dit que Paul VI aurait freiné le processus. Le cardinal Wojtyła voyait "en ces prêtres propres, bien coiffés (...) une suite à son clergé sans failles de Pologne". Il recevait dit l'auteur, "le soutien de l'Opus Dei dans son évêché". Ce pape élèvera l'Opus Dei au rang de prélature personnelle, en dépit des oppositions qui se sont manifestées dans la Curie et dans les conférences épiscopales. De même il encouragera la béatification du fondateur, à propos de laquelle l'auteur multiplie et exagère les critiques entendues. La cérémonie est "le point d'orgue qui permet à Jean-Paul II, en dépit des difficultés, d'accorder le passeport de l'Église pour l'Opus Dei".

En 1996 l'éditeur **Sélection du Reader's Digest** consacre deux pages à l'Opus Dei dans un album illustré intitulé *Voyage au cœur du mystérieux*. Le texte insiste sur "l'organisation fortement hiérarchisée" de l'Œuvre et son influence au Vatican, allègue que par la béatification de son fondateur (quatre photos) Jean-Paul II a voulu récompenser l'Opus Dei "pour le soutien financier apporté par l'Œuvre au syndicat polonais de Lech Walesa, Solidarité". Suivent la mention des critiques formulées par les "détracteurs", celles concernant les ministres "technocrates" étant atténuée par une appréciation positive de leur action. La conclusion relativise les critiques et cite l'éloge de Josémaría Escrivá par Jean-Paul II. Le même texte se retrouvera en 2009 dans un album intitulé cette fois *Au cœur des sociétés secrètes*. Quelques paragraphes ont été ajoutés, qui font allusion au *Da Vinci Code*, le roman et le film ayant eu pour effet, selon l'auteur, d'enlever à l'Opus Dei la respectabilité qu'il s'était acquise avec la béatification de son fondateur. Il n'y a plus d'allusion à Lech Walesa, mais des soupçons d'influence au sein de la société et de l'Église. Le prélat actuel, mgr Echevarria, est mentionné, et les chiffres de 80.000 membres dans 90 pays et de 1.500 membres en France sont avancés. Il est fait mention d'universités, telle que l'Université de Navarre, "de renommée mondiale".

En 1998 le journaliste catholique **Jean Offredo** ('Actualité religieuse dans le monde', TF1) voit chez de nombreux évêques nommés par Jean-Paul II une appartenance à "une tendance conservatrice de l'Église", certains d'entre eux étant "membres de l'Opus Dei ou sensibles à ses thèses". Ils se servent encore aujourd'hui des théologies de la libération pour renforcer un pouvoir ecclésial sans vrai débat pastoral". Il explique en note que "le rôle joué par l'Opus Dei sous la dictature du général Franco, ses liaisons en Amérique latine avec les pouvoirs conservateurs, ainsi que sa vision très *identitaire* et institutionnelle du catholicisme ont contribué à lui donner l'image d'un mouvement rigide et d'ordre moral, peu enclin à des remises en question facilement taxées de progressisme".

Dans *Église qui vient, Au-delà des crises*, l'abbé **René Laurentin** voit dans l'Opus Dei "une fondation florissante", formant "des prêtres et des laïcs engagés dans la prière, l'évangélisation et des actions humainement et spirituellement fructueuses", même si son expansion a "suscité des craintes analogues à celles de la Compagnie de Jésus, née dans le même pays". Il explique la réputation de "secret" par le souci du fondateur de trouver un statut juridique adéquat pour l'Œuvre.

Dans ce qui fut la première grande biographie de Jean-Paul II, le théologien américain **George Weigel** décrit l'Opus Dei après un développement consacré aux canonisations, mais il se contente d'évoquer brièvement la béatification de Josémaría Escrivá en relevant qu'elle a suscité "une large approbation.". Le reste est consacré au statut de prélature personnelle, très discuté au Vatican, mais que le pape a approuvé, sans tenir compte des controverses que l'Opus Dei avait déjà suscitées, en raison du rôle politique qu'on lui attribué et de sa réputation "préconciliaire." *Chemin* est qualifié comme un livre "moins qu'éblouissant", par l'auteur, qui reconnaît que certaines critiques ont pu avoir la jalousie pour origine. Mais l'importance accordée à l'apostolat laïc et la sanctification du travail ont pu emporter l'adhésion de Jean-Paul II. "L'Opus Dei n'en demeurerait pas moins un sujet de controverse pendant tout le pontificat", conclut Weigel.

En 2003 le journaliste **Bernard Lecomte** publie un *Jean-Paul II* où il est question de l'Opus Dei, qu'il présente comme secret, élitiste y conservateur. Il prétend que la canonisation de Josémaría Escrivá et celle du Padre Pio répondent à un souci d'équilibre devant l'opinion publique. Au début du premier chapitre, il cite une phrase de Jean Paul II aux participants à un congrès UNIV (il s'agit en fait d'une expression de Josémaría Escrivá): "Ne soyons anti-rien!".

Bernard Lecomte reviendra sur le sujet dans *Les secrets du Vatican*, œuvre de démythification dans laquelle il consacre un chapitre à ce qu'il appelle "La revanche de l'Opus Dei". Il y explique comment

Jean-Paul II a connu l'Œuvre à Rome avant d'être élu. Même s'il démythifie des idées reçues, notamment sur la concession d'une prélature personnelle et sur la béatification du Fondateur, il croit devoir expliquer la volonté de discrétion de ce dernier par ce qu'il a vécu au cours de la Guerre d'Espagne. Il le présente comme marqué par cette période "militariste".

Jean Paul II, La fin d'un règne, est publié en 2003 par les éditions Golias. Il s'agit d'un ouvrage collectif très critique, édité sous la direction de **Christian Terras**, directeur de la revue éponyme. On trouve dans les auteurs cités, le P. Lamet, C. Bernstein et M. Politi.

L'Opus Dei fait l'objet d'un chapitre de 29 pages, signé par **Peter Hertel**, "Jean-Paul II et l'Opus Dei". Il y est question de la béatification du Fondateur, qui a "couronné" cet "état-major général du Christ"; de mgr Herranz; de Navarro Valls et de "cardinaux proches" de la Prélature, ou "sous influence" (dans la perspective du conclave qui élira le prochain Pape); d'évêques membres de la Prélature; de la présence de membres dans les congrégations romaines, de prélats d'honneur et de chapelains de Sa Sainteté, et de l'importance que tout ceci peut avoir pour le prélat de l'Opus Dei, notamment en matière d'information. Grâce à sa "stratégie d'infiltration", la Prélature peut "placer ses troupes à l'insu des évêques diocésains", et exercer une influence "politique et économique" à l'échelle mondiale. "Pour tisser sa toile d'araignée l'Opus Dei concentre ses centres d'intérêt sur le Vatican, les organisations internationales et les postes clés du capitalisme international", n'hésitant pas à combler les caisses du Saint-Siège en cas de besoin. On retrouve là l'image diffusée par Ynfante et Le Vaillant au début des années 70, et reprise depuis par certains articles ou livres inspirés par la "théorie du complot".

Alain Vircondelet, professeur à l'Institut catholique de Paris et essayiste, publie en 2004 un *Jean Paul II*, où il fait allusion la rapidité du procès de béatification de Josémaría Escrivá, qu'il situe dans une atmosphère de "fin de règne". Il inclut l'Opus Dei dans les groupes qui ont contribué au succès des Journées mondiales de la Jeunesse à Paris en 1997. Il affirme que la canonisation du Padre Pio et du Fondateur de l'Opus Dei, préférés à Charles de Foucauld et à Oscar Romero, montrent qu'il existe une "ligne dure" dans le pontificat. Il remarque aussi que, dans la cérémonie de canonisation, le Pape a insisté davantage sur l'exemple de vie spirituelle de Josémaría que sur l'Opus Dei lui-même ("que certains considèrent comme sectaire").

L'Opus Dei est cité en 2005 dans un petit livre d'un jeune diplômé d'une école de commerce, **Laurent Salin**, *Vers une Europe vaticane?*. L'expression (polémique à l'époque) date des années 50. Il est question ici de l'influence du Saint-Siège sur l'élargissement de l'Union européenne, via notamment *Communism et Libération* et *l'Opus Dei*, qui a été précédé en Espagne d'une "réputation sulfureuse". Concurrençant les jésuites, il contrôlerait des journaux, des magazines, des chaînes de télévision et des agences de presse. "L'Opus" ne saurait "rêver de meilleure situation pour l'un de ses hommes" que celle de Navarro Valls à la Salle de presse. Ces deux mouvements vont "dans le sens de la seconde évangélisation prônée par Jean-Paul II".

Dans *Benoît XVI, les défis d'un Pape*, **Éric Lebec** évoque l'Opus Dei dans un chapitre intitulé "Les grands féodaux". Il s'y inspire des affirmations d'un livre d'Oberlé ou d'articles de presse. Le message de Josémaría Escrivá est décrit avec ironie, et le statut de 1982 est présenté comme devant protéger un "club des bons".

Dans *Benoît XVI, le Pape qui ne devait pas être élu*, **Jean-Marie Guénois**, chroniqueur religieux au 'Figaro', caractérise les "communautés nouvelles" par un culte du fondateur, qu'il retrouve dans l'Opus Dei.

Dans *Le Saint-Piège*, le journaliste du 'Monde diplomatique', et réalisateur de télévision **Bruno Fouchereau**, enquête sur le Vatican de Jean-Paul II et de Benoît XVI. La thèse défendue par le journaliste est qu'une minorité de religieux intégristes colonisent l'Église catholique pour mener à bien la reconquête des esprits.

Dans *Le Roman du Vatican secret*, l'ancien correspondant du Figaro à Rome **Baudoin Bollaert** et le vaticaniste **Bruno Bartoloni** traitent du Vatican de manière anecdotique. Ils consacrent quelques pages à l'Opus Dei, en citant des Mazery et Plunkett.

Dans *La confession d'un cardinal*, **Olivier Le Gendre** imagine le dialogue d'un journaliste et d'un cardinal de Curie, cette fiction permettant à l'auteur de développer ses propres idées sur l'Église. Plusieurs

pages sont consacrées à l'essor des mouvements, présentés comme plus dociles et moins sécularisés que d'autres institutions. Malgré leurs dérives, certains cardinaux les favorisent (Ratzinger et Scola, pour Communion et Libération, Sodano, pour les Légionnaires du Christ). Les reconnaissances officielles des mouvements ne font pas taire les critiques de l'auteur, qui les compare à la solidité des grands ordres ayant fait leurs preuves depuis des siècles. Quant à l'Opus Dei, classé parmi les mouvements, il aurait financé Solidarnosc, après avoir fait de même pour mgr Marcinkus avant le "suicide" de Calvi. On attribue à l'Oeuvre les dérives de certains mouvements: goût du secret, demandes systématiques d'argent, vénération excessive pour le fondateur. Si les dénonciations de ces dérives en haut lieu n'ont pas eu d'effet, c'est parce que la Secrétairerie d'État a jugé qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes. À titre de preuve de la faveur de Jean-Paul, l'auteur cite le statut "exceptionnel" accordé à l'Opus Dei par ce pape.

Les enquêtes journalistiques et sociologiques sur "les catholiques"

Il arrive que l'Opus Dei "bénéficie" d'un courant d'intérêt pour un thème porteur. Ainsi celui des "catholiques", envisagés sous un angle sociologico-journalistique. Les optiques sont la plupart du temps critiques et les données largement inexactes. Cette nouvelle optique est contemporaine, à partir de 1990, de celle qui associe l'Opus Dei au pontificat de Jean-Paul II, jugé "conservateur" en matière morale. L'Opus Dei est donc envisagé dans une nouvelle perspective, qui s'éloigne du cadre étroit de "la vie politique sous Franco", ou des contextes latino-américains, même si ces références peuvent être rappelées, à propos de l'histoire de la fondation (dans ces cas c'est, pourrait-on dire, pour en faire une circonstance aggravante du jugement péjoratif porté). Dans cette nouvelle approche l'Opus Dei est intégré dans un cadre plus large, celui des "nouveaux mouvements", apparus dans l'Église dans la décennie précédente.

En 1990 **Anne Devailly**, fraîche émoulue du Centre de Formation des Journalistes à Paris, publie une enquête sur les motivations de ceux qui rejoignent les communautés nouvelles, *Les charismatiques*. Après avoir évoqué les Focolari, "Communion et Libération", l'Opus Dei et les Scouts d'Europe aux JMJ de Compostelle, elle revient plus en détail sur l'Œuvre, qu'elle rapproche du Renouveau. "Comme l'Opus Dei, que Jean-Paul II a reconnu jusqu'à en faire une prélature personnelle, cette expansion s'est faite avec la bénédiction papale". L'Opus Dei est cité plus loin, à propos de l'archiduc Otto de Habsbourg (sans doute en raison de ses relations passées avec **Rafael Calvo Serer**), et aussi du groupe d'édition et de presse Média-Participation ('Famille Chrétienne', Mame).

En 1995 un ancien journaliste de France-Soir, **Yves Bergès**, recueille dans *Les pavés du Vatican*, des affirmations contenues dans d'autres ouvrages et articles, parlant de Franco et de Pinochet, et de recrutement dans le Gotha international.

En 1995 paraissent deux livres-enquêtes sur les catholiques français, signés respectivement par Valérie Hanotel, du 'Figaro', et Véronique Grousset, du 'Figaro Magazine'.

Valérie Hanotel décrit l'Opus Dei de façon neutre et objective dans un encadré de son livre *Les cathos*, mais dans une rubrique qui évoque aussi L'Action française et la Contre-Réforme catholique. Elle y parle de l'évolution de son statut juridique, et précise que ses membres ne prononcent pas de vœux. Ses sources sont la revue 'Notre Histoire', les encyclopédies THEO et QUID, et la revue Golias.

Dans un *Guide pratique du catholicisme*, rédigé, selon l'éditeur, "sous le contrôle d'un collectif de prêtres", **Véronique Grousset** parle de l'Opus Dei comme d'"une organisation internationale catholique secrète (...) que l'on prétend fort riche et très puissante". Josémaria Escrivá "s'est bel et bien fixé pour mission de mener une nouvelle croisade. À l'origine contre le marxisme, aujourd'hui pour le soutien à Jean-Paul II, mais aussi et en général: contre les attaques que subit la chrétienté et contre la dépravation de mœurs, pour la gloire du catholicisme et pour la sainteté des membres de l'Œuvre". Pour elle l'Opus Dei "n'a pas bonne réputation de nos jours (...) On lui reproche d'abord ses méthodes de recrutement, parfois qualifiées d'endoctrinement", la soumission qu'elle impose à ses membres, les techniques de mortification auxquelles s'adonnent certains d'entre eux (...), la dévotion qu'inspire la mémoire de son fondateur (...), toutes pratiques évoquant bien entendu une secte" (...) Sur le plan extérieur on l'accuse ensuite de drainer beaucoup d'argent vers les caisses du Vatican". Suit une allusion à l'affaire Calvi "On ne prouva rien par la

suite. Mais le surnom resta désormais d'*Opus Dei*, la pieuvre de Dieu. (...) Imperturbables et parfaitement formés aux techniques de communication modernes, les numéraires de l'Œuvre demeurent cependant très sereins, barricadés derrière l'honorabilité que leur confère le statut de "prélature personnelle du Pape", encore transportés d'être parvenus à obtenir la béatification solennelle de leur fondateur".

En 1997 les journalistes **Sophie Coignard et Marie-Thérèse Guichard** ('Le Point'), dans *Les bonnes fréquentations*, incluent l'Opus Dei dans les réseaux d'influence en France à propos de la Fondation Lejeune, reprenant les analyses de Golias et de Thierry Meyssan ("Réseau Voltaire"): élitisme, constitutions secrètes, organisation proche de celle de la franc-maçonnerie. "L'Opus Dei repose, disent-elle,s sur un système pyramidal, composé à base de "cellules" qui travaillent à la tâche qui leur est assignée sans rien connaître de l'ensemble de la structure à laquelle elles doivent obéissance. À sa manière, opaque, internationale, très hiérarchisée, et avec la force de frappe qu'apporte son infiltration au cœur même du Saint-Siège, l'Œuvre continue l'éternel combat contre le modernisme commencé bien avant sa naissance..." Des personnalités sont supposées être membres ou proches de l'Opus Dei, sans que ces affirmations soient pour autant catégoriques.

Dans le même registre, on trouve de brèves allusions sont faites à l'Opus Dei dans le livre qu'a consacré **Ghislaine Ottenheimer** aux réseaux de la franc-maçonnerie française, *Les frères invisibles*.

En 1999 l'essayiste catholique **Jean-Marie Paupert**, passé du progressisme à une position traditionaliste, attribue la crise post-conciliaire de l'Église, dans *Les chrétiens de la déchirure*, à des relents de protestantisme, et à l'influence des juifs et des musulmans. Il voit dans les Foyers de charité de Marthe Robin et dans l'Opus Dei, généralement classés "à droite", dit-il, un retour au "piétisme". Pour lui ils ne sont ni mystérieux ni des "États dans l'État", mais "des sortes de congrégations chrétiennes (...) regroupant des prêtres et des laïcs animés du même désir de perfection spirituelle". Pour l'Opus Dei la méfiance provient de son statut particulier, "ainsi que de ses origines dans le régime de Franco, et de son recrutement élitiste".

Dans *Les laïcs dans le souffle du Concile*, **Catherine Masson**, de l'Université catholique de Lille, situe l'Opus Dei dans l'Église, et soutient que sa fondation a été liée aux circonstances historiques de l'Espagne dans les années trente. Elle rappelle qu'on lui a attribué une volonté de pouvoir quand quelques-uns de ses membres étaient ministres de Franco, et elle compare son rôle à celui de la Compagnie de Jésus dans les siècles passés.

S'il ne classe pas l'Opus Dei dans l'intégrisme, **Dominique Lormier**, catholique converti au bouddhisme, parle néanmoins à son propos, dans *La dérive intégriste*, de "dérives sectaires".

Dans *Les nouveaux soldats du Pape, Légion du Christ, Opus Dei, traditionalistes*, les sociologues **Caroline Fourest et Fiammetta Venner** dénoncent les groupes "conservateurs" qui s'opposent à l'avortement et à l'homosexualité. Le chapitre "Purifier le siècle grâce à l'Opus Dei" occupe un tiers du livre. Il décrit des "intégristes au milieu d'un monde laïc", qui s'abritent derrière Vatican II pour diffuser une doctrine en fait préconciliaire: abaissement des femmes, (avec une description tendancieuse d'une école hôtelière), culte de la douleur, activisme politique menaçant la laïcité de l'État. L'Opus Dei est présenté comme une "secte dans l'Église", ou une "Église dans l'Église", même s'il est question des statuts juridiques successifs. La vie du fondateur et l'histoire de l'Œuvre sont décrits sous un angle politique. La vie d'un membre est évoquée à l'aide de points de *Chemin*. La pratique de la correction fraternelle fait penser elle aussi aux sectes. Les auteurs s'interrogent sur l'influence réelle de l'Opus Dei en France et concluent par une critique de Benoît XVI, accusé de "puritanisme" dans sa manière d'aborder la relation homme-femme. En dépit de quelques nuances, apportées pour lui donner une certaine vraisemblance, le ton de l'ouvrage est constamment négatif.

Fiammetta Venner cite l'Opus Dei à propos d'un procès intenté par l'association AGRIF dans *Chronique de l'intégrisme ordinaire. Tour du monde du fanatisme religieux*, pour une caricature de Benoît XVI, et d'autres croquis dénonçant "la montée en puissance des courants intégristes, comme les Légionnaires du Christ et l'Opus Dei."

L'insistance de certains de ces essais sur le "secret" attribué à l'Opus Dei, et sur certaines pratiques ascétiques de ses membres préparent le terrain à des accusations plus graves, qui incitent d'autres auteurs à

inclure l'Œuvre dans des ouvrages sur les sectes. Depuis quelques années quelques-uns d'entre eux avaient même anticipé cette tendance.

Autres ouvrages sociologiques “catégorisants”

Dans les livres qui traitent de l'Église, dans une perspective sociologisante et binaire, on relève également des allusions à l'Opus Dei, classé comme “conservateur”, voire intégriste.

Il faut dire que l'apparition dans le paysage sociétal d'une **institution catholique**, composée d'une grande majorité de laïcs et de prêtres, a de quoi faire peur à des personnes sensibles à une conception fermée de la laïcité, si l'on présente cette institution comme **très hiérarchisée**, et faisant grand cas de l'obéissance. Il est alors facile de pousser la description jusqu'à la caricature, comme a commencé de le faire la presse, et d'inclure l'Opus Dei dans une liste de mouvements et d'institutions “identitaires”, qui militent contre l'évolution libérale de la société.

En 1978, **Grégory Pons**, journaliste au 'Figaro Magazine' et membre de l'association néo-païenne de droite GRECE (Groupement de Recherche et d'Études pour la Civilisation Européenne), qualifie l'organisation catholique conservatrice qui a succédé à “La Cité Catholique” d’“Opus Dei à la française”, dans *Les rats noirs*. Il laisse entendre ainsi que l'Opus Dei est une organisation de droite, et espagnole. L'auteur a vu les livres de Josémaría Escrivá en vente dans la librairie de ce mouvement. C'est la seule preuve qu'il avance...

En 1986 un auteur qui n'est pas décrit sur la 4^e de couverture de son livre, **André Van Bosbeke**, publie à Anvers un *Opus Dei en Belgique*. Partant d'un épisode récent —des manifestations bruyantes, attribuées par la presse à l'Opus Dei, au cours d'une audience publique de Jean-Paul II à Louvain en mai 1985—, l'ouvrage enchaîne sur une “idéologie” supposée de l'Opus Dei, sur la foi de nombreuses citations de *Chemin*. “**Rafaël Calvo Serrer**” (sic) est présenté comme l’“idéologue” de l'Opus Dei. Suivent des témoignages de John Roche, Klaus Steigleder (qui ont copié des passages d'une revue interne de l'Opus Dei, “Crónica”), et d'autres anciens membres; des évocations des affaires Matesa, Calvi et Rumasa. L'auteur cite une grande quantité d'associations et sociétés, et de patronymes belges (parmi lesquels ceux de 54 aristocrates), ainsi que des personnalités ecclésiastiques de ce pays. L'Opus Dei est assimilé à ces associations, et à différents groupes classés à droite, et même à la revue 'Communio', l'auteur n'ayant visiblement pas pris connaissance de l'article critique du théologien Urs von Balthasar (un des fondateurs de 'Communio', comme il le dit lui-même), paru dans une revue suisse en 1963. Il parle également d'une personne qui se faisait appeler “Michel de Bourbon” et s'était fait passer pour membre de l'Opus Dei dans une émission d'une télévision allemande sur les trafiquants d'armes. L'auteur paraît donc ignorer le procès que lui a aussitôt intenté l'Opus Dei à cette personne pour lui interdire de le faire. Le livre mentionne Le Vaillant, Péan, Ynfante, Roth, Pons, Tapia. Il est bourré d'erratas et de traductions approximatives, comme “numerarii” et “supernumerarii”, pour parler de membres de l'Œuvre.

Dans un ouvrage qui propose une nouvelle vision des relations internationales fondée sur la sociologie comparative, “donnant plus d'importance aux migrations, aux religions, aux mafias et aux entreprises qu'au jeu entre États souverains”, *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, **Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts** remarquent que “le christianisme romain s'appuie sur un réseau très dense d'organisations internationales (...) étroitement contrôlées par l'Église de Rome”. Ils englobent sous ce vocable des associations proprement dites et l'Opus Dei, “dont le gouvernement central est à Rome, dont le prélat est confirmé par le Pape et dont chaque unité est placée sous le contrôle de l'évêque local”.

L'essayiste belge **Luc Nefontaine**, spécialiste de la franc-maçonnerie, publie en 1993 *L'Opus Dei*, aux éditions du Cerf à Paris. Conçu sous une forme qui rappelle celle de la collection “Que sais-je?” des Presses Universitaires de France, ce *compendium* évoque successivement le Fondateur et l'histoire de l'Œuvre, son organisation, sa spiritualité et les “visages de l'Opus Dei”. L'auteur, qui cite dans sa bibliographie Artigues, Le Vaillant, Idoya, Hermet, Oberlé et Saunier, fait une certaine place aux critiques entendues sur les rapports avec le franquisme (il compte dix-sept ministres ou sympathisants dans le

gouvernement de 1969, évoque l'affaire Matesa, mais conclut ce chapitre avec une certaine prudence, tout en mettant en valeur la thèse de Guy Hermet: “une direction de pensées convergentes d'une élite catholique et néo-conservatrice”), et l'influence de l'Opus Dei dans l'Église et dans le monde. S'il ne met pas en cause la place de l'Œuvre dans l'Église, il consacre quelques phrases et un encadré aux recommandations du cardinal Hume aux directeurs de l'Opus Dei dans son diocèse en 1981. Tout en rappelant les déclarations du Fondateur et de son successeur sur la liberté des membres dans le domaine politique, l'auteur parle néanmoins de formation des élites et de réseaux d'influence, et il affirme que la discrétion des membres de l'Opus Dei a conduit à de mauvaises interprétations de leur action en Belgique, en Italie (rapport Scalfaro) et en Amérique latine. Pour autant “la puissance de l'Opus Dei et un mythe” (p. 99). Le livre s'achève par l'*iter* de la cause de béatification de Josémaría Escrivá et sa réception dans la presse internationale, avec le témoignage de deux anciens membres. Il conclut en définissant l'Opus Dei comme une “institution typique du catholicisme intégral”, et en aucune façon une “sainte Mafia, une “Église dans l'Église” ou une “franc-maçonnerie catholique”

En 1995, un prêtre, professeur de théologie dogmatique à l'Institut catholique de Lyon, **Pierre Lathuilière**, spécialiste de l'œcuménisme et membre du groupe des Dombes, publie sa thèse (*Peut-on parler d'un fondamentalisme catholique?*) sous le titre, *Le fondamentalisme catholique. Signification et eschatologie..* Il y mentionne l'Opus Dei dans plusieurs notes en bas de page, qui font référence à Penny Lernoux, à D. Le Tourneau (*L'Opus Dei*, coll. “Que sais-je?”), à Urs von Balthasar, à Peter Hertel et à un article de 'Scripta Theologica'. Dans d'autres notes l'Opus Dei est qualifié de “piétiste”. En p. 286 l'éloge du travail fait par le point n° 359 de *Chemin* est présenté comme un exemple de dépassement de soi.

Dominique Lormier, catholique d'origine initié au bouddhisme zen, consacre, dans *La dérive intégriste*, 11 pages à l'Opus Dei, dont il décrit l'histoire, l'organisation et les buts, avant de mentionner l'accusation de sectarisme et de secret qui lui est opposée, en se fondant sur des déclarations d'anciens membres, sur un pamphlet d'Arnaud de Lassus, et sur des déclarations de von Balthasar, compensées il est vrai par une citation du cardinal O'Connor, archevêque de New York. Il parle de connivences avec la droite espagnole et cite des Mazery, Etchegoin et Lenoir et, de manière critique, l'enquête de Patrice de Plunkett.

En 1993 deux journalistes du Figaro, **François Bazin et Joseph Macé-Scaron** publient *Les politocrates*, un essai politique où ils parlent de l'Opus Dei comme d'une “franc-maçonnerie intégriste”, dont certains disent qu'elle est “une sainte maffia dont le but est le pouvoir dans l'Église”, implantée en France depuis 1964, ayant recruté d'abord dans l'entreprise, puis dans le milieu politique, comme en Espagne. Ils citent comme proches Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille, et un voisinage, dans un immeuble contigu du boulevard Saint-Germain, à Paris, avec une officine de droite.

La même année l'essayiste **Guy Sorman** tente de réconcilier le libéralisme, l'Église et l'éthique dans *Le Capital suite et fins*, et s'intéresse à l'Opus Dei dans cette perspective, appuyant son propos sur les entretiens qu'il a eus avec deux professeurs de l'Université de Navarre et un de l'Université pontificale de la Sainte Croix. Mais son propos est nettement bienveillant.

En revanche l'ouvrage de l'ancien jésuite anglais **Michael Walsh**, *Le monde secret de l'Opus Dei*, apparaît comme sensationnaliste et entièrement à charge contre l'institution; comme le laisse prévoir la 4^e de couverture: “Quelle vérité cache l'Opus Dei derrière ses activités si jalousement tenues secrètes? Une Église dans l'Église? Pourquoi alors la papauté lui accorde-t-elle son soutien?”. L'auteur remercie d'entrée cinq anciens membres pour leurs confidences. Il relate un voyage au Pérou, où il a cru voir un contraste entre la “richesse” du séminaire d'Abancay, tenu par des prêtres de l'Opus Dei, et la misère environnante. Il enchaîne sur l'Espagne, le Royaume Uni et les USA, où il rencontre des personnes qui peuvent l'informer. Suivent un historique de la naissance et du développement de l'Opus Dei, et deux chapitres consacrés au changement de statut, un survol de la “spiritualité”, à partir d'une lecture critique de *Chemin*, où l'auteur croit déceler du pélagianisme dans les appels à la volonté, et des conseils susceptibles “d'apaiser la conscience des hommes d'affaires”, ainsi qu'un mépris de la femme. Les citations sont confrontées à ce que lui ont affirmé d'anciens membres, dont les Anglais John Roche et Vladimir Felzman sur des pratiques ascétiques, telles que la confession; l'entretien fraternel, la correction fraternelle et le cercle hebdomadaire. “La politique et les affaires” relate des polémiques nées en Colombie, au Chili, en

Italie (affaire Calvi), en Espagne (Matesa), auxquelles s'ajoutent des affirmations de relations entre l'Opus Dei et des sociétés en Angleterre et en Espagne. Un chapitre est consacré au prosélytisme "agressif" dans les clubs et les résidences, sous le titre de "Catholicisme sectaire". Il y est fait référence aux recommandations du cardinal Hume en 1981, et à des conversations avec plusieurs anciens membres, avant un long rapprochement entre les pratiques de l'Œuvre et celles des sectes. La béatification de Josémaría Escrivá est critiquée, en raison de sa rapidité et de l'accusation de "vanité" que rapporte l'auteur, qui le taxe en outre de fausse humilité. Il en fait aussi un partisan de la cause carliste en Espagne. La bibliographie cite, outre des ouvrages favorables à l'Œuvre et les œuvres de Josémaría Escrivá, les noms d'Artigues, von Balthasar, Carandell, Hermet, Hertel, Moreno, Olmi, Rocca, Roche, Ynfante, Felzman, Steigleder, Tapia, Tuininga et Zizola.

En 1996, **Hervé Laurent** fait figurer sur la couverture de son livre *Les mystères templiers d'hier et d'aujourd'hui* le sous-titre: *Des chevaliers du Moyen-Âge aux croisés modernes de l'Opus Dei. Une histoire inachevée*. L'Introduction soutient que "l'Opus Dei se voue au pouvoir et à l'argent, afin d'être le fer de lance d'un catholicisme militant au service d'une église en perte de vitesse". Un chapitre, intitulé "L'Opus Dei tire les ficelles", qualifie celui-ci de "puissance occulte qui contrôle partiellement l'institution vaticane". Un certain Père Mounet, chargé de la réhabilitation canonique de l'Ordre du Temple aurait prétendu devant l'auteur que la Prélature s'inspirerait de celui-ci quant à sa manière de court-circuiter la hiérarchie de l'Église, propos confirmés par un ancien membre de l'Opus Dei, le P. Felzman, dit l'auteur, qui croit voir le plan d'une forteresse templière dans le complexe de Torreciudad.

En 1995, la journaliste et politologue **Fiammetta Venner** fait allusion à l'Opus Dei dans *L'opposition à l'avortement*. Il y est question de la députée Christine Boutin, du professeur Jérôme Lejeune, du secrétaire général du Conseil de l'Europe, Marcelino Oreja, et de l'influence de la Prélature au Vatican.

Le même auteur reprendra ces mentions en 2006 dans une adaptation de la thèse qu'elle a présentée à l'Institut d'Études Politiques de Paris (*Les mobilisations de l'entre-soi. Définir et perpétuer une communauté. Le cas de la droite antionale française*) dans *Extrême France: les mouvements frontistes, nationaux-radicaux, royalistes, catholiques traditionalistes et pro-vie en France* Elle y évoque la présence de Madame Marguerite Delvolvé et d'Isabelle Schneider-Muller à la tête de l'Association pour la Promotion de la Famille, relais de l'Opus Dei au Parlement français, et la proximité avec l'Opus Dei de l'Association pour la Défense de la Vie.

En 1998, dans *Les secrets de l'Opus Dei*, traduit de l'allemand et publié par les Éditions Golias, **Peter Hertel** présente la Prélature comme un "bataillon secret et agressif", comme une "sainte maffia", qui monte de manière irrésistible dans l'Église, au point d'apparaître comme le fer de lance du combat de Jean-Paul II. Dans ce que l'auteur appelle "la restauration catholique" soutenue par le Pape, s'affirme selon lui "la vocation politique de l'Opus Dei", instrument d'une "collusion entre le capitalisme et l'ordre moral", tâche pour laquelle des gens jeunes sont recrutés. La bibliographie distingue les ouvrages "recommandés par l'Opus Dei", ceux qui sont dûs à d'anciens membres, et ceux écrits par d'autres, mais tous critiques. Les annexes concernent la fondation suisse Limatt, la demande adressée par mgr del Portillo au cardinal Baggio en vue d'une transformation de l'Opus Dei en prélature personnelle, des documents internes, et un texte allemand concernant une affaire d'espionnage. Peter Hertel publiera de nouveau un livre sur l'Opus Dei chez le même éditeur avant la béatification de Josémaría Escrivá, en 2002, sous le titre *Les chemins de la gloire*. Il y est de nouveau question de réseaux politiques, économiques et financiers, et de l'influence de l'Œuvre au Vatican.

La maison d'édition de la revue "catholique critique" Golias publie en 2006, sous la plume de son directeur, **Christian Terras**, *Enquête au coeur d'un pouvoir occulte*, un pamphlet unilatéral, qui prétend faire la lumière sur une "organisation secrète catholique violemment critiquée". Le schéma est celui de Hertel, dont il reprend des passages entiers: celui d'un "bataillon de choc", disposant de "puissants réseaux politiques, économiques et financiers, qui est parvenu à infiltrer, entre autres, plusieurs organisations internationales", qui sépare hommes et femmes, enrôle les jeunes dès l'âge de 14 ans, et où l'on pratique **la flagellation**" (4^{ème} de couverture). L'auteur évoque la vie du Fondateur, sa béatification, l'organisation de l'Opus Dei, son "infiltration" du Vatican, ses modes de financement, récapitule des "affaires" (Calvi, assassinat du commandant des Gardes suisses du Vatican), auxquelles il ajoute un lien avec le président du

Comité International Olympique, Juan Antonio Samaranch, l'affaire de l'espion américain Hanssen, curieusement mis en parallèle avec le cardinal Cipriani, archevêque de Lima. Plusieurs pays d'Amérique latine sont évoqués, ainsi que l'implantation en France, grâce à "d'anciens nostalgiques du pétainisme", avec des allusions à l'affaire de Broglie (liée à Matesa), à celle des avions-renifleurs (ELF), et la mention d'un certain nombre confrenciers du Centre culturel Garnelles à Paris. Le livre se conclut par un excursus sur la sympathie grandissante de Benoît XVI pour l'Opus Dei, et sur un glossaire (probablement réalisé à partir de l'allemand, au vu des nombreuses coquilles et gaucheries de traduction).

En 2004, la publication en français du best-seller de **Dan Brown**, *Da Vinci Code* donne lieu à la publication de cinq livres qui en relèvent les erreurs historiques et théologiques. Mais l'Opus Dei ne bénéficie pas toujours de cette entreprise de démystification, et l'accent mis par le roman sur la mortification corporelle frappe les esprits, comme on l'a vu dans la presse de l'époque.

Dans un ouvrage collectif paru en 2004, *Les secrets du Da Vinci Code*, un article est consacré à l'Opus Dei par le jésuite **James Martin**. Il y parle d'apostolat dans les milieux franquistes dans les années trente, de douze ministres dans un gouvernement de Franco, de gouvernement clérical, d'une réserve vis-à-vis de l'Opus Dei attribuée à Paul VI. Un développement concerne l'Œuvre aux États-Unis, avec une (critique du prosélytisme exercé par les membres sur les campus (interview de la présidente de l'organisme anti-secte américain ODAN). Trois pages sont consacrées à la réponse de l'Opus Dei au *Da Vinci Code*. Une définition de l'Opus Dei est donnée dans le glossaire final, avec un rappel des critiques entendues sur la **mortification**.

Dans *Sur les pas du Da Vinci Code. Le Guide*, l'Américain **Peter Caine** fait quelques discrètes allusions à l'Opus Dei.

Le Code Da Vinci décrypté, du journaliste américain **Simon Cox**, rédacteur en chef d'une revue historique non conformiste, ne prend pas parti sur l'Opus Dei, auquel il consacre trois pages (141-144), dans ce glossaire des noms propres cités dans le roman. Il décrit les fins de la Prélature, et parle de la richesse de "l'ordre", de son siège à New York, des différentes sortes de membres, de la mortification corporelle.

En 2005 la journaliste américaine **Amy Welborn**, dans *Da Vinci Code, la grande mystification*, veut présenter l'Opus Dei d'une façon différente de celle de Dan Brown, en soutenant qu'il a "manifestement, et malheureusement, remplacé l'ordre des jésuites dans la conscience populaire, comme représentant le secret et l'hypocrisie" (théorie du complot). Admettant toutefois que certaines personnes aient pu "faire des expériences malheureuses dans leurs relations avec l'Opus Dei", elle remarque aussi que ces rapports négatifs et désenchantés sont les seuls retenus par Dan Brown. "Ce n'est qu'une face de la médaille –elle est importante, mais ce n'est pas la seule", dit-elle, ajoutant qu'il y a contradiction entre le caractère laïc des membres de l'Opus Dei et la présentation de l'un d'entre eux comme un moine, ce qui est pour elle une "erreur monumentale". Un passage de *Quand le Christ passe* sur la vie cachée de Jésus est utilisé pour souligner que le christianisme traditionnel n'ignore pas la nature humaine du Christ. La canonisation du fondateur est mentionnée, et un encadré définit les prélatures personnelles, dont la relation avec l'évêque du lieu est présentée comme assez semblable à celle d'un ordre religieux. La pratique de la **mortification corporelle** est justifiée par des arguments de bon sens. Cela dit, pour l'auteur, il y a autour de l'Opus Dei une atmosphère qui favorise les spéculations "parce que, effectivement, certains de ses aspects restent secrets. Par exemple, l'Opus Dei ne publie pas la liste de ses membres, et il leur déconseille de dire qu'ils appartiennent à l'Opus Dei", même si c'est par souci d'humilité.

Les journalistes **Frédéric Lenoir et Marie-France Etchegoin** publient à la même époque *Code da Vinci: l'enquête*, où, dans le cadre d'une démystification point par point du *Da Vinci Code*, ils alignent les clichés sur l'Opus Dei: minoration du rôle des femmes, élitisme, mortification excessive, détournements financiers, "Église dans l'Église". Néanmoins les auteurs affirment que "l'Opus Dei appartient bel et bien à l'Église catholique", avant d'en faire une description à peu près objective. Pour eux néanmoins "au fil des années, l'Opus Dei est devenu une véritable structure patriarcale autoritaire". Ils comptent 12 ministres dans un gouvernement de Franco qui en compte 17, en 1969.

Le cliché (droite contre gauche, conservateurs contre progressistes, intégristes contre libéraux) est si bien ancré que des journalistes sont tentés d'assimiler à l'Opus Dei (sans avancer la moindre preuve) toute personnalité catholique qu'ils perçoivent comme rigoureuse dans sa conduite. Ainsi du juge d'instruction

français Courroye, “catholique rigoriste, proche, dit-on, de l'Opus Dei” selon le journaliste du Figaro **Éric Zemmour** dans *Le coup d'état des juges*.

En 2007 le philosophe et psychanalyste slovène **Slavoj Zizek** décrit l'Opus Dei comme une “infâme maffia blanche” obéissant aveuglément au Pape, pénétrant les cercles financiers les plus fermés, et protégeant partout les prêtres pédophiles.

En 2008 **Henri Tincq** publie *Les catholiques*, une enquête sur l'Église et les critiques qu'elle subit. Il consacre à l'Opus Dei quatre pages bienveillantes, dans lesquelles il relativise les critiques les plus souvent formulées, en en attribuant la cause à une discrétion excessive de la Prélature, jusqu'à la parution du *Da Vinci Code*. Il fait état de la revendication d'autonomie des membres en matière temporelle et de l'absence de toute condamnation de l'institution en tant que secte.

En 2009 *Le roman du Vatican secret*, de **Baudoin Bollaert**, ancien rédacteur en chef du Figaro et de **Bruno Bartoloni**, ancien vaticaniste de l'AFP à Rome, est un recueil d'anecdotes et de détails pittoresques sur la Cité du Vatican et le Saint Siège, où l'Opus Dei n'apparaît que de façon marginale.

La dénonciation des phénomènes sectaires

L'approche sociologique “catégorisante” qui vient d'être décrite, nourrira tout naturellement une littérature qui s'attache à la dénonciation des phénomènes sectaires.

Depuis les années 60, en effet, l'Église se trouve de plus en plus en porte-à faux vis-à-vis de la société, pour des raisons liées d'une part à l'émergence de **nouvelles conceptions de l'autorité** socialement acceptables (refus d'obéir sans plus à ce qui vient d'en haut, libre expression, participation à la vie de la cité et de l'entreprise), et à **l'évolution des mœurs** (liberté sexuelle, pilule contraceptive, éclatement de la famille, individualisme hédoniste). L'Opus Dei, tel qu'il est perçu (hiérarchique, discipliné, porteur de valeurs chrétiennes traditionnelles et d'une stratégie visant à les imposer à la société, obéissant au Magistère, “papiste”, “espagnol” façon ancienne, spiritualiste, évangéliste, etc.), cristallise cette opposition. Il n'est d'ailleurs pas la seule institution qui soit dans ce cas. A partir des années 80, les “nouveaux mouvements, groupes de prière, groupes à visée politico-religieuse aidés ou animés par des laïcs, avec une base spirituelle (Communion et Libération, Focolari), ou institutions religieuses à buts nettement apostoliques, comme les Légionnaires du Christ, sont “alignés”, et de façon souvent critique, avec l'Opus Dei, dans les énumérations de phénomènes nouveaux, non conformistes par rapport à l'Action catholique de la deuxième génération (celle de “l'enfouissement”), aux initiatives apostolico-politiques de l'après-guerre (prêtres ouvriers, Mission de France), ainsi que des communautés de base suscitées par la théologie de la libération.

C'est dans ce contexte que, vers la fin des années 70, une plus grande sensibilité à la défense des libertés individuelles, amène des journalistes et des publicistes à dénoncer les sectes, ou les dérives sectaires d'institutions religieuses. L'Opus Dei figure dans certains de ces ouvrages, auxquels viendront s'ajouter des “révélations” d'anciens membres et des livres polémiques sur l'Opus Dei, s'inscrivant dans une optique “dénonciatrice”. Peu d'observateurs remarquent que l'appui officiel qui lui est accordé au plus haut niveau de l'Église (“les protégés de Jean-Paul II”) et l'accusation de sectarisme sont assez contradictoires. Mais d'une part on a vu que c'est souvent l'Église qui est visée; et d'autre part, si l'on relève la contradiction approbation-dénonciation, dans une perspective catholique, on pourra toujours dire que l'on ignore en haut lieu dans l'Église les dérives sectaires qui se produisent dans certaines de ses institutions, ou qu'on les couvre.

Mais dans un premier temps il n'y a rien de plus dans ces livres que dans ceux qui enferment l'Opus Dei dans des catégories conservatrices, avec une stratégie occulte de conquête du pouvoir, mise aveuglément en œuvre par d'intelligents fanatiques obéissant à des consignes venues d'en-haut.

En 1977, l'informateur religieux du 'Monde' **Alain Woodrow** inclut l'Opus Dei dans son livre *Les nouvelles sectes*. Il y parle de la fondation de l'Opus Dei comme d'un moyen imaginé par son fondateur pour réanimer d'esprit chrétien une Espagne sous l'emprise d'une puissante franc-maçonnerie et offrir une alternative au marxisme naissant”, par “l'infiltration de l'élite du pays pour une “prise de pouvoir”

occulte”: “Les juifs ont dominé le monde par la banque. À nous de faire mieux” (citation attribuée à Escrivá par Marlène Tuininga dans 'Informations Catholiques internationales' du 1^{er} juin 1970, laquelle ne fait que reprendre une phrase entendue à Madrid par Marcel Niedergang, du 'Monde'). Woodrow croit déceler de l'élitisme et un goût du secret dans le texte des Constitutions dont il dispose (l'humilité collective qui justifie la discrétion des membres lui paraissant entrer en contradiction avec le rejet du secret dans les mêmes Constitutions, sauf au prix d'une “casuistique jésuite”, dit-il.)

En 1978 **Fanny Cornuault** parle elle aussi de l'Opus Dei dans *La France des sectes* publié par un éditeur spécialisé dans l'érotisme et le mystère. Elle l'inclut dans les 250 mouvements qu'elle présente comme sectaires ou déviants, le décrivant comme un institut séculier, “autrement dit un ordre religieux laïque dont les membres mènent une vie ordinaire en apparence, mais se sont secrètement engagés à respecter les règles d'une vie monastique”. Pour elle il existe plus d'une centaine d'instituts de ce genre, “intérieurement organisés suivant une hiérarchie qui a pris son modèle sur celle de la Compagnie de Jésus”. Les membres de l'Opus Dei seraient, affirme son responsable de l'information en France, “libres d'adopter les opinions politiques de leur choix”, malgré, ajoute-t-elle, “le pouvoir qu'exerce en Espagne l'Opus Dei dans le domaine politique”. L'organisation est sommairement évoquée, des adresses sont données par l'auteur qui fait du Fondateur “un ancien avocat converti au catholicisme”, et parle de jeunes “soumis à un véritable conditionnement psychologique qui les amènent progressivement à adopter les vues et les jugements de l'Œuvre”. Reprenant les termes de “sainte maffia” (cf. Le Vaillant), elle conclut que “les agissements de ce curieux institut s'exercent souvent dans un domaine qui n'a, tout bien réfléchi, rien à voir avec la religion, les buts spirituels s'égarant de temps à autre dans des itinéraires moins avouables”. Elle se demande enfin si “les membres de l'Œuvre ont une idée claire du rôle qu'on leur fait jouer”. On retrouve là l'image des pions manipulés par un chef d'orchestre invisible, dont on ne peut d'ailleurs rien dire puisqu'il est “secret”...

En 1979 un ancien policier et un militaire du Renseignement français **Robert Facon et Jean-Marie Parent** publient *Sectes et sociétés secrètes*, dans une collection “Connaissance de l'étrange”. Ce répertoire consacre 12 pages à l'Opus Dei, présenté comme “mystérieux”: un article des “Constitutions” prohiberait leur publication; la biographie du Fondateur serait difficile à cerner, de même que l'organisation et le nombre de membres, que seuls quelques enquêteurs perspicaces auraient réussi à percer. Une sélection de points de *Chemin* met en évidence les notions d'obéissance, d'élitisme, de pauvreté (exprimée de façon ambiguë selon les auteurs). Il est question de “puissance financière”, de contrôle de l'Université et d'influence politique (adaptée il est vrai à chaque pays, disent-ils, mais selon des principes immuables, non démocratiques). On évoque les débuts en France, avant de conclure à un Opus Dei, “société secrète” et instrument au service de la papauté”. Les auteurs cités et copiés sont Artigues, Demichel, et Saunier.

Le même éditeur, spécialisé dans les ouvrages à sensation, publiera en 1980 une *Encyclopédie des sectes dans le monde*, dû à deux journalistes, dont l'un a déjà écrit des ouvrages anecdotiques, et l'autre un livre sur les sectes, **Christian Plume et Xavier Pasquini**. Ils y affirment que “les affiliés à cet ordre religieux laïc s'engagent à mener une vie de chasteté, de pauvreté et d'obéissance. Leur organisation est semblable à celle des jésuites”. Les “grades” (différentes sortes de membres) “représentent la partie visible de l'iceberg Opus Dei, la véritable direction est assurée par des prêtres constitués en Société Sacerdotale de la Sainte Croix”. “En théorie les membres peuvent adopter les positions politiques de leur choix, mais dans la réalité il paraît en être autrement, puisqu'on y reconnaît une coloration politique d'extrême-droite”. On inculquerait aux jeunes “un esprit chrétien ultra-catholique, qui sera utile lorsque, devenus adultes, ils exerceront des responsabilités et sauront “dans quelle direction” penser”. Suit une page de témoignages extraits du premier Bulletin d'information sur Josémaría Escrivá, avec deux phrases de lui et quatre récits de faveurs, attestant la reprise de la pratique religieuse de certaines personnes. Les auteurs prétendent que “certains témoignages font apparaître que l'Opus Dei a aidé financièrement des “soldats perdus” de l'OAS” (Organisation de l'Armée Secrète, organisation clandestine née à la fin de la guerre d'Algérie). Xavier Pasquini avait déjà cité l'Opus Dei dans le cadre d'un article sur la laïcité, publié par la revue maçonnique 'Humanisme'. Il y faisait allusion à la politique française.

L'intérêt pour les sectes rejoint celui pour les nouveaux mouvements religieux, avec lesquelles sont souvent classées. Parmi eux les charismatiques.

L'abbé **Jean Vernet**, du diocèse de Montauban, expert des phénomènes sectaires au sein de la Conférence des évêques de France (service "Pastorale, sectes et nouvelles croyances"), nuance les affirmations antérieures. Mais il inclut lui tout de même l'Opus Dei dans une étude générale sur les mouvements chrétiens dans *Des chercheurs de Dieu "hors frontières"*. "Les jeunes qui entrent nombreux à l'Opus Dei y apprécient le soutien ferme et amical du conseiller spirituel qui leur est proposé. Ceci compense les reproches bien connus (...): élitisme, infiltration des hautes-sphères de la société pour une prise de pouvoir occulte, spécialement dans le domaine politique. Les ministres de Franco "ne doivent pas occulter les véritables objectifs (...): l'annonce de l'Évangile et la sanctification personnelle par et dans la vie quotidienne".

En 1985, dans un petit répertoire des sectes, *Sectes, Églises et sociétés*, de **Jean-Claude Paulin du Besset**, l'Opus Dei est décrit dans un article de 15 lignes, comme un "ordre religieux laïc et secret" reconnu comme premier institut séculier. "Devise: 'Sois viril, sois un homme, puis sois un ange.' [citation infidèle de *Chemin*, n° 22, reprise de Marianne Monestier, qui citait elle-même un Bulletin du Grand Orient de France]" "Esprit légèrement fascisant (...) chasteté, pauvreté, obéissance pour les 'numéraires' (prêtres) (...) Pouvoir politique certain en Espagne (...) L'homme est fait pour travailler (...) L'Opus Dei a créé des universités (...) Recrutement universitaire".

Serge Hutin, ancien attaché de recherches au CNRS, auteur de livres sur l'ésotérisme, attribue à l'Opus Dei, qu'il rapproche de la franc-maçonnerie, une "influence occulte" dans *Les sociétés secrètes d'hier et d'aujourd'hui*.

Dans *Confession d'un chasseur de sectes*, le sociologue suisse **Jean François Mayer** raconte comment il a demandé à être admis dans l'Opus Dei comme numéraire en 1973, et comment il en est sorti peu après. Il a fréquenté ensuite une église schismatique et des groupes intégristes. Ces expériences lui ont permis, dit-il, de comprendre le fonctionnement de plusieurs mouvements religieux, mais aussi de récuser une présentation caricaturale de l'Opus Dei que fit un jour devant lui un journaliste.

Dans deux livres qui lui sont entièrement consacrés, en 1993 et 2005, l'Opus Dei est envisagé sous cet angle sectaire.

Comme l'indique le titre qu'il a choisi, *L'Opus Dei. Dieu ou César*, le journaliste du Figaro **Thierry Oberlé** s'interroge, à propos de l'Opus Dei sur les relations entre politique et religion à la veille du XX^{ème} siècle (4^{ème} de couverture). En réalité il ne fait que reprendre les traits caricaturaux d'une "congrégation jugée par certains sectaire", gérant "un formidable réseau d'influences" "aux quatre coins de la planète", grâce à une "infiltration des élites". Le premier chapitre s'intitule "Une secte au cœur de l'Église?", avec un reportage sur quatre personnes qui ont quitté l'Opus Dei en France, et une description de la manière dont des "repentis" (référence à la "mafia") ont décrit leur entrée dans l'Œuvre, dans différents pays: Maria Angustias Moreno, Klaus Steigleder, John Roche, Carmen Tapia. Le **chanoine Trouslard**, ancien vicaire général de Soissons, et autoproclamé "chasseur de sectes", affirme avoir recueilli des plaintes de familles, et il a établi dix critères du sectarisme, tous applicables à l'Opus Dei selon lui, la béatification du Fondateur et l'appui de Jean-Paul II, ayant peu de poids à ses yeux face à cela. La partie "L'Opus Dei en France" traite de l'action d'information de la Prélature, évoque une visite guidée du centre Garnelles à Paris, retrace l'histoire des débuts de l'Œuvre dans ce pays, donne des adresses de centres et des noms d'associations, cite des hommes politiques connus, établit des rapprochements avec des associations "réactionnaires" et avec le groupe d'édition Mame. Les évêques "suivent en silence l'évolution du mouvement (...) L'équation passe par Rome".

L'auteur consacre 37 pages à Josémaría Escrivá ("Un saint controversé") qui reprend les amalgames habituels sur l'évolution du franquisme. Actuellement l'Opus Dei n'est plus actif dans ce pays que dans les milieux du renseignement affirme-t-il.

L'élection de Jean-Paul II permet à l'Opus Dei d'être "arrimé au vaisseau amiral de l'Église", grâce au statut de prélature personnelle, dont l'obtention a suscité des résistances en Espagne (il évoque un projet d'article de 'Vida Nueva', finalement non publié). "À la conquête de la chrétienté" est un tour du monde des initiatives apostoliques, en Espagne (Université de Navarre), Italie, Allemagne, et Amérique latine (un membre de l'Œuvre aurait trempé dans le coup d'état de Pinochet), avec des allusions à théologie de la libération.

Un chapitre est consacré aux “affaires” de **Broglie, Matesa, Rumasa, Calvi**. La conclusion renvoie aux rapports qu'entretiennent depuis le XIX^{ème} siècle Église et société, l'Opus Dei incarnant pour l'auteur “le projet romain fort et triomphant”.

La bibliographie mentionne Moncada, Steigleder, Walsh, Le Vaillant, Hermet, Olmi, Woodward, Colonna Cesari, Woodrow, Bachelon.

Dans *Le grand décervelage. Enquête pour combattre les sectes*, le journaliste **Bernard Fillaire** intitule un de ses chapitres “Béni par Rome: l'Opus Dei”, en commençant par décrire la béatification du fondateur intervenue l'année précédente. Il explique l'appui donné par Jean-Paul II à la Prélature par sa perception par le Pape comme “une nouvelle force adaptée à la modernité”. Après l'allusion à l'affaire Rumasa, il situe l'Opus Dei par rapport au Document romain sur les sectes du 19 mai 1986, en mettant en parallèle des numéros du Document et des articles des “constitutions” et ou des points de *Chemin*. Il cite aussi une brochure américaine, “*Parent's Guide to Opus Dei*”, et le numéro de 1992 de la revue “catholico-critique” 'Goliath' consacré à la béatification. Il interviewe l'abbé Jacques Trouslard, du diocèse de Soissons, autoproclamé spécialiste des sectes, qui voit dans l'Opus Dei plusieurs caractéristiques sectaires. Le livre a été diffusé par l'association anti-sectes ADFI.

Le Père **Jean Vernette** cite de nouveau l'Opus Dei dans le glossaire final de *Jésus au péril des sectes*, le décrivant comme un “groupe chrétien de valeur”, après avoir reproduit son message: “un nouveau chemin de sanctification au milieu du monde et un ferment de vie chrétienne intense dans tous les milieux”.

En 2001, dans un *Dictionnaire des groupes religieux aujourd'hui*, écrit avec **Claire Moncelon**, **Jean Vernette** évoquera plus en détail l'histoire et le fonctionnement de l'Opus Dei, en parlant à son sujet de discrétion, et en disant que **les critiques de théologiens et d'anciens membres sont équilibrées par des témoignages en sens contraire**. Il compte 10 ministres dans des gouvernements de Franco, mais mentionne l'opposition de **Calvo Serer** au régime. Il affirme ensuite que J. Escrivá ne faisait pas de politique. **Sa béatification**, dit-il, **a provoqué des polémiques**, “traduisant aussi des clivages de sensibilité à l'intérieur de l'Église catholique”.

Jean Thiellay, professeur agrégé de Lettres à Marseille, inclut l'Opus Dei parmi les sectes dans la bibliographie de son *Lexique historique des religions chrétiennes*, qui comporte une description objective de la Prélature.

En 1996 le journaliste du 'Monde diplomatique', et réalisateur de télévision **Bruno Fouchereau**, déjà auteur de *Le Saint Piège*, présente l'Opus Dei, dans *La mafia des sectes*, comme “une secte à l'intérieur de l'Église catholique”, fondée “en 1927, comme une congrégation parmi d'autres”, et qui “contrôle 90% des charges au Vatican”. Il parle d’“irrégularités financières”, et prétend que la Prélature contrôle l'organisme qui étudie les sectes, le CESNUR, animé par l'universitaire italien Massimo Introvigne.

En 1998, **Annie Drogou**, directrice des publications d'une association anti-sectes, le Centre contre les manipulations mentales (CCMM), publie un *Dico des sectes*, où elle présente l'Opus Dei comme “une société secrète”, dotée d'une double organisation, religieuse et laïque”. La Société Sacerdotale de la Sainte Croix apparaît aussi comme “secrète”, et constituant “un collège de prêtres dirigeants, qui veillent au maintien de l'influence considérable qu'a exercée ce groupe dans tous les rouages de la société politique, en Espagne et dans de nombreux autres pays. (...) Très riche, l'ordre exerce son prosélytisme surtout en direction des jeunes”. L'auteur souligne la “bienveillance du Pape Jean-Paul II” à son égard.

La même année **Michel Reeber**, chercheur au CNRS et professeur à la Faculté de théologie protestante de l'Université de Strasbourg, publie chez le même éditeur *Le dico des religions*. Après avoir décrit l'Opus Dei, il ajoute que celui-ci “s'est attiré de vives critiques étant donné le caractère quasi secret de ses activités et de l'identité de ses membres affiliés. Ses interventions ont été souvent perçues comme étant partisans et anti-libérales”.

Dans *Les sectes*, le député socialiste **Alain Vivien**, qui a publié en 1983 un rapport sur les sectes en France, et a présidé la Mission interministérielle de lutte contre les sectes, ainsi qu'une association anti-sectes (le Centre Roger Ikor contre les manipulations mentales) présente saint Josémaría Escrivá comme un “religieux franquiste” et cite le point 941 de *Chemin* parmi divers textes. Il y ajoute deux phrases sur l'obéissance d'un ancien membre de la Gestapo. Il évoque plus loin, les forces réactionnaires et

anticommunistes de l'Église qui ont agi en Amérique latine, "inspirées par la "pseudomaçonnerie de l'Opus Dei"." Dans le chapitre. 8 il cite une **liste de sectes et d'institutions religieuses annexées à un rapport du Parlement belge** où figure la Prélature (sans préciser que ces annexes n'ont pas été votées). Alain Vivien ne fait pas mystère de son appartenance à la franc-maçonnerie. Son dernier rapporta a fait l'objet de vives polémiques en France et à l'étranger.

Il faut noter que **les universitaires qui se sont penchés sur le phénomène sectaire n'incluent pas l'Opus Dei dans les sectes**, pas plus que d'autres institutions ou mouvements d'Église. Il n'en est fait aucune mention par exemple dans le "Que sais-je?" sur les sectes dû à la sociologue Nathalie Luca, chargée de recherche au Centre d'études interdisciplinaires des faits religieux, qui publiera en 2008, dans le cadre de l'Institut Européen en Sciences des Religions de la Sorbonne, une étude sur les sectes dans le contexte international des mouvements religieux. La presse s'est d'ailleurs fait l'écho d'un antagonisme de point de vue entre les sociologues et les "curieux des sectes" (gravitant souvent autour des associations anti-sectes) concernant l'approche du phénomène sectaire, lorsque le sujet est devenu brûlant après 1994 et le massacre collectif du Temple Solaire et les différents procès mettant en cause des pratiques sectaires: scientifiques contre polémistes, en quelque sorte.

Ceci n'empêchera pas deux journalistes de la chaîne 'Canal+', **Bénédicte et Patrice des Mazery**, de choisir cet angle d'attaque dans *L'Opus Dei. Une Église au coeur de l'Église*, livre dans lequel ils ont transcrit et augmenté le commentaire off d'un programme qu'ils ont diffusé deux ans plus tôt. Ceci place leur livre sur le créneau de la dénonciation des sectes. Les approbations ecclésiastiques de l'Opus Dei et son érection en prélature personnelle en 1982 d'une part, et la canonisation de son Fondateur sont négligées, au prétexte que ces aspects officiels et positifs ne sont qu'une partie de la réalité, et qu'**il existe une " face cachée " de l'institution**, à laquelle eux ont eu accès, "non sans difficultés, sans obstacles à franchir, portes à pousser". Or il s'agit là en fait très largement d'une compilation d'ouvrages antérieurs du même type. Certains documents internes de l'Opus Dei, rédigés en espagnol, sont d'ailleurs cités en anglais. On ne trouve qu'un seul témoignage nouveau d'un ancien membre (une Française).

Dans un chapitre sur l'histoire de l'Œuvre les auteurs intercalent des propos d'un prêtre anglais (Feltzmann), qui prétend avoir entendu Escrivá dire qu'il avait de la sympathie pour Hitler. Deux chapitres sont consacrés aux " controverses " concernant l'Opus Dei et son fondateur, présenté comme un adversaire de Vatican II et un critique de Paul VI. Les polémiques sur la béatification de Josémaría Escrivá sont commentées et mises en valeur.

Les auteurs présentent aussi des témoignages de "repentis" (nouveau allusion à la "maffia": Moncada, Panikker, Moreno, Tapia, Felzmann, Roche, Steigleder. Certains sont présentés comme des interviews. Il est question en outre dans le livre du "machisme" du Fondateur, et du "culte du secret" (avec une interview de Peter Hertel), "d'infiltration des élites" (visite de l'Université de Navarre et interview de l'ancien vice-recteur de l'Université catholique de Louvain, le P. **Gabriel Ringlet**), ainsi que d'une jeune femme qui a fait un stage de quinze jours dans une résidence de l'Opus Dei en Espagne.

Les auteurs décrivent le financement des activités de l'Opus Dei, mentionnant des sociétés et des associations, dont ils font un système global de financement, parfaitement opaque et organisé.

Ils rappellent les affaires **de Broglie, Rumasa, Matesa et Calvi** .

Dans le chapitre "L'Opus Dei et Jean-Paul II", il est dit que **Jean-Paul II a joué l'Opus Dei contre la théologie de la libération**, et que l'Œuvre a placé ses hommes au Vatican pour assurer son avenir. L'abbé **Panniker** présente l'Opus Dei comme une organisation qui "utilise tous les ressorts du monde (...) à la conquête du pouvoir pour l'instauration, modernisée, de l'idéal chrétien". L'épilogue dénonce une "**stratégie masquée**" au service d'une "**reconquête des âmes**", par de "**nouveaux croisés**", au service d'un "**catholicisme intransigeant**". Dans les annexes, des photos d'un cilice, des copies de lettres et de prétendus horaires de travail d'une numéraire travaillant comme employée dans une école hôtelière française, et une énumération de charges de la Curie romaine, que les auteurs disent assumées par des membres de l'Opus Dei.

La bibliographie renvoie, outre à des ouvrages "autorisés", à Goytisolo, Lamet, Moncada, Nefontaine, Oberlé, Simoné, Terras, P; Vilar, Van Bosbeke, Vircondelet, Walsh, Woodrow, Yallop, Ynfante, et à des dossiers du 'Nouvel Observateur', du 'Point', du 'Monde diplomatique', de 'France catholique', de

L'Événement du Jeudi', de 'Goliath Magazine', de 'El País', d'ABC' et de 'L'Express'.

Dans *l'enfer de l'Opus Dei* se présente sous la forme d'un récit d'une ancienne membre surnuméraire, qui signe **Véronique Duborgel**. Elle a quitté l'Opus Dei, tout comme son mari (dont elle est séparée), après y avoir passé treize ans. Des épisodes personnels, relus comme douloureux, se mêlent à des déboires conjugaux. L'auteur croit voir dans la pratique de l'Opus Dei un **mépris de la femme**, et dans l'apostolat un **prosélytisme indiscret**. Tout ce qu'elle a pratiqué librement lui a paru une contrainte, et au total elle décrit l'institution comme une secte, dont il lui a fallu sortir pour retrouver son équilibre.

Dans *Le vrai visage de l'Opus Dei*, **Bruno Devos**, 32 ans, qui a quitté l'Œuvre alors qu'il était en Pologne, décrit son parcours en commentant des documents internes destinés aux directeurs. Il y ajoute les témoignages d'autres anciens membres trouvés vraisemblablement sur le net, de façon à justifier et à dramatiser son propos.

Le titre du livre le situe dans la catégorie des “révélations”, fondées sur l'idée qu'il **existe toujours un double fond dans les institutions les plus respectables**, églises, États, etc., où les apparences nobles cachent nécessairement des réalités inavouables. Les titres et sous-titres de chapitres recourent à des termes péjoratifs (“isolement”, “sacrifice de la raison”, “perte de soi”, “activisme”, “paternalisme”, “perfectionnisme”, “dissimulation”; “enfermement”, “fanatisme”, “dérives”) qui connotent des dérives sectaires. Des termes semblables se retrouvent dans le corps du texte.

Le leitmotiv est celui de l'excès en tout (“**l'absolutisation de la vie chrétienne**”). Au fond les membres de l'Opus Dei, avec leur dolorisme et leur prétention à changer le monde, en viennent à se considérer comme **une élite à l'intérieur de l'Église** et comme une fin en soi, ce qui revient à dénoncer dans l'institution un esprit de corps. Il regrette pour sa part trop d'incitations au travail et il se plaint des exigences du plan de vie et de la lutte ascétique en général. Il ne parle que des numéraires.

L'auteur prétend que la seule personne compétente pour donner l'autorisation de lire un livre interdit serait le prélat; qu'on ne trouverait dans les bibliothèques que les œuvres du fondateur; que si la Prélature promeut une université ou un collège, ce n'est pas dans le cadre de la lutte contre l'analphabétisme, mais pour “engranger de nouveaux numéraires”; que le membre de l'Œuvre est l'esclave de son choix, et qu'il ne peut pas faire marche-arrière; que si quelqu'un n'apporte plus d'argent, il cesse d'avoir la vocation et est exclu de l'Œuvre; que tout malade est systématiquement dirigé vers des médecins appartenant à l'Œuvre, etc.

Les commentaires déforment les idées et les faits en les durcissant, au lieu de les éclairer par un contexte qui les expliquerait. Ils parlent de volontarisme, de **prosélytisme agressif** (mais l'auteur critique l'idée de sélection), de manques de charité, etc. L'amour de Dieu et des autres, la générosité et le don de soi ne sont pas mentionnés. “On peut se passer de l'amour. Une vie de travail mène aussi bien à la sainteté”, écrit l'auteur (p. 171). À partir de là l'effort devient inhumain, l'apostolat est perçu comme indiscret, le détachement est vécu comme une aliénation, l'obéissance comme une dépersonnalisation, l'enfance spirituelle (notion classique) comme de “l'infantilisme”, la mortification comme de “la haine de soi”, etc.

Les annexes sont constituées par un lexique, une évocation du développement de l'Opus Dei en Belgique, et une lettre de **Raimundo Panikker** de 1986 (cf. *Historia oral del Opus Dei*, Plaza y Janés, 1987). Extrêmement prudent dans ses formulations, et donnant l'impression de renvoyer partisans et adversaires de l'Opus Dei dos à dos, ce texte amène néanmoins subtilement le lecteur à porter un jugement négatif sur la Prélature. Une synthèse en sept points du message de saint Josémaría est saupoudrée de termes qui font penser que sa fondation une entreprise purement humaine, de reconquête chrétienne du monde, dans une vision surplombante (“**répandre d'en haut le règne de la justice**”) qui semble avoir été plutôt celle du Panikker des années 40, bras droit de **Rafael Calvo Serer** dans le groupe constitué autour de la revue traditionaliste espagnole “Arbor”, que celle du fondateur de l'Opus Dei.

On retrouvera l'accusation de sectarisme dans des ouvrages polémiques et dans des fictions qui évoquent l'Opus Dei, et qui accordent une grande importance à la mortification.

L'Opus Dei et les “affaires”

Comme on l'a dit plus haut, divers scandales sont soulevés par la presse dans les années 80. Des journalistes citent l'Opus Dei à propos de certains d'entre eux. Ils les lient dans quelques cas à des "affaires" espagnoles.

C'est ainsi que deux spécialistes des enquêtes, **Jacques Derogy** ('L'Express') et **Jean-Marie Pontaut** ('Le Point'), évoquent en 1981 l'assassinat du ministre de Broglie dans *Enquête sur les affaires du septennat*. On a parlé à ce propos, disent-ils, de la Sodetex, filiale de Matesa, derrière laquelle "on voit l'ombre de l'Opus Dei, cette Société sacerdotale de la "Sainte Croix", extrêmement puissante en Espagne, que certains ont surnommé la Sainte mafia" (p. 283).

Jesus Ynfante (déjà auteur de *La prodigiosa aventura del Opus Dei*), publie la même année *Un crime sous Giscard. L'affaire de Broglie, l'Opus Dei, Matesa*. Il consacre un des premiers chapitres à "l'Opus Dei en France". Après une analyse d'un article de **Calvo Serer**, "idéologue de l'Opus Dei", paru dans le quotidien espagnol ABC en 1950 ("L'internationale des élites", ABC 23 avril 1950), il évoque, après d'autres auteurs (cf. Monestier, Le Vaillant) l'hypothèse d'une tentative d'implanter l'Opus Dei en France en 1938. La source est toujours la même revue maçonnique. Il parle ensuite de l'arrivée effective des premiers membres en 1954, d'une prétendue action de **pénétration dans les milieux intégristes et pétainistes recyclés dans la banque**, et de l'association d'une banque d'**Edmond Giscard d'Estaing** et du Banco Popular, ce dernier présenté comme étant "une banque de l'Opus Dei". Ceci lui donne l'occasion d'évoquer une affaire d'escroquerie liée à ces activités, affaire entachée d'un suicide, et étouffée selon lui par le ministre des Finances de l'époque, Valéry Giscard d'Estaing. Le reste du chapitre est consacré à la création du parti giscardien et à son financement. Les chapitres suivants font allusion à **l'affaire Matesa** et aux ramifications internationales de cette société, que l'auteur tente de lier à **l'assassinat de Broglie** par la simple répétition de l'expression "hommes de l'Opus Dei".

Dans un chapitre sur les aspects internationaux du scandale il est fait état d'un rapport des Cortes sur Matesa, en 1990, et d'un **voyage éclair de Valéry Giscard d'Estaing à Madrid**, où il aurait rencontré "des personnalités de l'Opus Dei ensuite impliquées dans l'affaire". Dans sa conclusion l'auteur regrette que la justice n'ait pas suffisamment enquêté sur "les relations entre les Giscard et l'Opus Dei". Bien qu'il ne le cite pas, l'auteur défend donc ici le même point de vue que Gonzalez Mata.

L'un des condamnés pour l'assassinat de Jean de Broglie, **Guy Simoné**, reviendra sur cette affaire, en insinuant que l'Opus Dei, "institution catholique d'origine espagnole ultra-conservatrice aux ramifications internationales", était lié à Matesa, et à la société financière SODETEX, où Jean de Broglie aurait eu des intérêts.

En 1985 Plon publie la traduction du livre de l'Anglais **Rupert Cornwell**, *Le banquier du Vatican* (sur l'affaire Calvi), qui reprend "l'hypothèse" d'une transaction entre Calvi et le Vatican via l'Opus Dei, démentie par ce dernier. "Pourtant, par l'intermédiaire de l'omniprésent Carboni et de son allié franc-maçon Corona, Calvi rencontra le cardinal Palazzini, l'un des principaux supports de l'Opus Dei au sein de la Curie", enchaîne-t-il, avant de reprendre une déclaration de la veuve Calvi à 'La Stampa' le 7 octobre 1982, allant dans le même sens.

En 1984, dans *A-t-on tué le Pape Jean-Paul I^{er}?*, **David Yallup** cite l'article du cardinal Luciani sur Josémaría Escrivá dans 'Il Gazzettino', et décrit l'Opus Dei, en reprenant un à un les clichés habituels (société secrète, élitisme, goût morbide pour la mortification, fascisme, Franco, affaire Calvi).

Pierre Péan évoque l'Opus Dei dans *V - Enquête sur l'affaire des avions renifleurs* (à propos d'une affaire d'escroquerie concernant la compagnie pétrolière ELF), et dans *La France du secret*, où l'auteur place en annexe des notes de la police française sur l'Opus Dei.

En 1993 le député **François d'Aubert** publie une version vulgarisée du rapport de la commission "anti-maffia" qu'il a présidée, *L'argent sale*. Il y évoque différentes affaires qui ont défrayé la chronique, qualifiant au passage d'"Opus Dei" l'ancien ministre espagnol Lopez de Letona, ainsi que le mari d'une banquière française, ce qui laisse planer un doute sur une éventuelle implication de la Prélature dans une de ces affaires.

En 2004 le journaliste **Thierry Sapin** prête des propos peu amènes sur l'Opus Dei au jeune garde suisse qui devait assassiner son commandant et l'épouse de celui-ci, dans *Garde suisse au Vatican*.

Les allusions plus ou moins appuyées aux “affaires”, à propos desquelles on a parlé de l'Opus Dei pimentent également les ouvrages polémiques cités plus haut (notamment ceux qui l'abordent dans l'optique sectaire ou politique).

L'Opus Dei, élément d'œuvres de fiction

La présentation de l'Œuvre comme une secrète et influente organisation catholique a préparé le terrain à toute **une littérature de type policier**. Le nom de l'Opus Dei, avec son halo de mystère, prend dans ce contexte une dimension quasi mythique, dont l'auteur se sert comme d'un ressort romanesque, qui fait appel à quelque chose de vaguement connu (qui n'a vu l'Opus Dei cité dans un article?).

On sait que le Vatican excite la verve de romanciers en quête de sujets ou de milieux alliant puissance et mystère. On se souvient du roman d'André Gide, *Les caves du Vatican*, dont le contenu n'avait d'ailleurs qu'un lointain rapport avec le titre. Dans un certain nombre de ces fictions, le simple recours aux mots *Opus Dei* suffit à pimenter une intrigue à peu près toujours semblable: un personnage cherche à s'emparer d'un trésor ou d'un secret très important pour l'avenir du monde. Dans les entrelacs de l'histoire apparaissent d'autres personnages, ecclésiastiques ou laïcs, liés à **une mystérieuse organisation catholique, qui a ses entrées au Vatican, ou qui tire les ficelles dans les luttes de clans pour le pouvoir**, le tout souvent question de malversations financières. Ce schéma, qui a connu son développement le plus spectaculaire avec le *Da Vinci Code* de Dan Brown en 2006, a été utilisé de manière répétitive et quasi stéréotypée dans un certain nombre de romans français, de type policier ou thriller.

Déjà en 1964, alors qu'il n'y avait pratiquement pas encore sur le marché d'essais sur l'Opus Dei, le romancier catholique **Jean Sullivan**, dans *Mais il y a la mer*, faisait allusion à une institution conservatrice, “Gracia Dei”, qui “voulait sauver la chrétienté” par “la piété, la vertu, l'argent, le pouvoir, la force militaire”. Un de ses membres, dans un accès de générosité totale, joue le Christ dans une reconstitution de la Passion dans un village espagnol, et meurt identifié à lui sous les coups d'un assassin anonyme.

Dans la célèbre collection policière “Le Masque”, **G.-J. Arnaud**, dans *Syndrôme toxique*, étiquette “Opus Dei” deux personnages, proches de l'organisation de l'armée secrète (OAS) née à la fin de la guerre d'Algérie.

En 1982, un certain **Idoya** publie, chez l'éditeur du Grand Orient de France, un “vrai faux roman”, *Les Nouveaux Croisés - L'Opus Dei au service du fanatisme et de la Réaction..* Prétendant s'appuyer sur des données irréfutables, il décrit la rivalité entre la Phalange et l'Opus Dei en Espagne, **“les deux faces de la politique du balancier dont sut jouer, pendant quarante ans, le dictateur Francisco Franco”**.

Gordon Thomas et **Morgan Witts**, dans *Les émissaires du Vatican*, mentionnent au passage l'Opus Dei, **“organisme aussi conservateur que secret**, qui prône la piété et l'obéissance à l'Église”, dont le prélat est “directement sous les ordres du Pape”, et que “les critiques de gauche appellent la Santa Mafia”.

Typique de l'accumulation de clichés est le roman de **Pierre Combescot**, *Les funérailles de la sardine*, qui a obtenu le Prix Médicis en 1986. L'action se déroule en Italie à trois époques différentes, l'Empire romain de la décadence, le Quattrocento et l'époque contemporaine, sur fond de maffia, de brigades rouges et de Loge P2. L'Opus Dei est cité à plusieurs reprises dans cette dernière période comme “un société semi-secrète”, possédant ses entrées dans la Curie, dans la noblesse romaine, “dans la riche bourgeoisie milanaise” et dans la Camorra napolitaine, sans parler de connexions avec des gouvernements étrangers et avec le Kremlin. Une partie de l'action se situe dans la basilique romaine Sant'Eugenio (qui a effectivement été confiée à des prêtres de la Prélature par Jean-Paul II), où un ex commissaire de police vient entendre la messe, et lit *Chemin* et les oeuvres de **Calvo Serer**, “le théologien de l'Opus Dei”.

Dans *L'aventure du Pape Hyacinthe*, l'abbé **Gérard Bessière** présente l'Opus Dei comme “la tendance conservatrice dans l'Église” (p. 488).

Dans *Les conjurés de la pierre*, de **David Morrell**, le père de Rambo, les affiliés à une société secrète, “Les soldats de Dieu”, se livrent à une tuerie dans un monastère.

François Taillandier, journaliste (‘L'Humanité’, ‘La Montagne’) et romancier, parle dans *Les clandestins*

(prix Jean Freustié) d'une librairie parisienne où l'on vend toute sorte de livres, dont ceux sur l'Opus Dei. Dans un chapitre intitulé "les deux Espagne", il évoque en passant ce qu'on lui dit des "menées ténébreuses de l'Opus Dei". Il consacre enfin un chapitre à "**un réseau international aux ramifications mal connues**" (4^e de couverture), la Pontificale, créé autour d'une banque d'affaires, dont les actionnaires mystérieux sont d'obédience cléricale et monarchique. La banque contrôle un groupe de presse et d'édition, et aide des initiatives éducatives et politiques, par l'intermédiaire d'une fondation sise à Lausanne. Il s'agit de restaurer une Europe chrétienne, de façon à reconstruire les ponts entre présent et passé, de façon à lutter contre le communisme... Même si les mots Opus Dei n'apparaissent pas cette fois-ci, on peut reconnaître ici des allusions à ce qu'en ont dit des auteurs dans le passé, quand ils ont assimilé l'Œuvre au projet du groupe de Calvo Serer à partir des années 50.

Le célèbre romancier australien **Morris West** (*L'avocat du diable*, *Les souliers de saint Pierre*) pimente lui aussi deux de ses romans en y introduisant l'Opus Dei, de manière fugitive, dans *Les bouffons de Dieu* en 1981, et de manière plus appuyée dans le dernier livre paru de son vivant, *Éminence*, qu'il situe, comme il aime le faire, dans les couloirs du Vatican, au moment où la succession d'un pape contemporain est ouverte. Un cardinal argentin est élu par le Conclave, mais se désiste en faveur de l'archevêque de Milan, un jésuite. Il est question de la **complicité de l'Opus Dei avec les militaires au pouvoir en Argentine**. Le directeur de la salle de presse du Saint Siège est un prélat, membre de l'Opus Dei.

Dans l'intrigue de trois romans, le romancier belge **Jef Geraerts** présente l'Opus Dei comme une organisation criminelle.

Henri Christian Schroeder et **Geneviève Laffont**, dans *L'illusion de Malte*, montrent un Opus Dei qui veut prendre le contrôle de l'Ordre de Malte, dans une intrigue où apparaît un prélat presque homonyme de mgr Marcinkus, avec des allusions à l'assassinat de **Roberto Calvi**.

En 2001 **Alain Woodrow**, qui avait cité l'Opus Dei dans un livre sur les sectes en 1977, publie *Le Pape a perdu la foi*, un roman où l'on voit l'Opus Dei et les jésuites comploter pour écarter un Pape impie, qui a rédigé un traité en faveur de l'athéisme après une lobectomie forcée, et qui a été successivement surnuméraire, agrégé et numéraire de l'Opus Dei. **Le prélat de l'Opus Dei dresse les plans de déclenchement d'une Troisième Guerre mondiale**, fondée sur l'exploitation des nouvelles technologies. Il est fait également allusion à l'espion Robert Hansen, agent triple et numéraire de l'Opus Dei.

Dans *Une chambre au Vatican*, **Geneviève Moll** imagine, comme Morris West, la succession d'un pape contemporain, et fait cinq allusions à l'Opus Dei, dans une fiction vaticanesque, où un complot d'extrême-droite associe des intégristes à l'Opus Dei.

Victor Guitard, dans *L'agent secret du Vatican*; imagine des révélations d'un journaliste de Paris-Match sur l'assassinat par un garde suisse (Cédric) de son commandant et de la femme de celui-ci (fait réel celui-là). Il met dans la bouche de Cédric une allusion péjorative pour les membres de l'Opus Dei.

L'édition française du best-seller de l'Américain **Dan Brown**, *Da Vinci Code*, est publiée à Paris en 2004, avec un fort tirage, et elle connaît des rééditions successives en livre de poche, notamment au moment de la sortie du film éponyme en mai 2006. Des supposés membres de l'Opus Dei sont au cœur de l'intrigue, à commencer par un assassin. Le siège central de l'Œuvre est situé à New York, et il est fait mention du prélat. Avec son numéraire de l'Opus Dei habillé en moine, et protagonistes de poursuites dans Paris après un assassinat "pour la bonne cause", avec les allusions à la flagellation et à l'obéissance, au service de la défense de la foi catholique, on a là un parfait exemple du recours à l'Opus Dei comme élément mythique d'une intrigue de type *thriller*.

Dans *Le requiem des sphinx*, du romancier américain **Dan Chartier**, un personnage décrit l'Opus Dei comme une *sainte maffia*, qui mêle religion et argent, et fait allusion au coût du siège de New York, à des chefs d'entreprise invités dans un centre de Paris, à Matesa et Rumasa, à l'affaire Calvi, au cardinal Hume, à John Roche, à Carmen Tapia, aux "douze" ministres d'un gouvernement de Franco. La famille polonaise qui aurait recueilli le futur Jean Paul II en aurait fait partie, ce qui expliquerait l'obtention d'un statut court-circuitant les évêques et la béatification rapide du Fondateur.

En 2006, **Michel Benoit** parle de l'Opus Dei dans *Le secret du treizième apôtre*, sorte de décalque du *Da Vinci Code*.

Le titre du livre de **Catherine Fradier**, *Camino 999*, fait allusion au titre original espagnol du livre le plus connu du fondateur de l'Opus Dei, *Camino*. Dans cette "fiction journalistique", un personnage, présenté comme membre de l'Opus Dei et lié au régime de Franco, Luis Montalban, porte contre cette institution des accusations qui en font une organisation criminelle. Le fondateur et son successeur, mgr del Portillo, sont mentionnés. Le livre se présente comme une authentique "enquête" portant sur des affaires criminelles avérées (scandale **Matesa** en Espagne, assassinat du ministre français **de Broglie**, etc.). La thèse du livre est que l'Opus Dei est une "sainte Mafia" directement impliquée dans ces crimes, parce qu'elle en bénéficie financièrement, via Luis.

Les mystères de sainte Freya, d'**Armel Job**, tourne autour de la remise en cause par un corbeau de la réputation d'une sainte religieuse belge canonisée. Un prêtre numéraire de la Prélature de l'Opus Dei, aumônier d'étudiants, et un surnuméraire sont chargés par l'évêque du lieu de découvrir son identité. En dépit de nombreuses allusions caricaturales, l'Opus Dei n'est pas vraiment au centre de l'intrigue.

Dans la série de BD *Les feux d'Héphaïstos*, l'auteur inclut l'Opus Dei dans un scénario de meurtres et de sexe.

Claude Mossé, dans *L'émeraude du Pape*, montre un pape d'Avignon qui laisse tomber son anneau avec une émeraude, laquelle disparaît pendant des siècles jusqu'à ce que, de nos jours, "**l'Opus Dei, secte en marge de la franc-maçonnerie**", décide de retrouver ce joyau auquel on prête un pouvoir surnaturel. Trois personnages appartiennent à l'Opus Dei, et un quatrième a été en relation, en Espagne, avec des gens de l'Opus Dei nostalgiques du franquisme et pro-nazis.

Le même type de schéma (complot et chasse au trésor, sur fond vaticanesque) est utilisé pour des bandes dessinées pour adultes, par exemple pour une intrigue policière, parue dans une collection où chaque titre est axé sur un calembour. Dans *L'Opus à l'oreille*, sorte de manga en noir et blanc, d'**Olivier Balez**, l'Opus Dei est mentionné explicitement comme "une organisation religieuse secrète (...) ultra réac qui s'est greffée sur l'Église catholique", et qui recrute des jeunes "au berceau". "Le pouvoir politique et économique, voilà ce qu'ils cherchent", dit un personnage. Dans plusieurs vignettes un prêtre égrène des points de *Chemin*. Un prêtre, qui tente de récupérer un adepte enfui, s'appelle Escrivá.

Dans *Les carnets secrets du Vatican*, **Dan Popescu** met en scène l'Opus Dei dans une affaire de cambriolage au Musée de Navarre pendant les fêtes de la Saint Firmin à Pampelune.

Dans *La sainte Lance* premier album d'un ensemble de trois, sous le titre *Le Messenger*, de **Hervé Richez et Mig**, un certain mgr Echébal, prélat de l'Opus Dei, évêque de Cilibia, et secrétaire particulier du Pape, veut empêcher un chercheur juif, par l'intermédiaire d'un prêtre américain qu'il charge de l'assassiner, de révéler un secret qui ruinerait le dogme de la virginité de Marie (appelée ici Immaculée Conception) Le deuxième album ne fait plus mention que d'un numéraire qui fait partie de *Christus Causa*.

D'autres albums, qui ne citent pas explicitement l'Opus Dei, font état de mystérieuses organisations secrètes agissant pour le compte du Vatican. Par exemple *La Loge des assassins*, de **Vrancken et Desberg**, où il est fait allusion à l'affaire Calvi, ce qui a incité un journaliste du 'Figaro' à évoquer l'Opus Dei dans son compte rendu, alors qu'il n'est pas nommé...

Le scénario de *Section financière*, de **Malka et Mutti**, repose sur une affaire de détournements de fonds du FMI au profit d'un réseau de financiers russes, puis d'un délit d'initiés à l'échelle internationale. Au coeur de l'intrigue, une "**société scientilique Opus**", qui tire les ficelles, et qui est depuis des siècles détentrice d'un secret qui peut mettre en jeu l'avenir de l'humanité. Le recours au ressort du complot remontant à un lointain passé fait penser à l'intrigue du *Da Vinci Code*, à peu près contemporain du premier album, l'aspect religieux en moins.

Dans *Le Mal*, le héros, au cours de ses investigations dans un village français, est "convoité par une société secrète du nom de Segment, proche de l'Opus Dei. Des prédicateurs, liés à l'Opus Dei, attribuent les étranges phénomènes qui se produisent au moyenâgeux "mal des ardents".

Dans un autre registre, une œuvre à prétention littéraire et satirique, *Foutricomédie*, titre inspiré d'un authentique ouvrage espagnol du XVI^{ème} siècle, *Carajicomedia*, le romancier espagnol **Juan Goytisolo** (Prix Octavio Paz) fait étalage de pornographie, sous prétexte de retrouver le ton du roman

picaresque, tout en parsemant son récit de citations de points de *Chemin* (un prêtre homosexuel est censé appartenir à l'Opus Dei).

Les livres autorisés

Outre les œuvres spirituelles du Fondateur, toutes publiées en français depuis 1957 (*Chemin*), et le livre d'entretiens de mgr del Portillo avec **Cesare Cavalleri**, douze ouvrages, dûs ou non à des membres de l'Opus Dei, ont été également disponibles sur le marché français et francophone, et sont consultables dans des bibliothèques.

Le premier en date, *L'Opus Dei, mythe et réalité*, paraît en 1973 chez un grand éditeur parisien, Hachette, soit deux ans après le violent pamphlet d'Yvon Le Vaillant, *Sainte Maffia*. Il est dû à **Jean-Jacques Thierry**, auteur entre autres d'un livre historique, *La vie quotidienne au Vatican au temps de Léon XIII*, et d'un roman, *La Tentation du cardinal*, où déjà une allusion était faite à l'Opus Dei. Dans *L'Opus Dei...*, il tente, comme l'indique le titre, de démontrer point par point ce qu'il juge avoir été écrit d'erroné jusqu'alors à ce sujet. Partant de l'histoire de l'institution et de son fondateur, il évoque la genèse et le contenu de *Chemin*, en récusant toute interprétation politique de ce livre, décrit l'organisation et le statut d'institut séculier, qu'il qualifie de provisoire, parle des œuvres collectives d'apostolat à propos du "temporel", et publie aussi en annexe les interviews de plusieurs membres de l'Opus Dei, celle de Josémaría Escrivá dans le quotidien madrilène 'ABC' du 23 mars 1971, ainsi que l'homélie prononcée par ce dernier sur le campus de l'Université de Navarre en 1967, et un reportage, "Activités apostoliques de l'Opus Dei dans le diocèse de Rome". Il reproduit aussi 59 points de *Chemin*, regroupés sous les titres: "Se sanctifier par le travail", "Sanctifier le travail", "Sanctifier les autres par le travail". C'est la première lecture par un français de *Chemin* selon l'intention pédagogique et ascétique de son auteur, et non plus selon des critères qui prétendent le faire passer ces "considérations spirituelles" pour un manuel de l'homme d'action exaltant la virilité au service d'une cause idéologique, comme l'ont fait avant lui Aranguren, von Balthasar, Artigues, Georgel, Ynfante, et comme le feront à leur suite plusieurs autres auteurs.

Un éditeur religieux parisien, lié au Secours catholique, publie en 1978 la première approche biographique de Josémaría Escrivá, *Portrait du fondateur de l'Opus Dei*, de **Salvador Bernal**.

En 1981 paraît la première biographie de Josémaría Escrivá écrite en français, fondée sur des documents et des souvenirs personnels de l'auteur, *Au pas de Dieu*, de **François Gondrand**.

En 1984, la prestigieuse collection "Que sais-je?" des Presses Universitaires de France publie une présentation de l'Opus Dei, due à un prêtre de l'Œuvre, **Dominique Le Tourneau**.

En 1992, année de la béatification de Josémaría Escrivá, l'éditeur catholique Desclée publie l'essai biographique de l'historien allemand **Peter Berglar**, *L'Opus Dei et son fondateur, Josémaría Escrivá*, tandis que Mame édite la version française de *L'itinéraire juridique de l'Opus Dei* de **Gómez Iglesias, Fuenmayor et Illanes**, déjà paru en italien et en espagnol.

À partir de 1993 paraît en France et au Canada la biographie en trois volumes de Vazquez de Prada

En 1994 un grand éditeur parisien publie la traduction française du livre de l'Italien **Giuseppe Romano**, *Opus Dei. Chi, come, perché*, qui décrit l'Opus Dei en commençant par le message du Fondateur, qu'il situe dans la perspective de l'histoire de la spiritualité et du rôle des laïcs chrétiens dans la transformation du monde.

L'année suivante le livre de **Vittorio Messori**, *Opus Dei: l'enquête*, est publié à Paris. Il décrit la vie des membres de l'Opus Dei, évoque le fondateur et son message, démonte l'accusation de sectarisme, et laisse la parole à l'Italien **Giuseppe Romano** pour parler de l'Opus Dei à propos de Franco dans une postface.

Dans *Opus Dei: enquête sur "le monstre"*, le journaliste et essayiste **Patrice de Plunkett**, ancien directeur du 'Figaro Magazine', entreprend de démonter la "légende noire" de l'Opus Dei au moment où le film tiré du *Da Vinci Code* sort sur les écrans. Pour la première fois, en décrivant l'histoire de l'Opus Dei, un auteur français relie les accusations portées contre l'Opus Dei à celles qui ont déjà eu cours dans l'Espagne franquiste des années 40. Il met en évidence le pluralisme des membres qui sont intervenus en politique, en Espagne, en Italie et en Grande Bretagne, et dénonce la qualification de sectarisme (en

interviewant d'anciens membres), et de "conservatisme".

Opus Dei, de **John Allen**, correspondant à Rome d'un magazine américain, est distribué sur le marché français en 2006, deux ans après la publication du *Da Vinci Code*.

En 2007 un éditeur canadien publie le livre de **Salvador Bernal** sur mgr del Portillo.

En 2009 **Jean-Baptiste Maillard** consacre à une interview d'une surnuméraire de l'Opus Dei un sous-chapitre d'un livre sur les nouvelles formes d'évangélisation.

CONCLUSION

Parmi les **263 ouvrages parus en français** depuis 1958, qui font allusion à l'Opus Dei, **21 sont entièrement consacrés au sujet**: Artigues, Le Vaillant, Saunier, Walsh (traduction), Oberlé, Van Bosbeke, Hertel (traduction), Terras, des Mazery, Duborgel pour les ouvrages critiques, Thierry, Bernal (*J. Escrivá, Portrait du Fondateur de l'Opus Dei*), Gondrand, Berglar, Gómez Iglesias et al., Le Tourneau, Romano, Messori, Plunkett, Allen, Bernal (*Mgr del Portillo*) pour les ouvrages favorables, le livre de Nefontaine se situant entre les deux (informatif, avec des erreurs ou des insistances négatives).

Les autres lui consacrent quelques phrases, un paragraphe ou un chapitre.

Parmi ceux-ci, les **livres consacrés à l'Espagne**, et envisageant l'Opus Dei en lien avec le franquisme, **sont les plus nombreux** (46 en tout). Ce sont aussi les premiers apparus sur le marché, et ceux dont la parution se poursuit le plus tard. Mais on peut constater que le "thème espagnol" (en gros les récapitulations historiques avec allusions aux ministres "technocrates" nommés par Franco et à **Calvo Serer**, présenté comme "l'idéologue de l'Opus Dei") est encore présent, quoique secondairement, dans les autres ouvrages consacrés à l'Opus Dei, y compris dans les plus récents, même s'il s'agit de rappels (toujours péjoratifs).

Cela dit, à partir de 1977, l'évocation de l'Opus Dei intervient aussi (et parallèlement à cette première direction) dans d'autres contextes:

- celui du **recentrage sur la foi et la morale traditionnelle du pontificat de Jean-Paul II** (également marqué par la "nouvelle évangélisation");
- celui de la **classification de type sociologique et politique des catholiques** dans le monde occidental, les membres de l'Opus Dei étant systématiquement inclus dans les catégories les plus conservatrices, sinon intégristes, quand ils ne sont pas rapprochés des "nouveaux mouvements", charismatiques ou autres, chez lesquels ce genre de distinction n'a guère de sens;
- celui de la **défense de l'individu contre les entreprises sectaires** (19 ouvrages), l'insistance de livres précédents sur le "secret", la discipline et l'ascétisme dans un cadre très structuré ayant préparé le terrain à cette éclosion;
- celui, plus ponctuel, mais repris avec complaisance, des "**affaires**" ayant défrayé la chronique, en Espagne, en France et en Italie dans les années 80.

Élargissement de l'angle et institutionnalisation

En même temps, la description de l'Opus Dei devient plus précise, au fur et à mesure que celui-ci "s'institutionnalise" aux yeux des observateurs, grâce à son développement international, grâce à son érection en prélature personnelle (1982), grâce à la béatification (1992), et surtout à la canonisation de son fondateur (2002); grâce aussi à l'appui que lui manifeste Jean-Paul II, ce qui joue en sa faveur, au moins pour une partie de l'opinion, en raison de la popularité de ce pape.

Les ouvrages historiques qui débordent du champ espagnol (histoires de l'Église, histoires du christianisme), les dictionnaires et les encyclopédies évoluent dans le même sens quand ils évoquent ou décrivent l'Opus Dei, même s'ils reprennent sans distance critique les clichés sur les ministres "technocrates", membres ou supposés tels de l'Œuvre, ramenant par là, ne serait-ce qu'en quelques mots, au thème de la complicité avec le franquisme. Ces ouvrages spécialisés présentent l'intérêt de figurer dans

les fonds de bibliothèques, universitaires ou autres, où ils se trouvent en concurrence avec d'autres ouvrages, de valeur scientifique moindre, et souvent critiques. Quelques-uns des livres que nous avons qualifiés d'“autorisés” y sont aussi présents, notamment le *Que sais-je?*, *Entretiens avec mgr Escrivá*, *Portrait du Fondateur...* et *Au pas de Dieu*.

L'Opus Dei acquiert ainsi dans l'opinion un statut plus socialement acceptable, ce que les ouvrages qui prétendaient le présenter de façon argumentée n'étaient pas parvenus à obtenir au moment de leur parution, faute de tirages comparables à ceux qui adoptaient une perspective polémique ou superficielle (pour ne pas parler des tirages cumulés de l'ensemble qui, à supposer qu'on puisse les évaluer, feraient apparaître une grande disproportion entre les uns et les autres, exception faite de l'*Opus Dei* de Dominique Le Tourneau, qui a connu six éditions depuis 1984, et un tirage cumulé de plus de 30.000 exemplaires, et qui bénéficie du prestige de la collection “Que sais-je?” des Presses Universitaires de France).

La presse tend elle aussi à envisager l'Opus Dei de façon plus sereine, du moins pour ce qui concerne des journaux de référence comme 'Le Monde', 'Le Figaro', 'La Croix', la plupart des hebdomadaires catholiques et l'AFP.

Il n'en reste pas moins que si l'image de l'Opus Dei demeure largement brouillée dans l'opinion, c'est qu'elle s'est très vite cristallisée autour de quelques traits.

Les 28 œuvres de fiction dans lesquelles l'Opus Dei est mis en scène sont à cet égard significatives, dans la mesure où, pour la plupart, elles reprennent, en les schématisant, les traits caricaturaux qu'ont accredité un certain nombre d'essais: une institution secrète (ou discrète), à l'organisation pyramidale, dont le fonctionnement repose sur une stricte obéissance, au service de la reconquête du monde, à commencer par un Vatican qu'elle infiltre, pour le rétablissement d'une société chrétienne homogène, inspirée par des valeurs morales traditionnelles, le tout grâce à la pénétration des milieux économiques et politiques, qui lui assurent un réseau mondial et un financement illimité. Dans une telle vision, les images de l'araignée (couvertures du *Le Vaillant* et du *Artigues*) ou celle de “la pieuvre”, dont les tentacules menaceraient les conquêtes de la laïcité dans le monde occidental, au bénéfice d'une nouvelle théocratie sont parfaitement parlantes.

Même si toutes les composantes d'une telle image ne sont pas toujours réunies dans chaque livre, certaines se retrouvent, plus ou moins accentuées, chez les essayistes qui n'ont pas une connaissance approfondie du sujet, ou que leur culture ou leur optique empêche de saisir ce qu'il y a d'essentiel dans le message de l'Opus Dei. Cette déformation est favorisée par la tentation de tout ramener à la sociologie et au politique.

Il est en effet très frappant de constater que ce qui fait vraiment l'originalité de l'Opus Dei, à savoir son message d'appel à la sainteté dans la vie ordinaire, s'il est mentionné, n'est pas vraiment approfondi, quand il n'est pas totalement passé sous silence. Sans doute parce qu'il est plus facile de décrire des éléments purement extérieurs: le statut et la place de l'Opus Dei dans l'Église, son organisation, les engagements pris par ses membres, etc., toutes choses qui n'ont en fait de sens qu'au service du message central promu par l'Opus Dei, et qui est sa raison d'être.

L'apostolat des laïcs dans leurs milieux de vie respectifs, l'enrichissement de la conception du travail, qui relèveraient d'une étude sociologique-historique poussée ou de l'histoire de la spiritualité ne sont qu'esquissés chez quelques historiens des religions. La manière dont la plupart des auteurs polémistes passent à côté de *Chemin*, voulant n'y voir qu'un manuel pratique de l'homme d'action, et non un livre de conseils spirituels, est à cet égard significative, tout comme l'est l'omission des autres œuvres de Josémaría Escrivá, homélies ou gloses du saint rosaire et du Chemin de croix, qui relèvent de la littérature pieuse, donc sans intérêt pour eux.

Les composantes actuelles de l'image de l'Opus Dei

L'image de l'Opus Dei s'est constituée au fil du temps, par accumulation et enrichissements successifs.

Nous nous trouvons en ce moment à l'époque du “troisième récit de l'Opus Dei”, qui élargit le champ des deux premiers récits, étroitement liés à l'Espagne, et remontant respectivement à 1940-1957 (“une organisation espagnole politico-religieuse, qui ébranle les piliers du franquisme et provoque des rejets dans l'ambiance du national-catholicisme dominant de l'après-guerre civile”), et 1957-1970 (“une

organisation catholique espagnole dont les membres connus sont soit des idéologues chrétiens traditionalistes, soit des technocrates qui visent à transformer le régime de l'intérieur en modernisant son économie et en faisant évoluer ses institutions, afin de préparer le terrain à une restauration monarchique moderne"). Le premier "récit de l'Opus Dei", n'émerge d'ailleurs dans l'opinion qu'avec le second, soit en 1957, avec l'arrivée au gouvernement espagnol de ministres membres appartenant à l'Œuvre. Jusqu'alors il n'était que latent dans le monde politique et intellectuel espagnol, la presse n'ayant pas eu la possibilité de développer les quelques insinuations perfides apparues çà et là.

Le troisième récit —le récit actuel— est celui d'une "**institution catholique de type conservateur, d'origine espagnole, apostoliquement dynamique et fidèle au pape**". On y trouve une **rémanence des deux premiers récits**, dans la mesure où des auteurs et des journalistes continuent de rappeler, avec plus ou moins d'insistance, que des membres de l'Opus Dei ont participé à des gouvernements de Franco, ou qu'ils ont été et son encore présents dans les sphères économiques et financières espagnoles (ceci expliquant le penchant conservateur de l'institution en tant que telle).

Il faut convenir que le contexte historique du premier vrai développement de l'Opus Dei en Espagne, au temps du "national-catholicisme" triomphant sous le premier franquisme, puis sous le second franquisme (amorcé par le plan de développement) ont pu donner quelque crédibilité à une interprétation de l'Opus Dei comme un projet collectif de restauration chrétienne imposée par le haut. Il faut bien convenir que l'approche traditionaliste qui fut celle du "groupe Arbor", réuni autour de Calvo Serer dans l'Espagne des années 40-60, pouvait apporter de l'eau au moulin d'une telle interprétation, prétendant attribuer à l'Opus Dei en tant que corps ce qui n'était que le projet d'un groupe de personnes, n'agissant qu'en leur nom propre. L'Opus Dei paye sans doute aujourd'hui cette ambiguïté, non voulue par le Fondateur et les directeurs de l'Opus Dei, et certes non voulue non plus par les promoteurs de ce projet politico-culturel. Le fait est que, depuis les premiers articles de presse, études et surtout essais parus sur l'Œuvre, jusqu'aux ouvrages les plus récents, l'idée d'un Opus Dei ayant un "agenda" temporel persiste chez ceux qui ont du mal à concevoir que des catholiques puissent s'unir pour autre chose que cela.

Même s'il est désormais envisagé dans sa dimension universelle, l'Opus Dei demeure donc perçu comme le promoteur d'une volonté de **reconquête chrétienne par le haut**.

Le sujet est sensible en France, où plane encore un soupçon à l'égard de toute **velléité de restauration théocratique**, susceptible d'entrer en contradiction avec une conception fermée de la laïcité.

Cette appréhension se nourrit de fantasmes remontant au moins au XIX^{ème} siècle (cléricaux légitimistes se disputant avec les Républicains le contrôle de l'Université, des écoles et de la nomination des fonctionnaires, etc.).

Comme toujours dans ce genre d'optique, ceux qui dénoncent une volonté de puissance chez l'Opus Dei ont tendance à **surévaluer l'adversaire pour appeler à l'anéantir**, en évoquant avec emphase et dramatisme son influence dans la sphère politique et ecclésiastique (infiltration de la Curie romaine, nombre d'évêques et de cardinaux réputés membres ou sympathisants, etc), et dans le monde de l'information (nombre important d'organes de presse dirigés par des membres), ou en évoquant des moyens financiers considérables, etc. Ce type de dénonciation vise à faire peur à bon compte, par des procédés qui font appel à l'épouvantail bien connu du **complot cléricale** présent dans la mémoire collective: la conspiration des jésuites, l'action souterraine de sociétés chrétiennes, de la Compagnie du Saint Sacrement au XIX^{ème} siècle à La Sapinière au temps du modernisme. Évoquer le "**complot**", c'est diaboliser un adversaire supposé, pour mieux appeler à le combattre.

Ce que redoutent aujourd'hui ceux qui exagèrent l'importance de l'Opus Dei, c'est une remise en cause de lois libérales permissives considérées à présent comme acquises (retour à "l'ordre moral", expression forgée à la fin du XIX^{ème} siècle pour dénoncer la réaction conservatrice de Mac Mahon), ou pis encore l'établissement d'un régime autoritaire, sur une base "intégriste".

Mais dans les milieux chrétiens aussi, l'idée d'une restauration catholique conçue de cette manière entrerait en contradiction avec une approche apostolique ecclésiastique contemporaine (post-Vatican II), privilégiant la *proposition de la foi et de la morale* sur leur *imposition par le haut* (dans une vision qualifiée de "surplombante"). Appliquée à l'Opus Dei, une telle réticence révélerait une méconnaissance des écrits du Fondateur, qui bien avant Vatican II prônait un apostolat *ab intra*, au cœur de la société civile, la manière

(évangélique s'il en est) du levain dans la pâte.

Dans le troisième récit que nous connaissons en ce moment, si l'**accusation de secret** demeure, elle est moins prégnante, et de toute façon moins crédible.

Nombre de commentateurs reconnaissent en effet que la manière de communiquer de l'Opus Dei a évolué. Il n'en reste pas moins qu'il est l'héritier d'une époque où la consigne du Fondateur était d'être discrets, pour garantir l'**humilité collective**, pour vivre la **sécularité** en se comportant avec naturel, pour **faciliter l'apostolat dans des ambiances difficiles**, et pour **ne pas gêner l'insertion de l'Œuvre dans l'Église** jusqu'à l'obtention d'un statut juridique définitif cohérent avec son charisme (non divulgation des constitutions). La volonté de ne pas confondre information et publicité a pu faire penser à une propension au secret. La dernière raison a disparu, mais les trois premières demeurent. Ce genre de comportement intriguera toujours, et il appartiendra aux fidèles de la Prélature d'expliquer constamment que, chacun agissant librement dans sa sphère de relations, l'Opus Dei ne prendra jamais de positions collectives et officielles (qui auraient l'avantage de lui donner plus de visibilité dans la presse) sur les sujets d'Église ou les problèmes de société. Cette abstention, jointe à la difficulté de montrer comment s'incarne l'esprit de l'Œuvre dans l'existence de gens ordinaires, constituera toujours un handicap dans sa communication, dans un contexte sociétal où l'on ne parle que de "**transparence**".

De plus, la délicatesse avec laquelle les directeurs et les porte paroles de l'Opus Dei rectifient les erreurs et répondent aux attaques, en soignant les formes, et en évitant la polémique, et si possible les procédures judiciaires, ne les servent pas forcément, dans un univers médiatique friand de controverses.

Mais il n'est pas non plus vrai dire que non plus l'Opus Dei "mérite ce qui lui arrive", parce qu'il n'a rien fait pour communiquer sur lui-même jusqu'à ce que les attaques des dernières années l'y obligeaient. Ceci est en grande partie faux, en même temps qu'injuste pour le Fondateur, lequel a voulu largement informer sur l'Opus Dei à partir des années 60, en créant des Bureaux d'information dans les différentes capitales, qui ont fait un travail utile (notamment en Espagne dans les années les plus difficiles), et en répondant lui-même à des demandes d'interviews de la presse internationale après le Concile, interviews reprises pour la plupart dans un livre pas mal diffusé, *Entretiens avec mgr Escrivá*. Mgr del Portillo et mgr Echevarría ont pris le relais, en se montrant très disponibles pour la presse.

Les préalables à une modification de l'image

Un "quatrième récit", plus proche de la réalité de l'Opus Dei, n'a de chance de succéder aux deux autres que si, d'abord, les "grands récits" de la Deuxième République espagnole, de la Guerre d'Espagne et du franquisme ne se modifient pas dans un sens moins partisan, tant l'image de l'Opus Dei continue d'être liée à cette histoire. Tel ne semble pas être le cas en Espagne aujourd'hui, alors que, parmi les historiens non Espagnols de cette période, on pourrait déceler une légère évolution en ce sens.

Pour le reste, il faut aussi compter sur l'évolution des mentalités.

Une meilleure perception par la société occidentale de l'engagement chrétien radical, conçu comme un choix de vie légitime, avec ce que cela implique d'exigences et de renoncements, constitue un autre préalable, dans la mesure où elle serait susceptible de d'atténuer la crainte de déviations sectaires, très vivante de nos jours.

Enfin et surtout, une meilleure reconnaissance du droit des chrétiens à œuvrer en faveur d'une transformation de la société —ce que Josémaría Escrivá nomme "citoyenneté"—, au nom des valeurs évangéliques qu'ils portent, permettrait de dissiper d'autres peurs, liées à une conception étroite de la laïcité. Mais pour cela il faudrait faire admettre l'idée que la christianisation de la société ne peut qu'être bénéfique à celle-ci, qu'elle est à long terme, et qu'elle passe davantage par la formation, le témoignage, et l'appel à la cohérence et à l'unité de vie, dans le respect des consciences, que par une imposition des valeurs par le haut, dans la perspective "surplombante" qui a été évoquée plus haut.

Cela dit, si l'on s'en tient aux apparences, il faut bien reconnaître que l'existence même d'une institution regroupant des fidèles laïcs et des prêtres bien formés, agissant dans la société pour promouvoir

les valeurs évangéliques, le dogme et la morale catholiques, et défendant le pape, posera toujours problème à ceux qui n'admettent la présence des chrétiens dans la société que sous une forme anodine. Comme l'a dit mgr del Portillo, "il ne faut pas s'étonner qu'il y ait, dans une société fortement marquée par son conformisme aux mots d'ordre de la culture laïque, des personnes ou des groupes qui veuillent nous empêcher de respirer ou nous enfermer dans les sacristies. L'action des chrétiens a toujours rencontré ce genre d'incompréhensions, surtout quand ils ont essayé, en cohérence avec l'Évangile, de tirer les consciences de ce rêve conformiste".

François Gondrand

Voir O. Díaz Hernández, *Rafael Calvo Serer y el grupo Arbor*, PUV, Valence 2008.

Voir O. Díaz Hernández, *op.cit.*, p. 212-213, 242-243, 289, 361, 370-371, 389, 398, 466, 549, 552, 567, 579.

“*Extravagances phalangistes*”, 'Le Monde', 24 novembre 1953.

Voir II^{ème} partie, note 100. Dans ce livre, *Le coeur et l'épée (Chroniques espagnoles)*, Jean Créac'h revient sur son expulsion d'Espagne (p. 319).

“*La Phalange espagnole cherche une planche de salut*”, par Georges Demaitre, 'Le Monde', 30 mars 1957. L'auteur y fait allusion à deux projets de lois fondamentales qu'avait présentés la Phalange l'automne précédent, et qui auraient mis le régime sous sa coupe. Franco s'y était opposé, devant l'opposition catégorique manifestée par l'Église et par de nombreuses personnalités. Une brève lettre de mgr Escrivá à Franco, datée du 23 mai 1958, est actuellement diffusée sur la Toile, sans que ce contexte historique y soit évoqué. Le Fondateur de l'Opus Dei, après avoir précisé qu'il ne s'occupe pas de la politique espagnole, y félicite le chef de l'État pour la référence qui a été faite à la religion catholique dans la loi fondamentale qu'il vient de présenter aux Cortes: “ Aunque apartado de toda actividad política, no he podido por menos de alegrarme, como sacerdote y como español, de que la voz autorizada del Jefe del Estado proclame que "la Nación española considera como timbre de honor el acatamiento a la Ley de Dios, según la doctrina de la Santa Iglesia Católica, Apostólica y Romana, única y verdadera y su Fe inseparable de la conciencia nacional que inspirará su legislación". En la fidelidad a la tradición católica de nuestro pueblo se encontrará siempre, junto con la bendición divina para las personas constituidas en autoridad, la mejor garantía de acierto en los actos de gobierno, y en la seguridad de una justa y duradera paz en el seno de la comunidad nacional. ”

“*Un Institut dont on parle: 'L'Opus Dei'*”, 'Informations catholiques internationales', 15 juin 1956.

Conversation avec l'auteur.

Il gardera des relations privilégiées avec le comte de Motrico, conseiller du prétendant, qu'il a connu à Paris comme ambassadeur d'Espagne. Voir son interview du comte de Motrico dans 'Le Figaro' du 29 octobre 1964, p. 4 et 5, dans laquelle il évoque d'ailleurs l'Opus Dei.

Voir à ce sujet une confidence anonyme [HYPERLINK](#)

"<http://rexlibris.hautetfort.com/archive/2008/11/03/degrelle-a-valeurs-actuelles.html>.d'un" d'un ancien collaborateur de 'Valeurs actuelles' dans le site du mouvement [reexiste](#) rexlibris: [HYPERLINK](#)

"<http://rexlibris.hautetfort.com/archive/2008/11/03/degrelle-a-valeurs-actuelles.html>.d'un"<http://rexlibris.hautetfort.com/archive/2008/11/03/degrelle-a-valeurs-actuelles.html>.

“ *L'Espagne sans passion* ”, 'Le Monde', 17, 18, 20, 21 juillet 1958. Voir IV: “ *Demain sera-t-il trop tard?* ”, 21 juillet 1958.

'Le Monde', 23 septembre 1967.

“ *L'Espagne de la succession* ”, 13, 14, 15 16 juillet 1966; voir III “ *Les nouveaux prêtres* ”, 15 juillet, p.3.

Voir 'Le Monde', 22 juillet 1970.

“ *L'Opus Dei, société discrète* ”, 'France-Soir', 21, 22 janvier 1968.

“ *Pourquoi Franco a-t-il voulu que le scandale éclate?* ”, 'Paris Match', n° 110, 15 août 1970. Deux mises au point seront publiées dans le numéro suivant.

'Le Journal du Dimanche', 13 décembre 1970, p. 28.

“ *L'Espagne devant Burgos* ”, “ *III Comme en 36...* ”, 'Le Monde', 31 décembre 1970, p. 3.

“ *Une nouvelle génération espagnole* ”, par J. Burillo, professeur à l'Université de Murcie, 'Le Monde', 25 octobre 1965; “ *Opus Dei: appellation contrôlée* ”, par Jorge Collar, correspondant à Paris de 'Nuevo Diario'.

“ *Comprendre l'Espagne* ”, 'Le Monde' des 4, 5, 6, 7 mai 1971.

Id. II, “ *Préserver la paix intérieure* ”, 5 mai 1971.

'Le Monde', 17 janvier 1971; 23 février 1971, p. 40.

Voir 'Le Monde', 7 mars 1972.

“ *L'Espagne et la peur du vide* ”, 'Le Monde', 3, 4, 5 mai 1972. Cf. II: “ *Une maçonnerie blanche?* ”, 4 mai.

“ *L'après-franquisme à petits pas* ”, 'Le Monde', 4, 5, 7 août 1973. II “ *Oui, c'est-à-dire non* ”, 5 août 1973.

“ *Espag* ”

Les termes

'Le Figaro', 24, 25, 26 mars 1964. Voir " *L'Opus Dei* : ses associés et ses coopérateurs ", 'Le Figaro', 26 mars 1964.
" *L'Opus Dei, organisation occulte?. Mgr Escrivá, son président-fondateur, répond aux questions de notre collaborateur J. Guillemé-Brulon* ", 'Le Figaro', 16 mai 1966. Publié sous le titre " *L'apostolat de l'Opus Dei dans les cinq continents* ", dans *Entretiens avec mgr Escrivá*, Paris 1987.

'Le Figaro', 29, 30, 31 janvier 1969. Voir " *Espagne: L'évolution contrariée* ", 30 janvier 1969, p. 5.

" *Ce long suspense espagnol* ", 'Le Figaro', 4 et 5 mars 1969.

'Le Figaro', 5 février 1970, p. 5.

" *L'Espagne après Burgos* ", 'Le Figaro', 1^{er} et 2 février 1971.

" *Espagne: dernier combat pour une succession* ", 'Le Figaro', 11 juin 1973.

" *Espagne: une nouvelle génération franquiste au pouvoir* ", 'Le Figaro', 22 juin 1973, p. 5.

" *Don Alvaro del Portillo est élu président de l'Opus Dei* ", 'Le Monde', 17 septembre 1975.

" *L'Opus Dei a cinquante ans* ", 'La Dépêche du Midi', 8 octobre 1978.

" *Cinquantième anniversaire de l'Opus Dei* "; " *Une grande famille spirituelle* ", 'Famille chrétienne', 17 octobre 1978;
" *L'Opus Dei a cinquante ans* ", par Guy Baret, " *Son fondateur mgr Escrivá: un homme de Dieu* ", par Marc Lallier"; " *La sanctification du travail, thème de notre temps* ", par José Luis Illanes, 'France Catholique' n° 1667, 24 novembre 1978., p. 11-14.

Voir l'ensemble de la presse à cette époque.

" *L'Opus Dei à l'œuvre* ", 'Témoignage chrétien', 30 septembre 1965.

'Le Nouvel Observateur' (n° 78, 11 mai 1966).

Voir " *Refais-le-Meleux. Ou l'affaire Giscard père et fils* ", 'Le Canard enchaîné', 13 avril et 4 mai 1966. Cet hebdomadaire satirique a amorcé et poursuivi longtemps une polémique sur ce qu'il a appelé " l'affaire Meleux " qui mêlait le nom de l'Opus Dei au suicide d'un chef d'entreprise, ami d'Edmond Giscard d'Estaing, père du ministre des Finances de l'époque, et président de la Banque des Intérêts Français, associée à Paris au Banco Popular Español.

'Le Nouvel Observateur' (n° 79, 25 mai 1966).

" *Les croisés de l'Opus Dei* ", n° 261, 10 novembre 1969.

" *Les technocrates du Christ au pouvoir* ", 'L'Express', 10-16 novembre 1969. Édouard Bailby parlera de l'Opus Dei dans les mêmes termes dans un livre qu'il consacrera à Franco (voir II^{ème} partie, note 131.)

Voir II^{ème} partie, p. 25-6, et note 51.

'Informations catholique internationales', juin 1970.

Cette phrase est empruntée à une citation anonyme de l'article de Marcel Niedergang dans 'Le Monde' du 18 août 1970, mentionné plus haut. Voir note 16.

Voir II^{ème} partie, note 114.

" *La trop sainte maffia* ", 'Le Nouvel Observateur', 4 janvier 1971.

Y. Le Vaillant, *Sainte Maffia. Le dossier de l'Opus Dei*, Mercure de France, coll. 'En direct', Paris 1971, 374 p. Le livre fera l'objet d'une recension d'une page dans le 'Témoignage chrétien' du 22 avril 1971 (" *Une 'sainte maffia' ou une œuvre spirituelle?* ", par André Vimeux).

La présentation de l'Opus Dei comme un groupe politique en Espagne n'est pas l'apanage de la presse de gauche. Les agences de presse et les quotidiens continueront longtemps de fonctionner selon ce schéma, adopté également par le mensuel de droite 'Le Spectacle du Monde'. Voir *L'Opus Dei au pouvoir en Espagne*, par Louis Van den Bergh, article de cinq pages dans le numéro de janvier 1970, où sont mêlés Opus Dei, politique et entreprises diverses. L'hebdomadaire 'Valeurs actuelles', appartenant au même groupe de presse va dans le même sens. On a vu plus haut qu'il était en partie alimenté par le rexiste belge Léon Degrelle.

Voir 'El País', 8 novembre 1979, 'Le Monde', 13 novembre 1979, 'Le Figaro', 17 novembre 1979, et la presse régionale de ces jours-là.

'Le Monde', 14 janvier 1981; 6 décembre 1981. Cf. 'The Times', 12 janvier 1981, 5 décembre 1981. Ces deux articles provoqueront un abondant courrier, dont 'Le Monde' publiera des extraits. Alain Woodrow a publié en 1977 un livre sur les sectes, dans lequel il évoque déjà l'Opus Dei dans ce contexte. Voir II^{ème} partie, note 257.

Article d'Alain Woodrow, 'Le Monde', 25 août 1982. Voir aussi 'Le Figaro' et 'La Croix' du 25 août 1982 (avec une colonne sur don Alvaro del Portillo).

" *L'Opus Dei: une Église dans l'Église* ", par André Vimeux, 'Témoignage chrétien', 1^{er} septembre 1982; " *Un nouveau statut pour l'Opus Dei* ", par Georges Daix, 'L'Homme Nouveau', 19 septembre 1982. Voir aussi 'Le Méridional' du 14 septembre 1982 (" *L'Opus Dei prend son autonomie: l'Œuvre devient prélatrice personnelle* ").

" *L'Opus Dei: Un mystérieux catholicisme intégral* ", " *I Rentabilité apostolique* ", 'Le Monde', 28 septembre 1982; " *II La gymnastique de la sainteté* ", 'Le Monde', 29 septembre 1982.

Voir notamment 'Le Figaro' du 29 novembre (" *Son statut de prélatrice personnelle officialisé, l'Opus Dei mouvement d'apostolat* ", par J. Bourdarias); 'Le Matin' du 29 novembre 1982 (" *La puissance montante de l'Opus Dei* ", en-dessous d'un article sur la faillite du Banco Ambrosiano); 'La Dépêche du Midi', du 29 novembre 1982 (J. Grifone).

'L'Homme Nouveau', 19 décembre 1982 (" *La portée d'une décision* ").

'Famille chrétienne', 6 janvier 1983 (" *Les raisons d'un changement* ").

L'accroche est encore celle de la politique espagnole, même si le long article est ensuite descriptif et respectueux, dans *Les chemins de l'Opus Dei*, par Georges Daix, 'Le Spectacle du monde', mars 1981, p. 67-71.

" *La spir*

'L'Actualité Religieuse dans le Monde', n° 6, 15 novembre 1983, p. 29 à 39.

'Le Point', n° 886, 11 septembre 1989.

Cette thèse a déjà été soutenue dans le dossier des 'Informations Catholiques Internationales' de juin 1970 (voir note 47).

'L'Événement du Jeudi', 18 juillet 1991.

Voir AFP, 7 janvier 1992 (citant le journal italien 'Il Regno'); 'El País' (Madrid) 8 janvier 1992 (information et démenti); 'ABC' (Madrid) 8 janvier 1992 (démenti); 'Le Parisien', 10 janvier 1992; 'Libération', 11 janvier 1992; 'Newsweek', 13 janvier 1992 (ce magazine avait diffusé auparavant le contenu de son article à des confrères); 'VSD', 5 mars 1992; 'Le Parisien', 'Goliath', mai 1992 (numéro spécial); 'L'Événement du Jeudi', 14 mai 1992.

'Témoignage chrétien', 7 mars 1982.

“ *Mexique, terre avancée de l'Opus Dei en Amérique latine* ”, par Ana Delahaye.

'Le Figaro', 12 mai 1992, 'Le Quotidien de Paris', 11 et 18 mai 1992, 'Le Figaro Magazine', 2 mai 1992, 'L'Express', 14 mai 1992, 'Le Provençal', 21 mai 1992, 'Ouest France', 18 mai 1992, 'La Voix du Nord', 19 mai 1992, 'France Catholique', n° 249, 3 avril 1992, 'L'Homme Nouveau', 17 mai 1992, 'Famille chrétienne' n° 748, 14 mai 1992, 'La Nef', mai 1992, 'Le Monde', 16 mai 1992, 'La Croix', 14 mai 1992.

'L'Événement du Jeudi', 4 avril 1994 (“*Les drôles de réseaux de l'avocat de Touvier*”); 1^{er} juin 1995 (“*La pieuvre de Dieu*”); 6 juillet 1995 (“*Colette Codaccioni: le visage souriant de la réaction*”); 21 août 1997 (“*Les légions étrangères de Jean-Paul II*”); 8 janvier 1998 (“*La France réac contre-attaque*”); 30 avril 1998 (“*Quand le Vatican met la main au CUS*”); 7 mai 1998 (“*Les possédés de l'ordre moral*”); 10 septembre 1998 (“*La guerre du Pacs*”); 4 février 1999 (“*Les nouveaux réacs*”).

“ *Une “ Œuvre de Dieu controversée* ”, par Bertrand Révillion, 'Le Pèlerin Magazine' n° 5711, 15 mai 1992, p 17.

“ *Une secte se caractérise par sa nocivité. Un entretien avec Jacques Trouslard* ”, 'Témoignage chrétien', 12 février 1996. Sur les sectes, voir II^{ème} partie, p.p. 49-51.

“*Opus Dei. L'armée secrète du pape*”, 'Le Nouvel Observateur', n° 1547, 30 juin 1994, p. 10-20 (tirage OJD 417 592 exemplaires).

'Le Nouvel Observateur', n° 1550, 21 juillet 1994.

“ *Les sectes: comment en sortir?* ”, 'L'Actualité religieuse dans le monde', n°134, 13 juin 1995, p. 32 à 34.

“ *L'Opus Dei, arme secrète du pape* ”, dans “ *L'offensive des religions* ”, 'Le Monde diplomatique', novembre-décembre 199, p. 13.

Voir II^{ème} partie, note 119.

“ *À la base du pacte entre M. Aznar et les Catalans. Résurrection de l'Opus Dei en Espagne* ”, 'Le Monde diplomatique', n° 508, juillet 1996, p. 3.

“*Opus Dei, de la légende noire à la normalisation médiatique*”, par Jérôme Anciberro, 'Le Monde diplomatique', mars 2008.

Voir II^{ème} partie, note 247.

“ *Les dessous d'une sanction* ”, “L'Express", 19 janvier 1995.

'Le Point', n° 1166, 21 janvier 1995.

'La Croix', 19 décembre 2001, 26 février 2002; 'Le Monde', 22 décembre 2001; 'Libération', 19 décembre 2001; 'France Catholique', n° 2218, 11 janvier 2002, p. 13 à 18: “*L'Opus Dei à la une*”; “*L'appel à la sainteté*”; 'L'Homme Nouveau', 6 janvier 2002; 'Famille chrétienne', 12 janvier, 31 août 2002; 'Le Figaro', 26 février 2002; 'L'Express', 13 juin 2002; 'Le Point', 19 juillet 2002; 'Marianne', 4 mars 2002.

'Képhas', juillet-août 2002, 'Histoire du christianisme', septembre 2002.

Voir p. 1.

Voir notamment 'Le Canard enchaîné', 9 octobre 2002; 'Rouge', 10 octobre 2002; 'Marianne', 14 octobre 2002; sans parler de la presse anti-cléricale institutionnelle. À noter que les dépêches de l'AFP (dont certaines reprennent des propos de P. Hertel dans 'Goliath') provoquent des commentaires contrastés dans la presse régionale.

“ *Les dossiers noirs d'un ordre très discret* ”; “ *L'Opus Dei sur la sellette* ” 'France-Soir', 3 octobre 2002. Il s'agit de la plainte d'une ancienne élève de l'École Dosnon.

'Le Pèlerin', n° 6252, 27 septembre 2002.

Radio Notre Dame, RCF, Radio Espérance, KTO, RFI, LCI (interview du vicaire régional), sur France 5 (débat dans l'émission “ *C 'dans l'air*”, le 8 octobre 2002).

'Famille chrétienne', n° 1290, 5 octobre 2002; n°1252, 12 janvier 2010; 'La Nef' n° 124, février 2002; 'France Catholique', 18 octobre 2002; 'Esprit et Vie', octobre 2002 et des bulletins diocésains ou d'ordres religieux.

'Le Figaro Magazine', 28 septembre 2010.

'Témoignage chrétien', “ *Jean Paul II. 1978-2003. 25 ans de pontificat* ”, octobre 2003, 66 p.

Voir II^{ème} partie, note 238.

B. et P. des Mazery, *L'Opus Dei. Une Église au coeur de l'Église*. Voir II^{ème} partie, note 175.

Voir note 5.

Voir plus loin les analyses des livres d'Artigues, Ynfante, Le Vaillant et Saunier, notes 114, 119, 121.

C'est là u

“ La t

"Une nouvelle institution religieuse. L'Église et l'État espagnol : la 'Société de l'Opus Dei'", 'Le Monde', 15 octobre 1952. Voir I^{ère} partie.

J. Créac'h, *Le coeur et l'épée (Chroniques espagnoles)*, Plon, Paris 1958, 434 p.

D. Aubier et M. Tuñón de Lara, *Espagne*, Petite Planète, Bourges 1956, 192 p. Rééditions en 1962, 1964... Voir p. 188.

J. Meyriat, *L'Europe Méditerranée*, t. 3 (IEP, Paris V, Les cours de droit, Paris 1961), p. 563-566.

Voir O. Díaz Hernández, *op.cit.*, p. 222, et aussi 125, 207, 232, 235, 261, 269.

M. Gala y Delrue, *Combattre pour Madrid. Mémoires d'un officier franquiste*, Paris 1964, Éditions de la Pensée Moderne, Paris 1964, 252 p., p. 253.

Ruedo Ibérico publiera Gerald Brenan *Le labyrinthe espagnol, Origines sociales et politiques de la guerre civile*; Stanley Payne *La Phalange. Histoire du fascisme espagnol*; Herbert Southworth, *Le mythe de la croisade de Franco* (1964, 327 p); et, en 1972, le livre de Rafael Calvo Serer: *Franco frente al Rey, La dictadura de los franquistas*.

H. R. Southworth, *Le mythe de la croisade de Franco*, Ruedo Ibérico, Paris 1964, 327 p.; p. 1, 4, 6, 10, 36, et 103.

P. Jobit (mgr) *Les éducateurs de l'Espagne contemporaine*, 2 vol. Bordeaux; *L'Espagne à l'heure du Concile*, Spes, Paris 1965; 235 p. Voir à ce propos, O. Diaz *op. cit.*, p. 89, où il est fait allusion aux rencontres de l'auteur avec Rafael Calvo Serer. Sur Jean Bécarud, voir p. 6.

La mystérieuse compagnie: les jésuites, Horay, Paris 1957, 228 p.; *Les sociétés secrètes féminines*, Les Productions de Paris, Paris 1963, 268 p.

M. Monestier, *On peut apporter son âme*, Guy Victor, Paris 1965, 325 p., p. 263-272.

Cf. le Bulletin du Centre de documentation du Grand Orient de France, n° 34-35, juillet-octobre 1962, p. 83, 84.

P. Bauchard, *Les technocrates et le pouvoir*, Arthaud, Paris 1966, 319 p.

C. Rudel, *L'Espagne du Plan*, Éditions ouvrières, Paris 1966, 174 p., p. 105-112).

J. Plumyene et R. Lasiera, *Le complexe de gauche*, Flammarion, Paris 1967, 206 p.

D. Artigues, *L'Opus Dei en Espagne. Son évolution politique et idéologique. I 1928-1957*, Ruedo Ibérico, Paris 1967, 172 p. Le tome II n'est jamais paru. En revanche trois articles de l'auteur, parus respectivement dans les revues 'Signe du temps' en 1959, 'Esprit' en novembre 1967, et 'Le Monde diplomatique', en février 1974, reprennent son interprétation d'un Opus Dei politique. Voir p. 6 et 24.

M. Gallo *Histoire de l'Espagne franquiste*, Robert Laffont, Paris 1969; 491 p., p. 104, 105, 155, 156, 320, 329, 332, 342 344, 357.

B. Crozier, *Franco*, Mercure de France, Paris, 1969, 616 p., p. 473, 474, 475.

J. Bourdarias, J. Idier, *La nouvelle Espagne*, Mercure de France, Paris 1969, 221 p.

J. Georgel, *Le franquisme. Histoire et bilan (1939-1969)*, Le Seuil, collection 'Esprit' " Frontière ouverte ", Paris 1970, 400 p.

J. Ynfante *La prodigiosa aventura del Opus Dei*, Ruedo ibérico, Paris 1971, 524 p. Les annonces publicitaires finales mentionnent le livre d'Artigues, comme ceux de Hugh Thomas, Stanley G. Payne, H.R. Southworth, et d'autres historiens de l'Espagne contemporaine, tous publiés par Ruedo Ibérico.

Voir I^{ère} partie, notes 51 et 65.

Y. Le Vaillant *Sainte maffia*, *op. cit.* (voir I^{ère} partie note 51).

C. Rudel, *La Phalange*, C. Rudel, *La Phalange, Histoire du fascisme en Espagne*, Édition spéciale, Paris 1972, 310 p

H. Larose (professeur au Lycée Louis-Le-Grand à Paris) et L. Urrutia (maître de conférences à l'Université de Paris VIII), *Introduction à l'Espagne contemporaine*, Masson, Paris 1971, 272 p.

J.-F. Nodinot, *L'Église et le pouvoir en Espagne*, Editions M-Th Genin, Librairies techniques, Paris 1973.

A. et F. Demichel, *Les dictatures européennes*, Presses universitaires de France, coll. " Thémis: Sciences politiques", Paris 1973, 378 p.

J. Bergier et L. Pauwels, *Le matin des magiciens*, Gallimard, Paris 1960, 627 p.; J. Saunier *L'Opus Dei*, CAL, collection " Histoire des sociétés secrètes de France et de l'Occident ", Paris 1973, 288 p.

Var., *Chili, Le dossier noir*, Gallimard, Paris 1974, 352 p., p 116-118.

E. de Blaye, *Franco ou la monarchie sans roi*, Stock, Paris 1974, 558 p., p. 188, 229, 255-260, 294, 345, 253, 400-421, 492, 498, 294, 300, 301.

J. Agirre, *Opération Ogro. Comment et pourquoi nous avons exécuté Carrero Blanco, Premier ministre espagnol*, Seuil, Paris 1974, 224 p.

J. Pinglé, *Histoire des Espagnols*, Éditions universitaires, Paris 1975, 422 p.

E. Bailby, *L'Espagne vers la démocratie*, Gallimard, Paris 1975, 220 p.

R Chao, *Après Franco*, Présentation de Tierno Galvan, Stock, Paris 1975, 380 p., p. 283-293.

J. Descola, *Histoire d'Espagne*, Club des Libraires de France, Paris 1960, 370 p.; J. Descola, *Ô Espagne*, Albin Michel, Paris 1976, 474 p., 348-354.

J. Testas, *Les institutions espagnoles*, PUF, coll. "Que sais-je?", Paris 1976, 128 p.

M. del Castillo, *Le sortilège espagnol*, Plon, Paris, 1977.

- A. Dessens, *L'Espagne et ses populations*, Édition Complexe, Bruxelles 1978, 216 p.
 J.E. Jeannesson, *Espagne année zéro*, Nathan, Paris 1977, 188 p.
 S. Vilar, *Dictature militaire et fascisme en Espagne. Origines, reproduction, luttes*, Anthropos, Paris 1977, 258 p., p. 216-219.
- F. Franco Salgado, *Franco au jour le jour*, Gallimard, Paris 1978, 479 p., p. 393-395.
- G. Hermet, *Les catholiques dans l'Espagne franquiste, I: Les acteurs du jeu politique*; Presses de Sciences Po, Paris, 1979, 368 p.; II *Chronique d'une dictature*, Presses de Sciences Po, Paris, 1981, 370 p.
 G. Hermet, *L'Espagne au XX^{ème} siècle*, PUF, "L'histoire", Paris 1986, 317 p.
- Voir note 114.
- P. Nourry, *Juan Carlos, un roi pour les Républicains*, Le Centurion, Paris 1980, 430 p.
 R. Uboldi, *Juan Carlos*, Préface d'A. Fontaine, Flammarion, Paris 1985, 278 p.
 P. Vilar, *Histoire de l'Espagne*, PUF, coll. Que sais-je?, Paris 1986, 128 p.
 J. Perez *Histoire de l'Espagne*, Fayard, Paris 1992, 900 p.
- E. Temime, *Lexique historique de l'Espagne* (avec J. Amalric, B. Bennassar et J. Perez), Armand Colin, Paris 1976, 429 p.
 E. Temime, A. Brauder, G. Chastagneret, *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours*, Aubier Montaigne, Paris 1979, 317 p.
 Voir plus loin, p. 35.
- L. Gonzalez Mata, *Les vrais maîtres du monde*, Grasset, Paris 1979, 341 p., p. 95-110
 A. Moncada, *El Opus Dei. Una interpretación*, Colección Unamuno, Madrid 1974, 147 p.
 J. Ynfante, *Los negocios ejemplares: Matesa, Sofico, los negocios del "Caudillo", Rumasa*, Monipodio, Toulouse, 1975, 189 p.
- C. Polin *Le totalitarisme*, PUF, coll. "Que sais-je?", Paris 1984, 128 p., p. 46.
 T. Maliniak, *Les Espagnols, de la Movida à l'Europe*, Centurion, Paris 1990, 273 p., p. 57.
 B. Bennassar, *Le défi espagnol*, Éditions La Découverte, Paris 1991, 330 p.
 J. Maurice-C. Serrano, *L'Espagne au XX^{ème} siècle*, Hachette " Supérieur ", Paris 1992, 253 p.
- Vazquez Montalban, *Moi Franco*, Seuil, Paris 1994, 578 p.
 B. Bennassar, *Franco*, Perrin, Paris 1995, 410 p., p. 314.
- A. Bachoud, *Franco*, Fayard, Paris 1997, 528 p.
 J. Ferreras, *La civilisation espagnole aujourd'hui*, Nathan Université, Paris 1996, 128 p.
 A. Dulphy, *Histoire de l'Espagne*, Nathan, Paris 1997, 128 p.
- J-M. Beuzelin, *L'Espagne secrète*, Atlantica, Anglet 2004, 127 p.
 F. Peyrègne, *L'Espagne du XX^{ème} siècle: le franquisme*, Ellipses, " Les essentiels - Civilisation espagnole ", Paris 2000, 127 p.
- J. Chalvidant, *L'Espagne, de Franco à Zapatero*, Atlantica, Paris 2006, 659 p., p. 412-416 (et articles sur différentes personnalités membres de l'Œuvre et sur Escrivá de Balaguer (p. 159-160)).
- M. del Castillo, *Le temps de Franco. Récit*, Fayard, Paris 2008, 320 p.
 B. Bennassar-B. Bessière, *Espagne. Histoire. Société. Culture*, " Les guides de l'état du monde ", La Découverte, Paris 2009, 224 p.
- P. de Lagarde, *Dictionnaire inattendu des grands témoins de l'invisible*, Salvator, Paris 2009, 378 p.
 Voir J. Aurell, *op. cit.*, p. 169-175.
- R. Aubert, M.D. Knowles et L.J. Rogier, *Nouvelle histoire de l'Église*, tome 5, "L'Église et le monde moderne. De 1848 à nos jours", Seuil, Paris 1975, 928 p., p. 404, 615, 640.
 G.M. Oury, *Histoire de l'Église*, CLD, Solesmes 1978, 300 p.; *Dictionnaire actuel des ordres religieux*, CLD, Joué-les-Tours, 1988, p. 289.
- M. Lemonnier, *Histoire de l'Église. La vie de l'Église de la Pentecôte à nos jours*, Mediaspaul, Paris 1983, 512 p.
L'état des religions dans le monde (sous la direction de M. Clévenot), La Découverte, Le Cerf, Paris 1987, 640 p., p. 581-584 .
- P. Chaunu, "Au cœur du religieux. La tradition chrétienne", *Pour l'histoire*, Perrin, Paris 1984, 428 p., p. 184-186.
 G. Cholvy, Y. M. Hilaire, *Histoire religieuse de la France contemporaine. 1930-1988*, Privat 1988, 569 p., p. 461-462.
 G. Cholvy et Y. M. Hilaire, *Le fait religieux aujourd'hui en France, Les trente dernières années (1974-2004)*, Cerf, Paris, 2005, 414 p., p. 162, 198-199
- H. Daniel-Rops, *Un combat pour Dieu. 1870-1939. L'Église des révolutions*, Fayard, coll. "Les grandes études historiques", Paris 1963, 982 p.
- J. Chélini, *L'Église sous Pie XII*, vol. 2, *L'après-guerre, 1945-1948*, Fayard, Paris 1989, 618 p., p 121-124.
- J.A Gallego et A. Pazos, *Histoire religieuse de l'Espagne*, Cerf, Paris 1998, 295 p.
 G. Cholvy et var., *Nouveaux mouvements* (Carrefour d'histoire religieuse), Centre régional d'histoire des mentalités, Actes de la 8^{ème} Université d'été d'histoire religieuse d'Arras, 12-15 juillet 1999, Montpellier 2000, 226 p.
- L. Laloux *Passion, tourmente, espérance, Histoire de l'apostolat des laïcs, en France, depuis Vatican II*, X. de Guibert, Paris 2003, 410 p.
- M. Feuillet, *Vocabulaire du christianisme*, PUF., Paris 2000, coll. "Que sais-je?", 128 p.
Églises et pouvoirs, Actes de la XIV^e université d'été du Carrefour d'histoire religieuse, Poitiers, 11-14 juillet 2005, Université du Littoral, Boulogne-sur-Mer 2007, 328 p., p. 251-270.

V. Gómez Iglesias, A. Fuenmayor, J. Illanes, *L'itinéraire juridique de l'Opus Dei, Histoire et défense d'un charisme*, Desclée, Paris 1992, 814 p.

C'est le cas de *Bilan du monde. Encyclopédie catholique du monde chrétien* (Fayard, Paris 1964; non réédité); du *Dictionnaire du monde actuel* (Éditions Rencontre, Lausanne 1966); de l'*Encyclopédie Bordas*, Paris 1994; de l'*Encyclopédie internationale Focus* (Bordas, Paris, 1967-1972); du *Nouveau Petit Larousse illustré* (Larousse, 1965); du *Journal de l'année* (Larousse 1969 et 1970); de *Les mots dans le vent* (Larousse, Paris 1971); du *Lexique des termes politiques* (Paris, Dalloz 1974); de l'*Encyclopédie générale Hachette* (Hachette, Paris 1974); du *Dictionnaire de notre temps* (Hachette, Paris 1982); de *L'année religieuse dans le monde. 1983* (Cana, Paris 1984); du *Larousse Mémo* (Larousse, Paris 1990); de la *Grande Encyclopédie Bordas* (Bordas, Paris 1993); et de l'*Encyclopédie Bordas* (Bordas, Paris 1997); de l'*Encyclopædia Universalis* (Club Français du Livre, Paris 1974, Albin Michel/Encyclopædia Britannica 2005), du *Dictionnaire géopolitique* de Jean-Yves Lacoste (Flammarion, Paris 1995); de *Chronologie de l'histoire*, (article Franco, 1987); du *Dictionnaire historique et géopolitique du 20^{ème} siècle* (La Découverte, Paris 2004); de l'*Encyclopédie du XX^{ème} siècle*, tome 6 (1946-1960) (Larousse, Paris 1971); de *Les mots de la religion chrétienne* (Belin, Paris 1993).

Mémoire du christianisme, Larousse, Paris 2001, 464 p.

Panorama du XX^{ème} siècle, Larousse, Paris 1975, t. 3, p. 933.

L'essentiel en cinq volumes, Larousse, Paris 1989, p. 294.

THÉO, l'encyclopédie catholique pour tous, Droguet Ardant/Fayard, Paris 1989, p. 763. Voir aussi l'article "Prélature", p. 1008.

P. Le Villain, *Dictionnaire historique de la papauté*, Fayard, Paris 1994, 1776 p. Cf. p.p. 1382-1385, 195, 1212-1216.

Encyclopédie du catholique au XX^{ème} siècle (Fayard, Paris 1962, tome 84); *Annuaire-Agenda catholique* (Lethielleux, Paris 1961-1964); *Dictionnaire de la foi chrétienne* (Cerf, Paris 1968); *Dictionnaire Hachette*, (Hachette, Paris 2006); *Encyclopédie QUID* (Club Français du Livre, R. Laffont, Paris 1973-2007); *Dictionnaire universel des noms propres* (Société du Nouveau Littre, Paris 1974); *Dictionnaire des noms propres* (Société du Nouveau Littre, Paris 1994); *Dictionnaire des noms propres* (Hachette, Paris 1992); *Logos* (Larousse, Paris 1977); *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, de Michel Mourre (Bordas, Paris 1978); *Dictionnaire des religions*, sous la direction du cardinal Poupard (PUF, Paris 1984, réédition en 1997, 2007); *Grande encyclopédie Larousse* (Larousse, Paris 1963); *Grand dictionnaire encyclopédique Larousse* (Larousse, Paris 1984, tome 8); *Larousse en un volume* (Larousse, Paris 1991); *Larousse Mémo* (Larousse, Paris 1991); *Petit Larousse illustré* (Larousse, Paris 1989-2009); *Grand Larousse universel encyclopédique* (Larousse, Paris 1963); *Constellation* (1970); *Dictionnaire encyclopédique Quillet* (Quillet, Paris 1975, 10 vol.); *Dictionnaire de l'histoire de l'Église*, de Guy Bédouelle (CLD, Joué-les-Tours, 1994, 280 p.); *Dictionnaire culturel du christianisme*, Cerf/Nathan, Paris 1994; *Dictionnaire des personnages historiques. Encyclopédie d'aujourd'hui*, publié sous la direction de J.-L. Voisin. Fischer Taschenbug Verlag 1963-1981 (de Fallois, Paris 1995); *Chronique du XX^{ème} siècle et Chronique de l'histoire*, articles "Franco" et "Jean-Paul II" (Édition Chronique, Bassillac 1997); *Dictionnaire critique de théologie* de Jean-Yves Lacoste (PUF, 2^{ème} éd., Paris 2002, article "Travail"); D. Le Tourneau, *Les mots du christianisme* (Fayard, Paris 2005, 742 p.)

Catholicisme, hier, aujourd'hui, demain, X, fasc. 44 ("Les instituts séculiers"), et 48 ("Perfection chrétienne") col. 1242-1256 (voir p. 1251-1252.), Letouzey et Ané, Paris 1983. La bibliographie (fasc 81) mentionne P. Berglar, *L'Opus Dei et son fondateur*, S. Canals, *L'Église et les instituts séculiers*, A. de Fuenmayor et alia, *L'itinéraire juridique de l'Opus Dei*, "Le statut de l'Opus Dei..." in 'L'année canonique' (1999), L. Nefontaine, *L'Opus Dei*.

Var.: *Dictionnaire des miracles et de l'extraordinaire chrétiens*, sous la direction de Patrick Sbalchiero, préface de René Laurentin, Fayard, Paris, 2002, 880 p.

P. Langeron, *Les instituts séculiers, Une vocation pour le nouveau millénaire*, Cerf, Paris 2003, 189 p.

P. Ladrière et R. Luneau (sous la direction de), *Le retour des certitudes. Événements et orthodoxie depuis Vatican II*, Le Centurion, Paris 1987, 312 p.

Tous les chemins ne mènent plus à Rome, sous la direction de R. Luneau et P. Michel, Albin Michel, Paris 1995, 448 p.

I. Berten et R. Luneau, *Les rendez-vous de Saint-Domingue. Les enjeux d'un anniversaire (1492-1992)*, Le Centurion, Paris 1992, 266 p.

K. Woodward, *Comment l'Église fait les saints*, Grasset, Paris 1992, 488 p., p. 413-417.

C. Colonna Cesari, *Urbi et Orbi. Enquête sur la géopolitique vaticane*, La Découverte, Paris 1992, 280 p., p. 47-51, 53-57, 85-90.

C. Colonna Cesari, *Le Pape combien de divisions?*, Dagorno, Paris 1994, 295 p.

D. Dustin et C. Pire, *La politique selon Jean-Paul II*, Éditions universitaires, Paris 1993, 270 p., p. 24.

J. Benoît d'Onorio, *Plaidoyer pour Jean Paul II*, J.C. Lattès, Paris 1996, 282 p.

C. Bernstein et M. Politi, *Sa Sainteté Jean-Paul II, et l'histoire cachée de notre époque*, Plon, Paris 1996, 475 p.

G. Zizola, *Le successeur*, Desclée de Brouwer Paris 1995, 362 p., p. 89, 134, 152, 142, 153, 235.

Les papes du XX^{ème} siècle, Desclée de Brouwer, Paris 1996, 217 p., p 199.

P. Lamet, *Jean Paul II aux deux visages*, Goliath, Villeurbanne 1996, 280 p., p. 499-516. Sur P. Hertel, voir note 238.

Voyage au cœur du mystérieux, Sélection du Reader's Digest, Paris 1996, 356 p.

Au cœur des sociétés secrètes, Sélection du Reader's Digest, 2009, 223 p.

J. Offredo, *Jean-Paul II ou le rêve de Jérusalem*, M. Lafon, Paris 1998, 258 p.

R. Laurentin, *Église qui vient, Au-delà des crises*, Desclée, Paris 1999, 238 p

- G. Weigel, *Jean-Paul II, témoin de l'espérance*, JC Lattès, Paris 1999, 1173 p.
- B. Lecomte, *Jean-Paul II*, Gallimard, Paris 2003, 637 p., p. 772.
- B. Lecomte, *Les secrets du Vatican, Pie XI contre les soviets, Le troisième secret de Fatima, Les silences de Pie XII, La mort de Jean Paul I^{er}, La revanche de l'Opus Dei*, Perrin, Paris 2009, 387 p.
- C. Terras: *Jean Paul II, La fin d'un règne*, Goliass, Villeurbanne 2003, 377 p., p. 221-250, 358, 417.
- A. Vircondelet, *Jean Paul II*, FIRST, Paris 2004, 640 p.
- L. Salin, *Vers une Europe vaticane?*, L'Harmattan, Paris 2005, 228 p.
- E. Lebec *Benoît XVI, les défis d'un Pape*, L'Archipel, Paris, 2005, 262 p. Auteur de *Histoire secrète de la diplomatie vaticane*, Albin Michel, Paris 1997, 315 p.
- Voir note 266.
- J.-M. Guénois, *Benoît XVI, le Pape qui ne devait pas être élu*, JC Lattès, Paris 2005, 202 p.
- B. Fouchereau, *Le Saint-Piège*, Hugo et Cie, Bruxelles 2005, 186 p.
- B. Bollaert et B. Bartoloni, *Le Roman du Vatican secret*, Éditions du Rocher, Paris 2009, 312 p., p. 182-187.
- O. Le Gendre, *La confession d'un cardinal*, J.C. Lattès, Paris 2007, 314 p.
- A. Devailly, *Les charismatiques*, La Découverte, Paris 1990, 256 p., p. 82, 196-197, 218.
- Y-G. Bergès, *Les pavés du Vatican: quel Pape pour l'an 2000?*, A. Carrière, Paris 1995, 120 p.
- V. Hanotel, *Les cathos*, Plon, Paris 1995, 292 p., p. 277.
- V. Grousset, *Guide pratique du catholicisme*, FIRST, Paris 1995, 280 p., p. 196-198.
- S. Coignard, *Les bonnes fréquentations*, Grasset, Paris 1997, 383 p., p. 266-270.
- G. Ottenheimer, *Les frères invisibles. Enquête sur les dérives de la franc-maçonnerie*, Albin Michel, Paris 2001.
- J.M. Paupert, *Les chrétiens de la déchirure*, Robert Laffont, coll. "Essais", Paris 1999, 357 p., p. 236.
- C. Masson, *Les laïcs dans le souffle du Concile*, Cerf, Paris 2007, 352 p.
- D. Lormier, *La dérive intégriste*, Éditions de l'Acropole, Bordeaux 2007, 300 p.
- C. Fourest-F. Venner: *Les nouveaux soldats du Pape, Légion du Christ, Opus Dei, traditionalistes*, Panama, Paris 2007, 318 p., p. 99-237.
- F. Venner, *Chronique de l'intégrisme ordinaire. Tour du monde du fanatisme religieux*, First, Paris 2009, 161 p.
- G. Pons, *Les rats noirs*, Simoen, Paris 1978, 255 p.
- A. Van Bosbeke, *Opus Dei en Belgique*, Éditions EPO, Anvers 1986, 167 p.
- B. Badie et M.C. Smouts, *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Dalloz-Sirey, Paris, 1992, 238 p.
- L. Nefontaine, *L'Opus Dei*, Cerf, Paris 1993, 120 p.
- P. Lathuilière, *Le fondamentalisme catholique. Signification et exchatologie*, Cerf, Paris 1995, 338 p.
- D. Lormier, *La dérive intégriste*, Éditions de l'Acropole, Bordeaux 2007, 264 p.
- F. Bazin et J. Macé-Scaron *Les politocrates. Vie et mœurs de la classe politique*, Seuil, Paris 1993, 220 p.
- G. Sorman, *Le Capital suite et fins*, Fayard, Paris 1993, 566 p.
- M. Walsh, *Le monde secret de l'Opus Dei*, Pygmalion, Paris 1994, 235 p.
- H. Laurent, *Les mystères templiers d'hier et d'aujourd'hui. Des chevaliers du Moyen-Âge aux croisés modernes de l'Opus Dei. Une histoire inachevée*, Jérôme Do Bentzinger, Colmar 1996, 96 p.
- F. Venner, *L'opposition à l'avortement*, Berg International, Paris 1995, 197 p.
- F. Venner, *Extrême France: les mouvements frontistes, nationaux-radicaux, royalistes, catholiques traditionalistes et pro-vie en France*, Grasset, Paris 2006, 525 p.
- P. Hertel, *Les secrets de l'Opus Dei*, Goliass, Villeurbanne 1998, 448 p.
- P. Hertel, *Les chemins de la gloire*, Goliass, Villeurbanne 2002, 445 p.
- C. Terras, P. Hertel, R. Libero, *Enquête au coeur d'un pouvoir occulte*, Goliass, Villeurbanne 2006, 247 p.
- D. Brown, *Da Vinci Code*, JC Lattès, Paris 2004, 504 p.
- D. Burstein, *Les secrets du Da Vinci Code*, City Éditions-Hachette, Paris 2004, 496 p.
- P. Caine, *Sur les pas du Da Vinci Code. Le Guide*, Bartillat, Paris 2005.
- S. Cox, *Le code Da Vinci décrypté*, Le Pré aux clercs, Paris 2004, 203 p.
- A. Welborn, *Da Vinci Code. La grande mystification*, Le Forum, Perpignan 2005, 160 p.
- F. Lenoir y M.F. Etchegoin, *Code da Vinci: l'enquête*, Robert Laffont, Paris 2005, 259 p.
- É. Zemmour, *Le coup d'état des juges*, Grasset, Paris, 1997, 220 p.
- S. Zizek, *Bienvenue dans le désert du réel*, Flammarion, Paris 2007, coll. "Champs", 222 p.
- H. Tincq, *Les catholiques*, Grasset, Paris 2008, 463 p., p.318-321.
- B. Bollaert et B. Bartoloni, *Le roman du Vatican secret*, Éditions du Rocher, Paris 2009, 347 p.
- A. Woodrow, *Les nouvelles sectes*, Seuil, Paris 1977, 277 p.
- Voir notes 16 et 46.
- F. Cornuault, *La France des sectes*, Tchou, Paris 1978, 342 p., p. 15-17.
- R. Facon et J.M. Parent; *Sectes et sociétés secrètes*, Alain Lefevre, Paris 1979, 370 p., p. 209-222.
- P. Vernet, *Des chercheurs de Dieu hors frontières*, Desclée de Brouwer, Paris 1982, 160 p.
- J.C. Paulin du Besset (coll. dirigée par), *Sectes, Églises et sociétés, L'Instant*, Paris 1985, 150 p.

- S. Hutin, *Les sociétés secrètes d'hier et d'aujourd'hui*, Jean Bouilly, Paris 1989, 222 p.
- J.F. Mayer, *Confession d'un chasseur de sectes*, Cerf, Paris 1990, 155 p.
- Thierry Oberlé, *L'Opus Dei. Dieu ou César*, J.C. Lattès, Paris 1993, 280 p.
- B. Fillaire, *Le grand décervelage. Enquête pour combattre les sectes*, Plon, Paris 1993, 470 p.
- J. Vernet, *Jésus au péril des sectes*, Desclée-Mame, Paris 1994, 301 p., p. 332.
- J. Vernet et C. Moncelon, *Dictionnaire des groupes religieux aujourd'hui*, PUF, coll. Quadrige, Paris 2001, 320 p., p. 166-168.
- J. Thiellay *Lexique historique des religions chrétiennes*, Ellipses, Paris 1995, 253 p.
- B. Fouchereau, *La mafia des sectes. Du rapport de l'Assemblée nationale aux implications des multinationales*, Filipacchi, Paris 1996, 248 p. Sur *Le Saint Piège* voir note 218.
- A. Drogou, *Le dico des sectes*, Éd. Milan, Toulouse 1998, 256 p.
- M. Reeber, *Le dico des religions*, Éd. Milan, Toulouse 1998, 256 p.
- A. Vivien, *Les sectes*, Odile Jacob, Paris 2003, 137 p.; p. 151, 178.
- N. Luca, *Les sectes*, PUF, coll. Que sais-je?, Paris 2004, 126 p.; *Individus et pouvoirs face aux sectes*, Armand Colin, coll. "Sociétales", Paris 2008, 280 p.
- B. et P. des Mazery, *L'Opus Dei. Une Église au coeur de l'Église*, Flammarion, Paris 2005, 302 p.
- V. Duborgel, *Dans l'enfer de l'Opus Dei*, Albin Michel, Paris 2007, 190 p.
- B. Devos, *Le vrai visage de l'Opus Dei, Documents secrets: les vérités qui dérangent*, Presses de la Renaissance, Paris 2009, 250 p.
- J. Derogy, J.M. Pontaut, *Enquête sur les affaires du septennat*, Robert Laffont, Paris 1981, 336 p.
- J. Ynfante, *Un crime sous Giscard, L'affaire de Broglie, L'Opus Dei, Matesa*, Préface de P. Vidal-Naquet, Maspero, Paris 1981, 364 p., p. 18-32, 181-182, 205-207.
- G. Simoné, *L'affaire de Broglie, un crime d'État*, Michel Lafon, Paris, 1999. Réédition augmentée sous le titre *Imbroglia comme de Broglie*, Dualpha, Paris, 2006, 250 p.
- R. Cornwell, *Le banquier du Vatican*, Plon, Paris 1985, 265 p., p. 181, 206.
- D. Yallup, *A-t-on tué le Pape Jean-Paul I^{er}?*, Christian Bourgois, Paris 1984, 435 p.
- P. Péan, *V Enquête sur l'affaire des avions renifleurs*, Paris, 1984, 265 p.; *Secret d'État. La France du secret. Les secrets de la France*, Fayard, Paris 1986, 364 p.
- F. d'Aubert, *L'argent sale. Enquête sur un krach retentissant*, Plon, Paris 1993, 580 p.
- T. Sapin, *Garde suisse au Vatican*, Cabédita, coll. "Ombre et Lumière", Brière (Suisse); France: Divonne-les-Bains 2004, 96 p.
- J. Sullivan, *Mais il y a la mer*, Gallimard, Paris 1964, 275 p., (voir p. 130, 141-143). Voir le compte rendu de Jacqueline Piatier dans 'Le Monde' du 28 mars 1964, p. 9.
- G.-J. Arnaud, *Syndrôme toxique*, Éditions Fleuve noir, Paris 1982, 214 p.
- Idoya, *Les Nouveaux Croisés - L'Opus Dei au service du fanatisme et de la Réaction*, Edimaf, Paris 1982, 199 p.
- G. Thomas et M. Witts, *Les émissaires du Vatican*, Stock, Paris 1985, 403 p.
- P. Combescot, *Les funérailles de la sardine*, Grasset, Paris 1986, 440 p., p. 333-336, 342, 366.
- G. Bessière, *L'aventure du Pape Hyacinthe*, Amis de Crespat-Cerf, Paris 1991, 204 p.
- D. Morrell, *Les conjurés de la pierre*, R. Laffont, Paris 1987, 393 p.; LGF, Le Livre de Poche, Paris 1991, 504 p.
- F. Taillandier, *Les clandestins*, de Fallois, Paris 1990, 606 p., p. 198, 341, 578-583.
- Voir notamment Créac'h, Monestier, Artigues, Geogel, Ynfante, Le Vaillant.
- M. West, *Les bouffons de Dieu*, Hachette, Paris 1981, 563 p.; *Éminence*, Robert Laffont, Paris 1998, 334 p.
- J. Geeraerts, *Het Rashomon Complex*, Manteau, Amsterdam 1992; *Dossier K*, Prometheus, Amsterdam 2002; *De PG*, Prometheus, Amsterdam 1999.
- H. C. Schroeder et G. Laffont, *L'illusion de Malte*, Jean Picollec, Paris 2000, 430 p.
- A. Woodrow, *Le Pape a perdu la foi*, Plon, Paris 2001, 206 p.
- G. Moll, *Une chambre au Vatican*, Ramsay, Paris 2003, 344 p.
- V. Guitard, *L'agent secret du Vatican*, Albin Michel, Paris 2004, 135 p.
- D. Brown, *Da Vinci Code*, J.C. Lattès, Paris 2004, 574 p.
- D. Chartier, *Le requiem des sphinx*, Anne Carrière, Paris 2005, 432 p.
- M. Benoit, *Le secret du treizième apôtre*, Albin Michel, Paris, 2006, 374 p.
- C. Fradier *Camino 999*, Après la lune, Paris 2006, 396 p.
- A. Job, *Les mystères de sainte Freya*, Robert Laffont, Paris 2007, 282 p.
- F. Neuwald, *Les feux d'Héphaïstos*, vol. 2, *Le tombeau d'Anubis*, Flammarion, Paris 2005, 308 p., p. 209-212.
- C. Mossé, *L'émeraude du Pape*, Jean-Paul Bertrand, Paris 2009, 309 p.
- O. Balez, *L'Opus à l'oreille*, éditions de la Baleine, Paris 1998, coll. Le Poulpe, 156 p.
- D. Popescu, *Les carnets secrets du Vatican*, vol. 2, *Sur la route de saint Jacques*, Soleil Productions, Paris 2008.
- H. Richez et Mig, *Le Messenger*, 1^{er} vol. *La sainte lance*, 2^{ème} vol., coll. "Just before present", Bamboo Éditions, Charnay-lès-Mâcon, 2003, 48 p.
- La Loge des assassins*, de Vrancken et Desberg (I.R.\$, tome 10), Le Lombard, Paris 2008, 48 p.
- Section financière*, de Malka et Mutti, Vents d'Ouest, collection "Turbulences", Issy-les-Moulineaux. Tome 1, *Corruption*, 2005, 46 planches. Tome 2, *Délit d'initié*, 2007, 46 planches. Tome 3 *Neuro-Terrorisme*, 2008, 45 planches.

- A. Houot et S. Py, *Le mal*, Glénat, Grenoble 2009, vol. 3, *Super manne*.
- J. Goytisolo, *Foutricomédie, de Fray Bugeo Montesino et autres oiseaux à plumes chatoyantes*, Fayard, Paris 2002.
- Josémaría Escrivá, *Chemin*, Casterman, Paris 1957. Les autres œuvres seront publiées chez Fayard, Téqui et Le Laurier, et *Chemin* sera réédité chez Fayard et Le Laurier.
- C. Cavalleri, *Entretiens avec mgr del Portillo*, Le Laurier, Paris 1993, 286 p.
- J.J. Thierry *L'Opus Dei, mythe et réalité*, Hachette, Paris 1973.
- J.J. Thierry, *La vie quotidienne au Vatican au temps de Léon XIII*, Hachette, coll. " La vie quotidienne ", Paris 1963, 213 p.; *La Tentation du cardinal*, Hachette, Paris 1960.
- S. Bernal, *Mgr Escrivá de Balaguer, Portrait du fondateur de l'Opus Dei*, SOS, Paris 1978, 403 p.
- F. Gondrand *Au pas de Dieu. Josémaría Escrivá, fondateur de l'Opus Dei*, France Empire, Paris 1981, 348 p.
- P. Berglar, *L'Opus Dei et son fondateur, Josémaría Escrivá*, Mame, Paris 1992, 347 p.
- Op. cit.*
- A. Vazquez de Prada, *Le Fondateur de l'Opus Dei*, Le Laurier/Wilson et Lafleur, Paris-Montréal 2001, 2003, 2005.
- G. Romano: *L'Opus Dei un chemin de sainteté*, Le Sarment Fayard, coll. *Des chrétiens nos frères*, Paris 1994, 269 p.
- V. Messori, *Opus Dei: l'enquête*, Claire Vigne, Paris 1995, 383 p.
- P. de Plunkett, *Opus Dei: enquête sur " le monstre "*, Presses de la Renaissance, Paris 2006, 334 p.
- J.L. Allen, *Opus Dei*, Stanké, Québec, 2006., 512 p.
- S. Bernal, *Mes souvenirs d'Alvaro del Portillo, prélat de l'Opus Dei*, Éditions des Oliviers, Chambly (Québec) 2007.
- J.B. Maillard, *Dieu est de retour*, L'Œuvre, Paris 2009, 380 p.

On retrouve la même diversité sur internet, mais avec une plus grande quantité de textes polémiques et des références à des ouvrages de ce type.

Voir à ce sujet *Entretiens avec mgr Escrivá* et le livre de G. Romano, *L'Opus Dei, un chemin de sainteté*, 2^{ème} partie.

Le fondateur de l'Opus Dei a opposé un démenti catégorique à Jacques Guillemé-Brulon, du 'Figaro', qui lui parlait de *Chemin* comme d'un "code" (cf. *Entretiens...*, n° 36.)

Voir R. Auguet, *Le juif errant*, Payot, Paris, 1977; N. Cohn, *Histoire d'un mythe. La conspiration juive et les " Protocoles des Sages de Sion "*, Gallimard, Paris, 1967; G. de Grandmaison, *La Congrégation (1801-1830)*, Plon, Paris 1890; M. Leroy, *Le mythe jésuite. De Béranger à Michelet*, PUF, Paris 1992; A. Mellor, *Histoire de l'anticléricalisme français*, Henri Veyrier, Paris 1978; R. Rémond, *L'anticléricalisme en France de 1815 à nos jours*, Fayard, Paris 1976; J. M. Roberts, *La mythologie des sociétés secrètes*, Payot, Paris 1979; H. de Balzac, *Histoire des Treize*.

Sur la fonction du mythe, voir aussi R. Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Seuil, Paris 1986; P.-A. Taguieff, *L'imaginaire du complot mondial. Aspects d'un mythe moderne*, Mille et une nuits, Paris 2006.

François Furet a évoqué les explications qui ont été données de la Révolution par le complot: " complot aristocratique " chez les sympathisants du jacobinisme, et le "complot maçonnique" chez les penseurs contre-révolutionnaires (voir le célèbre abbé Barruel, et ses *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*, Londres, 1797 1798, 4 vol. 9. *La Révolution et la libre pensée*, p. XXV; et, plus proche de nous, *La Grande Révolution* de Bernard Faÿ, Le Livre contemporain, Paris 1959, 476 p.). Furet voit dans ce type d'approche une "perversion du schéma causal par laquelle tout fait historique est réductible à une intention et à une volonté subjective; elle garantit l'énormité du crime, puisqu'il n'est pas avouable, et la fonction sanitaire de son élimination; elle dispense d'en nommer les auteurs et d'en préciser leurs plans, puisqu'elle est indéterminée dans ses acteurs, qui sont cachés, et dans ses buts, qui sont abstraits (...) Ce délire s'avère d'une plasticité presque infinie: il s'adapte à toutes les situations, rationalise toutes les conduites, pénètre tous les publics." (*Penser la Révolution française*, Gallimard, Paris, 1978, p. 78 et 79).

Voir le *Franco* de Bartolomé Bennassar (*op. cit.*), *La Guerre d'Espagne et ses lendemains*, du même auteur (Perrin, Paris 2004, 551 p.), la réédition de *La Guerre d'Espagne* d'Anthony Beevor (Calmann-Lévy, Paris 2006) et, pour ce qui concerne les essais, *Le Temps de Franco* de Michel del Castillo (*op. cit.*), qui consacrent des développements conséquents aux persécutions religieuses pendant la République et pendant la Guerre civile, et insistent sur les erreurs, les divisions et les crimes des communistes et des anarchistes, sans pour autant minorer les atrocités commises par leur adversaires Nationaux.

18 questions à mgr del Portillo, Le Laurier, Paris, 1985, p. 18.